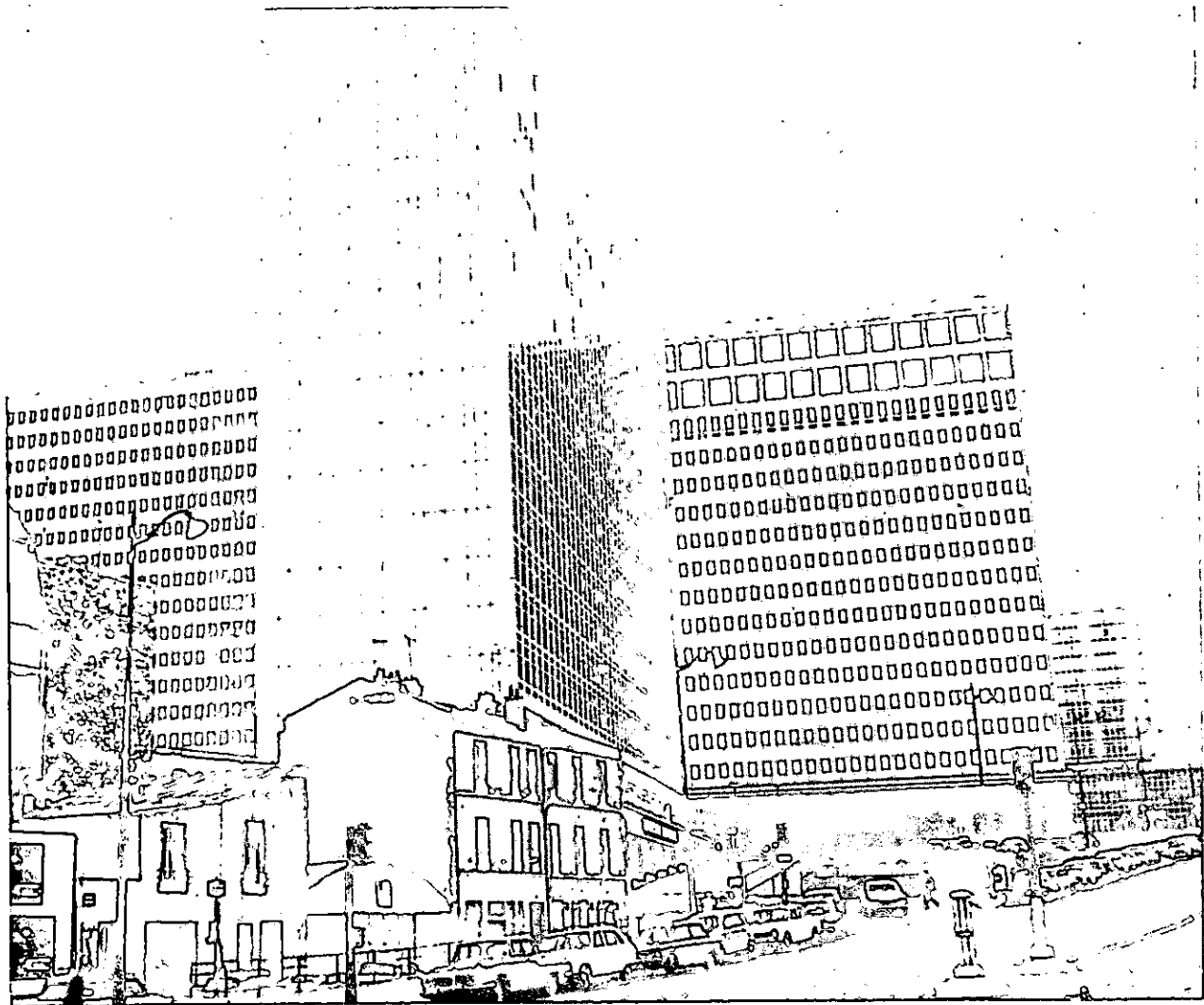


# FRANCE FORUM



N<sup>os</sup> 102-103

AVRIL-MAI 1970

5 Frs

AMENAGEMENT DE LA REGION PARISIENNE — JEUNESSE ET VIOLENCE — LA MAJORITE  
SILENCIEUSE — PROGRES ET NOSTALGIE — POUR UNE REDISTRIBUTION DU POUVOIR —  
ACTUALITE DE ROBERT SCHUMAN — EMMANUEL MOUNIER — L'ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI



# FRANCE FORUM

*Sommaire*  
**102-103**

*AVRIL - MAI 1970*

COMITE DE DIRECTION :

**Etienne Borne, Henri Bourbon**

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .... 2 F 50

Abonnement: 8 n<sup>os</sup> par an .... 20 F

Abonnement de soutien ..... 30 F

## EDITORIAL

**DE LA CONDITION FAITE AUX REVUES,**  
PAR HENRI BOURBON ..... 2

## CHRONIQUE DU TEMPS

**JEUNESSE ET VIOLENCE,**  
PAR ETIENNE BORNE ..... 3

**QUESTIONS D'AUJOURD'HUI  
POUR UNE REDISTRIBUTION DU POUVOIR,**  
PAR JACQUES LATSCHA ..... 4

## ETUDE

**PROGRES ET NOSTALGIE,**  
PAR DOMINIQUE BORNE ..... 7

## SCIENCES

**LES PLANTES AUSSI VEULENT LE PROGRES,**  
PAR JEAN-MARIE PELT ..... 10

## PROBLEME

**LA MAJORITE SILENCIEUSE,**  
PAR GENEVIEVE M. PASCAUD ..... 14

## ENQUETE

**MIRACLE ECONOMIQUE OU EXPANSION NATURELLE  
EN ALLEMAGNE,** PAR FRANÇOIS NIAUDET ..... 18

## TEMOIGNAGES

**ACTUALITE DE ROBERT SCHUMAN,**  
PAR ROBERT ROCHEFORT ..... 25

**EMMANUEL MOUNIER: CRAYON POUR UN PORTRAIT,**  
PAR ETIENNE BORNE ..... 29

## FORUM

**L'AMENAGEMENT DE LA REGION PARISIENNE PEUT-IL  
ETRE UN PROJET COLLECTIF? AVEC  
MAURICE DOUBLET, ETIENNE DE VERICOURT,  
JEAN-MARIE POIRIER, PAUL-HENRY CHOMBART  
DE LAUWE, RENE PUCHEU ..... 33**

## DOSSIERS

**COMMENT DECENTRALISER ?**  
PAR PIERRE AVRIL ..... 52

**AXELOS ET LE NIHILISME CONTEMPORAIN,**  
PAR PIERRE FOUGEYROLLAS ..... 54

## LITTERATURE

**L'OBJET LITTERAIRE,**  
PAR JEAN ONIMUS ..... 57

## CINEMA

**L'ENFANT SAUVAGE,**  
PAR JACQUES MALLET ..... 59

## DOCUMENT

**UNE EXPERIENCE PEDAGOGIQUE,**  
PAR JEAN-MARIE VANLERENBERGHE ..... 60

## PROPOS DU TEMPS

**FAUT-IL DETRUIRE LA PHILOSOPHIE ?**  
PAR ETIENNE BORNE ..... 70

## NOTES DE LECTURE

**POUR UNE MONNAIE EUROPEENNE,**  
DE FRANÇOIS GARELLI ..... 63

**INTRODUCTION A UNE PHILOSOPHIE DE L'ADMINIS-  
TRATION,** DE ROBERT CATHERINE ET GUY  
THUILLIER ..... 64

**HISTOIRE DE LA MILICE,** DE JACQUES DELPERRIE  
DE BAYAC ..... 65

**L'UNION SOVIETIQUE SURVIVRA-T-ELLE EN 1984 ?**  
DE ANDREI AMALRIK, ..... 66

**POUR UNE SOCIOLOGIE DES ASPIRATIONS,**  
DE PAUL-HENRY CHOMBART DE LAUWE ..... 67

**ACTION COMMUNE POUR LE TIERS-MONDE,**  
DE LESTER PEARSON ..... 68

**LE TROISIEME AGE,**  
DE H. BOUR ET MICHELE AUMONT ..... 69

# De la condition faite aux revues

Il ne convient pas de s'exagérer l'importance qu'ont les Revues dans la vie politique et intellectuelle d'un pays. Et pourtant le sort qui leur est fait est singulièrement significatif du véritable état d'une culture. Car une revue, quels que soient ses tendances, son inspiration et son contenu, n'est ni un pur divertissement ni un exercice gratuit de l'intelligence, mais elle pèse d'un poids qui est le sérieux même de la réflexion.

Au surplus les revues tant littéraires que politiques non seulement sont la vive et synthétique image de ce qui se passe d'essentiel dans un domaine déterminé, mais elles constituent, en outre, le ferment d'une recherche, d'une invention, d'un pari sur le futur. Or, justement, au moment où la presse écrite et parlée devient un moyen de communication de plus en plus massivement commercialisé, ces îlots d'incitation créatrice et de vigilance critique que sont les revues apparaissent menacés d'être recouverts par les courants de la mode, sinon par les eaux fades ou polluées qui déferlent de toutes parts dans une société qui transforme les hommes en consommateurs de publicité.

Déjà quelques années après l'effervescence d'esprit que prépara la Résistance et qui a accompagné la Libération, disparurent quelques-unes des revues qui apportaient avec elles les meilleures promesses de renouveau : *Fontaine*, *Poésie 42 à Poésie 49*, *Confluences*, *Les Cahiers de notre Jeunesse*, *Terre Humaine*, *Monde Nouveau*.

Mais au cours de ces dernières années quelle hécatombe accélérée ! On a vu tour à tour cesser de paraître des périodiques de grande qualité : *Arguments*, *Les Cahiers de la République*, *Le Mercure de France*, *Les Cahiers du Sud*, *Citoyens 60*, *L'événement*, *La Table Ronde*, *Signes du Temps*, *Les Ca-*

*hiers des Saisons*, *La Revue de Paris*.

On aurait tort de penser que la précarité à laquelle sont condamnées les revues qui — sans sacrifier aux engouements du jour ou aux excitations superficielles — se maintiennent tant bien que mal dans l'existence est une assurance de survie indéfinie. Elle signifie que la mort est à chaque instant possible...

Ni la modestie de *France-Forum*, ni la grande et longue tradition de pensée démocratique engagée dont elle peut, à bon droit, se réclamer, ne la mettent à l'abri du pire. Sans le dévouement et le désintéressement de ses collaborateurs, sans la fidélité continuée de ses abonnés *France-Forum* n'aurait jamais réussi à franchir le cap de la dixième année d'existence ni celui du centième numéro. Mais il nous reste bien d'autres caps à franchir ; nous n'ignorons pas en effet les imperfections, les insuffisances, les lacunes de nos cahiers et des lendemains assurés nous aideraient sans doute à y mieux remédier.

Qu'on ne voie pas dans ces simples remarques sur la condition faite aux revues dans la société présente un cri d'alarme en ce qui nous concerne ni même un de ces appels aux amis et aux lecteurs dont nous sommes coutumiers. Il s'agit plus gravement d'aider chacun à prendre conscience d'une évolution inquiétante.

En réalité, au moment où le Rapport sur les options du VI<sup>e</sup> Plan déclare : « S'il est vrai que la culture réside dans la possibilité de se situer dans le monde, ses pôles doivent être diversifiés... », la question que nous posons est une question politique. C'est en effet au niveau des objectifs et des moyens d'une véritable politique de la culture qu'elle doit être posée.

Henri BOURBON ■

# Jeunesse et violence

D'un bout à l'autre du monde — ou tout au moins dans la part du monde où ne règne pas cet ordre politique sans faille qu'est le communisme et qui est si étonnamment réussi qu'il culpabilise d'avance toute contestation — la jeunesse, et plus précisément la jeunesse scolaire et universitaire, manifeste, au moins dans ses minorités les plus bruyantes, un comportement de rupture à l'égard de toute autorité instituée et de toute valeur établie. L'événement prend l'ampleur d'une sorte de vaste phénomène de dissidence et tout se passe comme si une part de la jeunesse, et justement celle qui se pose le plus de questions, refusait d'être intégrée dans une société qu'elle condamne radicalement. Les religions et les partis révolutionnaires traditionnels, qui exercent normalement une fonction de critique de ce qui est au nom de ce qui devrait être ou de ce qui sera, sont eux-mêmes considérés par les plus véhéments des révoltés comme des protestations piégées, propres à « récupérer » la contestation et à faire servir les puissances de négation que secrète une société absolument haïssable à sa propre conservation et consolidation. D'où notamment en France ce pullulement d'extrémismes politiques, cette démultiplication des groupuscules anarchistes, trotskistes, maoïstes qui dans une escalade de surenchère révolutionnaire cherchent tous, et dans une plus vigilante méfiance à l'égard des plus proches une théorie et une forme d'action telles qu'il soit impossible d'aller plus loin dans la violence contestataire.

Ce grand refus, comme le nomme Marcuse, ne manque pas de faire scandale dans le monde des adultes où il est couramment dénoncé comme une manifestation pathologique, et si équivoque soit-il, il risque de donner aux bien-pensants de fort mauvaises pensées et de susciter, en réaction, des thérapeutiques sommaires pires que le mal qu'elles prétendraient conjurer. Et en effet si l'idée révolutionnaire, qui devrait être le ferment d'une société, se décompose ainsi en gesticulations insensées, en idéologies aberrantes, en excès provocateurs, si le libéralisme démocratique et universitaire est rendu impraticable par les violents qui n'usent des libertés politiques ou des franchises universitaires que pour mieux détruire la société libérale et l'Université, il ne resterait plus, cette double faillite enregistrée, que la conjonction d'un néo-fascisme et d'une technocratie — les bottes, plus les ordinateurs — pour sauver la société de la décomposition et faire fonctionner efficacement la machine. Platon expliquait fort bien au livre VIII de sa « République », comment une sorte de liberté sauvage qui

voit en toute règle un interdit abusif et qui s'enivre d'un vertige d'irrespect et de profanation est le plus sûr chemin qui conduit une cité à ce mal politique ultime qu'est la tyrannie. Vieille histoire grecque, toujours d'actualité.

\*\*\*

Quoi qu'il en soit d'une telle perspective, qui même si le pire n'est jamais fatal, reste une possibilité sur nos horizons, les mouvements violents qui agitent la jeunesse font une sorte d'énigme qu'il faudrait tenter de déchiffrer. En dehors d'une analyse allant au fond, aucun jugement ne saurait être sérieux, surtout s'il est d'approbation aveuglément complice ou de condamnation qui ferait de l'appel à la répression un alibi à l'explication. La difficulté n'est pas que nous manquions d'idées pour rendre compte du phénomène, c'est au contraire la surabondance des hypothèses plus vraisemblables et plus séduisantes les unes que les autres qui embrouille l'esprit et paralyse la conclusion. On pourra, par exemple, parler d'un nouveau mal du siècle par lequel la jeunesse d'aujourd'hui répète la jeunesse des temps romantiques ; toutes deux, arrivées à l'âge de la conscience politique une fois que sont passés les événements politiques grandioses, Révolution, Empire, guerre mondiale, Résistance, décolonisation, traduisent ce retard et la frustration qui en résulte en invectives contre un monde et une société redevenus prosaïques et bourgeois ; on pourra aussi se souvenir de Nietzsche, selon lequel toute vitalité est agressive, ce qui fait qu'en temps de paix, et faute d'ennemis, l'homme possédé de la passion de vivre devient cruel envers lui-même, et joue avec autrui la comédie d'une guerre fictive en compensation des agressions qui lui sont refusées par le bonheur des temps, si bien que la jeunesse aujourd'hui n'étant pas mobilisable dans de grandes guerres et de vraies révolutions, ses tumultes et ses violences sont comme la menue monnaie, éparpillée, parcellaire de la totale et impossible aventure ; on pourrait encore penser à une thèse d'Auguste Comte qui faisait de la jeunesse dans une vie d'homme un « âge métaphysique » — étape nécessaire du développement humain en général — et il définissait la métaphysique par la négation et l'abstraction — deux formes de la violence à l'égard de ce qui est intellectuellement et socialement établi. Description qui peut paraître plus vraie aujourd'hui qu'à l'époque du fondateur du positivisme. Et il n'est pas enfin jusqu'à la grille d'explication hégéliano-marxiste qui ne soit capable de décoder le sens des révoltes d'une jeunesse dont

on dira que, réserve de forces neuves appelées à se manifester et à grandir, elle se trouve — les temps d'apprentissage étant démesurément allongés dans la société moderne — dans un état de double dépendance économique et culturelle à l'égard des générations antérieures : aliénation qui crée une situation révolutionnaire naguère camouflée et travestie, aujourd'hui dénudée, la prise de conscience étant, pour continuer à transposer Marx, la condition nécessaire et la préface de l'inévitable explosion.

\* \*

Il n'est pas question de choisir entre ces divers types d'explication — dans l'usage desquels, au surplus, la jeunesse révoltée verrait, pour reprendre un langage qui interdit d'avance dialogue et échange, une « récupération » de son combat ; sans compter que de telles généralités, partiellement éclairantes sans doute, ne cernent peut-être pas d'assez près ce qu'a de spécifique la conjoncture actuelle. Pour seulement susciter et orienter une interrogation, on se contentera d'une ou deux modestes remarques, valables surtout pour notre pays.

Les adultes sont, comme on dit, directement concernés par la crise de la jeunesse. L'un des aspects du drame actuel c'est que les autorités politiques et familiales les plus immédiatement contestées, opèrent un transfert de leurs responsabilités et attendent des maîtres de la jeunesse qu'ils lui apprennent avec le savoir ce civisme et cette sagesse que l'Etat et la famille se révèlent peu capables de rayonner et de communiquer. Comme si l'Université pouvait, elle seule, suppléer aux abandons et aux défaillances des autres. Ce qui fut clairement expliqué récemment par Paul Ricœur à M. le Ministre de l'Education Nationale. Les enseignants se trouvent, dès lors, pris entre l'arbre et l'écorce. La société et une certaine opinion publique les somment de promouvoir la sécurité et l'ordre par les moyens de l'esprit. Les plus turbulents de leurs étudiants refusent de prendre au sérieux une fonction critique qu'ils outragent dès lors qu'elle ne prône pas la destruction de ce qui est. Ils sont plus nombreux et plus efficaces qu'on ne croit les enseignants qui ne cèdent pas à ces pressions abusives. Double résistance qui s'appelle l'espoir.

Etienne BORNE.

## Questions d'aujourd'hui

# Pour une redistribution du pouvoir

*par Jacques Latscha*

**L**A CRISE actuelle se place à un niveau plus profond que les crises antérieures à caractère essentiellement politique: elle met en cause, non pas les institutions ou leur fonctionnement, mais le cadre même de notre société, qui apparaît périmé.

Elle conduit, en France comme en beaucoup d'autres pays de développement comparable, à rechercher un nouveau système social, avec, comme conséquence *politique*, la définition d'une nouvelle situation de l'homme dans cette société, d'un nouveau style de relations entre le citoyen et l'Etat et, sans doute, d'un type d'Etat différent de celui que nous connaissons.

Cette recherche ambitieuse et délicate par elle-même est rendue encore plus difficile du fait du contexte dans lequel elle se place.

Certains, commodément situés à l'extrême gauche, ne voient de solutions que révolutionnaires, se référant d'ailleurs à des schémas marxistes qui, eux aussi, appartiennent largement au passé.

Les autres — ou la plupart des autres — sont favorables à des réformes.

Un accord assez général apparaît actuellement sur un certain nombre d'entre elles. Ce consensus complique la définition d'une position politique qui ne peut se contenter d'être « réformiste », mais doit proposer un ensemble de réformes fournissant une réponse originale par rapport aux autres réponses présentées.

Plus prosaïquement, la politique d'ouverture et de changement que le gouvernement s'efforce d'affirmer conduit à des options « plus à gauche » dans l'éventail politique.

Mais au-delà de ces aspects incidents, une recherche de fond est indispensable, car elle s'écarte des programmes politiques, pour attaquer le complexe actuel à sa racine. Elle est nécessaire en France, plus qu'ailleurs, car notre démocratie ne peut tolérer l'existence d'un bloc révolutionnaire face à un marais réformiste.

## COMMENT MAITRISE LE PROGRES ET SE LIBERER DES CONTRAINTES EXCESSIVES ?

Quel est le niveau de réflexion auquel il faut se placer ? Il doit se dégager le plus possible des préoccupations immédiates, qui entraînent presque inévitablement à proposer des solutions de tactique politique ou électorale, apparaissant aujourd'hui comme des recettes sans attrait.

Si l'on va plus avant, on retrouve un problème très ancien : celui de l'intégration dans la Cité de ceux qui campent à ses portes — et se placent en dehors de ses lois, de sa « règle du jeu ».

Il se pose à nouveau parce que :

— les liens d'interdépendance existant entre les nations ont établi un ensemble, une « cité » à l'échelle de la planète. La contestation de la Cité est d'abord celle des déshérités, des dépouillés du Tiers-Monde. Ils apparaissent lointains et pourtant leur comportement, leurs exigences influencent directement nos propres comportements et notre avenir.

— la remise en cause se produit aussi dans un cercle plus étroit et tout proche de nous. Pour la première fois depuis une vingtaine d'années, des ferments révolutionnaires existent et se développent au sein même de notre communauté.

Certains, notamment des jeunes, se sont placés volontairement « hors des murs ». D'autres, dans le monde agricole par exemple, peuvent les rejoindre. N'y a-t-il pas, au surplus en chacun de nous, une part de refus devant le cadre et le mode de vie qui nous sont proposés ?

La France est particulièrement sensible à ce climat : souvent pays témoin, elle vient de vivre des événements qui lui ont révélé brusquement à quel point le système dans lequel elle vivait était vulnérable et surtout contingenté.

Selon la réflexion récente d'un observateur, « le » malaise social s'ajoute à la mélancolie politique, dans une société fragile et vulnérable ». Ces derniers mots sont essentiels : la France est rétive et inquiète devant la société que nous annonce le nouvel âge industriel, auquel elle sait ne pouvoir échapper.

Tout en ressentant confusément que la société « capitaliste » (et non pas libérale) est déjà morte, l'opinion, dans sa grande majorité, refuse le modèle socialiste, également dépassé.

Elle se demande, devant l'effervescence de l'évolution, si et comment nous maîtriserons le progrès technique et économique sans recourir à des solutions humainement monstrueuses.

Parmi les réactions, parfois violentes comme celles de Mai 1968, on peut discerner les indices d'une révolte

qui, pour la première fois sans doute, serait de type aristocratique parce que non fondée sur les satisfactions de besoins matériels élémentaires.

Paradoxalement au premier abord, cette situation s'explique si l'on considère que — pour la première fois aussi — notre société a, pour la majorité de ses membres, dominé les contraintes matérielles de la survie et même de la vie. Ce n'est plus la chair, c'est l'esprit qui est malade.

Il faut cependant relativiser l'analyse. Une partie encore trop large des Français se trouve encore au stade des besoins subis et la société dite « de consommation » reste encore pour eux un objectif à atteindre, malgré les contraintes qu'elle implique.

S'il est atteint, de quoi notre esprit est-il malade ?

De déshumanisation d'abord, semble-t-il. L'homme a besoin de contacts avec d'autres hommes. Il ne se heurte plus aujourd'hui qu'à des institutions, des structures qui prennent l'aspect de monstres froids, parce qu'impersonnels, et arbitraires, parce que soumis à la règle abstraite.

L'urbanisation et le gigantisme des entreprises ont dépersonnalisé la vie de la grande majorité d'entre nous, condamnés au surplus à une activité professionnelle sans intérêt intellectuel et sans engagement humain.

A ces phénomènes, s'ajoute la pression d'un Etat dont l'administration est devenue tentaculaire, par la force même des choses, du fait de l'ampleur et de la complexité des tâches qu'on lui a assignées. En dehors, le plus souvent, de toute véritable option philosophique et politique, cet Etat apparaît aux yeux du plus grand nombre comme ayant la charge — et même le monopole — du bien commun, comme incarnant seul l'intérêt général.

Or cet Etat n'est plus la « res publica », la chose de tous. Il se présente comme un appareil, propriété de ceux qui savent. Ces détenteurs de savoir — et par lui aujourd'hui du pouvoir — composent une technocratie isolée face à la masse des citoyens, mais qui prend les décisions engageant leur avenir à dix ou vingt ans.

Devant une telle situation, le besoin dominant est celui d'une libération, d'un droit à l'expression de soi, avant même celui d'une participation.

Il est celui d'une revendication à l'individualisme, face à une contrainte sociale de plus en plus grande.

## RECHERCHE DE LA DOCTRINE D'UN « ETAT LIMITE » QUI N'ECRASE PAS LE CITOYEN

Comment, si on l'accepte, répondre à ce diagnostic ?

La réponse proposée ici s'attache à des thèmes plus spécifiquement politiques. Il est évident que pour être complète — et éventuellement satisfaisante — elle doit rejoindre une réflexion sur l'économie moderne et ses prolongements dans notre société.

Mais, tout en se reconnaissant incomplète, une recherche proprement politique apparaît nécessaire,



parce qu'elle a été comme obliérée à notre époque par une sorte de primauté reconnue aux phénomènes économiques et aux contraintes imposées par eux dans les autres domaines.

Or, on peut penser que l'on va — ou que l'on retourne — vers un temps où cette primauté sera mise en cause et où les décisions, les orientations du corps social se détermineront selon d'autres critères ou aspirations.

La France, depuis 150 ans, est mue par une aspiration profonde vers l'égalité dont l'Etat est apparu l'instrument par excellence, en même temps que le garant.

La gauche s'est, jusqu'à maintenant, faite le champion de cette tradition. Elle se dresse aujourd'hui au nom de la liberté face à l'Etat, à son appareil, à son arbitraire.

Ce changement ne semble pas seulement dû à un long éloignement du pouvoir. Il est moins d'attitude que d'accent entre deux expressions profondes d'un même besoin essentiel des hommes de tous les temps : celui de la justice, en laquelle égalité et liberté se rejoignent.

Or, notre corps de règles, comme nos structures actuelles, ne correspondent pas à cette nouvelle attitude. Une indication paraît suffisante pour le montrer. Toute la législation relative aux libertés individuelles date du XIX<sup>e</sup> siècle et s'attache à organiser des situations aujourd'hui dépassées, pour la plupart.

Au contraire, les phénomènes modernes ne font l'objet d'aucune organisation juridique digne de ce nom. La radiodiffusion et la télévision seraient un exemple éclatant de ce désintérêt ou de cette impuissance, s'il ne fallait citer, en outre, toutes les actions et interventions de l'Etat dans l'économie. Elles constituent un domaine où le juge a cédé la place au fonctionnaire et à son pouvoir discrétionnaire, devant lesquels le citoyen est sans défense autre que le très antique jeu des influences.

De nouvelles définitions plus compréhensives et une législation moderne des libertés sont donc nécessaires.

Elles supposent une nouvelle synthèse et d'autres formes de défense de la *liberté*. Elles doivent, à cette fin, s'inscrire dans un cadre institutionnel différent.

Une tâche apparaît aussi essentielle ; celle consistant à redistribuer les pouvoirs actuellement concentrés sur l'Etat, à dégager la doctrine d'un *Etat limité*, c'est-à-dire borné dans ses missions, ses attributions et ses moyens.

L'idée peut sembler réactionnaire, ou trop classique, pour n'être pas dépassée, mais la doctrine est nouvelle parce que le contexte est nouveau. Il est symptomatique qu'elle constitue l'axe des recherches dans les sociétés socialistes les plus récentes et les plus maîtresses d'elles-mêmes.

Il importe d'abord d'établir au lieu et place des corps intermédiaires qui constituaient les canaux de communications entre le citoyen et l'Etat, ses relais mais aussi ses freins, de nouvelles cellules, qui soient humaines et qui permettent à l'homme d'agir.

Un bon exemple est celui des grandes métropoles actuelles : elles doivent recevoir des attributions plus

larges, être affranchies d'une tutelle paralysante et dotées de moyens propres, notamment sur le plan financier.

Mais elles doivent aussi se démultiplier en collectivités plus réduites et plus proches des habitants par exemple, les quartiers qui, gérés par les assemblées élues, peuvent redevenir des centres d'animation sociale et culturelle, construire leurs foyers, leurs piscines et les gérer, être représentés en tant que tels dans les conseils de la métropole.

Une telle formule risque d'être la source d'un certain gaspillage mais le gaspillage n'est-il pas la loi de tout progrès ?

On peut ainsi remonter les échelons jusqu'à l'Etat pour retrouver l'idée de base de la proposition, la redistribution des pouvoirs aujourd'hui *concentrés* par l'Etat pour les transférer partiellement à d'autres collectivités selon une articulation pyramidale où le citoyen retrouve son véritable rôle.

Cette idée, pourra-t-on dire, est plus ou moins dans tous les esprits. Elle n'a guère d'originalité par rapport à la réforme régionale dont M. Jacques Chaban-Delmas a choisi de faire le thème de sa rentrée de Premier Ministre au Sénat.

On pourrait se borner à répondre que seule est importante la détermination de ce qui est nécessaire et que les zones de convergence de la réflexion politique actuelle doivent être dégagées, ne serait-ce que pour mieux cerner les points de désaccord.

On pourrait dire aussi qu'il y a bien des façons — le référendum de l'an dernier l'a prouvé — de réaliser une réforme. On peut procéder à une simple opération technique de déconcentration ou aboutir à une véritable révolution, au meilleur sens du mot.

Mais la vérité est que notre propos va bien au-delà. Il vise à recentrer l'ensemble de nos institutions et à les reconstruire à partir de l'essentiel — c'est-à-dire de la personne qui y a perdu sa place.

Pour nous enfin, qui vivons dans la Communauté européenne, tout projet, qu'il soit politique, économique ou social, conçu à l'échelle de l'Etat-nation est périmé.

Les décisions qui viennent d'être prises à Bruxelles, notamment en matière budgétaire et financière, engagent l'avenir. L'avènement de l'Europe politique n'est plus un acte de foi, mais une promesse en voie de s'accomplir, malgré les hésitations compréhensibles et les difficultés.

C'est dès lors une dimension neuve qui s'impose à notre réflexion comme à notre action.

Le sommet de la pyramide n'est plus à Paris mais à Bruxelles et la redistribution nécessaire des pouvoirs doit s'effectuer dans cette perspective.

L'Etat-nation y occupe une position intermédiaire et, de ce fait même, limitée, mais aussi essentielle pour éviter que les nouvelles structures encore plus puissantes et encore plus lointaines n'écrasent, elles aussi, le citoyen.

Jacques LATSCHA ■

*Place Royale : la nostalgie d'un ordre hiérarchique et cohérent ; l'harmonie d'un lieu géométrique expression du corps social.*

## Etude

# Progrès et nostalgie

*par Dominique Borne*

**L'**HOMME est projet. La politique n'organise plus le présent mais dévoile l'avenir. Poursuivre une carrière, gravir l'échelle des salaires. Croissance, taux d'expansion. Niveau de vie. Le progrès est une évidence, le maintien du présent piétinement, réaction. Le présent a disparu, comme l'histoire, système de référence devenu anecdotique pour mesurer le chemin parcouru. Le présent n'est plus qu'une base de départ. A priori demain est plus beau qu'aujourd'hui.

Demain le bonheur, d'autres images, d'autres planètes, demain d'autres dieux.

Demain, l'homme, lui-même objet du progrès créateur humain, se construira plus harmonieux, peut-être meilleur. Pour l'émerveillement des enfants, les magazines illustrent l'émergence progressive de l'être : il fut argile, il fut poisson, il fut singe dans les arbres, il fit du feu, des armes ; puis des maisons après les temples. Comment pourrait-il y avoir encore « huma-

nisme» alors que l'homme, tout entier projet, ne cherche qu'à se construire différent de ce qu'il est ? L'homme pas plus que l'histoire n'est présent à lui-même.

Le présent a si bien disparu qu'on l'enferme dans le musée clos. Toute œuvre aussitôt créée est déjà datée, cataloguée, dépassée. La répétition est réaction nulle et non avenue. Les meilleurs esprits décrètent le retard de la pensée et de l'art sur la science. Célébrons les avant-gardes, célébrons le futur ! Ne gardons l'histoire que pour les jours de nostalgie ou d'angoisse. Nous vivons sciemment dans un musée nécropole où chaque objet ne manifeste pas seulement le chemin parcouru ; référence certes, mais aussi thérapeutique. Vivre dans un musée, s'y reposer, permet de croire fugitivement à la permanence de l'être, de se délivrer de l'angoisse du futur. L'homme planificateur, ordonnateur du progrès, qui fait du présent l'objet de l'histoire (présent de narration, et « histoire immédiate »), s'est créé, dès qu'il a cru au progrès, un cadre de vie réactionnaire. Le bourgeois épris d'avenir se bricole un salon Louis XV.

Et ici la trop célèbre affirmation de Valéry, « Nous autres civilisations... » (1) reprend un sens neuf. Mortelles, certes par conscience de pluralité, mais aussi par projection dans l'avenir, absence d'identité, nécessité de création continue. La notion de création chasse celle de perfectibilité mais le musée-nécropole permet de vivre. D'où l'obsession contemporaine du retour et de l'enfance, ces domaines refuges, ces âges d'or. D'où cette présence vertigineuse de l'inconscient. Comment se situer entre Marx et Freud ? Nous retrouverons ces balancements du progressisme et de la nostalgie.

## HIER

Et pourtant il y eut des moments immobiles. La terre ne tournait pas, centre d'un monde en gravitation autour d'elle. Dans le corps humain, le sang ne circulait pas. Point d'historiens pourvoyeurs de musée mais des chroniqueurs : l'histoire était présent, l'avenir recommencement ou crainte. Créer, trouver ? Recréer, retrouver les traditions oubliées, l'espérance de l'homme était derrière lui, il suffisait de renaître. L'homme s'identifiait à lui-même. Il dépendait de l'ordre naturel : la fertilité du sol, la faveur du climat, le trajet des épidémies ; il attendait la mousson. Sa vie était un don du fleuve ou de la pluie. Faire la guerre n'était possible qu'à la belle saison, si la récolte avait permis de lever les impôts suffisants. L'histoire des hommes jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle est celle de la mortalité, du caprice des saisons. L'histoire des hommes est l'histoire du prix du pain.

Ce lien de l'homme et de la nature nourricière, avare ou prodigue au gré des saisons, n'est pas individuel. L'homme cherche à subsister, mais à son rang. Comme si cette dépendance imposait une organisation hiérarchique de la société. En Chine, l'Empereur est Fils du Ciel : catastrophes naturelles, sécheresse, inondation ou épidémies sont le signe que le mandat céleste lui est retiré. L'Empereur joue le rôle d'intercesseur, de garant de la bienveillance des forces naturelles. En Egypte, le Pharaon règne sur le fleuve et sur l'irrigation.

(1) « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles », P. Valéry in « Variété I (1924) ».

Communautés hiérarchisées, sociétés d'Ordres. Pour chacun vivre à son rang, au sein de son Etat. Sociétés closes, mais aussi communautés ; communautés rurales ou urbaines dont l'individu ne peut se détacher. Pas de destin individuel. Que signifie le mot progrès quand il s'agit de vivre ? Le progrès vient avec le marchand, avec celui qui risque autre chose que sa vie, dont le but n'est pas seulement de se nourrir mais de vendre, c'est-à-dire de s'enrichir. Le marchand ouvre d'autres mondes, défriche des terres nouvelles. Le bourgeois créant des richesses, crée le capitalisme, c'est-à-dire l'individu.

Quand la vie est assurée, quand subsister n'est plus problème, la communauté éclate, la hiérarchie est bouleversée. Aventureusement il faut créer un ordre nouveau, rejeter l'ordre ancien et ceux qui s'y accrochent ; dorénavant ils sont observateurs ou, mieux, réactionnaires, refusant le progrès, l'avenir ; voulant maintenir le présent.

Il y eut donc rupture. L'homme avait gagné la vie, il n'était plus rare sur le globe. Même au sein des campagnes, là où la dépendance ancienne était la plus forte, le progrès fut aussi éclatement de la communauté : abandonne les pratiques collectives celui qui a « plus » et qui peut ainsi travailler en termes de progrès : arrondir sa terre, la clôturer, élever des animaux, vendre. Ainsi naît le capitalisme rural, tandis que les paysans réactionnaires s'accrochent aux pratiques communautaires grâce auxquelles ils pouvaient subsister. Et c'est bien ironie paradoxale de l'histoire de constater aujourd'hui le retournement de la situation.

Contemporain du capitalisme naît le socialisme. Pouvait-on songer à partager les richesses dans les sociétés d'ordres ? On s'apitoyait parfois sur le menu peuple mais la charité seule n'autorisait pas une remise en question de l'ordre établi.

Le socialisme adopte parfois l'idéologie du progrès ; Saint-Simon et Marx inscrivent leurs projets dans l'optique de l'expansion : créer toujours plus de richesses. Certes Marx ne cherche pas à encourager l'ardeur des entrepreneurs individualistes comme Saint-Simon, mais si le marxisme est une critique morale du bénéfice capitaliste, il est aussi une critique technique des méthodes de gestion : on pourrait produire plus justement, mais aussi on pourrait produire mieux en supprimant les gaspillages. Et le marxisme invente la planification, cette organisation technocratique du futur.

On pourrait ainsi soutenir que le marxisme loin de représenter une transformation révolutionnaire de la société de progrès n'en est au fond qu'un aménagement qui se veut plus rationnel : une substitution de la raison, de l'autorité, de la planification à l'aventureuse entreprise individuelle du capitaliste traditionnel.

Mais il est aussi d'autres socialismes ; des socialismes défiant de l'idée de progrès, des socialismes qui ne songent pas à l'expansion ou à la transformation de la nature mais à l'harmonie. Des socialismes qui ne conceptualisent pas en termes de progrès mais de bonheur. Des socialismes à la recherche non de l'avenir mais de la permanence. Le socialisme des phalanstères de Fourier, des petits propriétaires de Proudhon... Mais ces « utopistes » ne peuvent imaginer que des communautés rurales. Comme si justice et bonheur dépendaient finalement d'une vie communautaire — d'une « règle » — et comme si le ciment collectif ne pouvait

*Le R.E.R. (station Défense) : passage et non plus centre. Passage captateur des convoitises individuelles. Image de progrès ou vitrine du désordre établi ?*

prendre que sous la pression de la vieille dépendance naturelle.

Ainsi d'un pôle à l'autre du socialisme nous avons retrouvé ces balancements du progressisme et de la nostalgie.

## VIVRE AU PRESENT

Nous ne voulons pas céder ici au très classique réquisitoire contre le progrès et la consommation ; ses banalités sont aussi dangereuses que faciles. Constatons simplement l'échec de l'organisation globale de la société de progrès, l'impossibilité à inventer un art de vivre adapté à cette fuite perpétuelle dans l'avenir. D'où ce constant décalage entre le progrès objectif et le progrès vécu. La marche sur la lune est une « grande première », un spectacle dont la rigueur sans surprise déçoit vaguement. Qui le ressent vraiment comme un « grand pas en avant de l'humanité... » ?

Le progrès, né d'aventures individuelles, s'est développé dans un cadre théoriquement collectif : la ville. La cité avait jusqu'alors un sens religieux ou royal, les communautés artisanales ou marchandes s'y groupaient autour de la cathédrale ou de la place royale. La communauté là encore était organisée et hiérarchisée.

Puis la cité devint manufacturière. Les entrepreneurs eurent besoin de main-d'œuvre, de salariés. Une organisation où seul l'individu est valeur n'a pas su créer un cadre de vie collective. C'est alors que plus personne n'a été capable de construire des villes. Le monument lui-même a disparu ; les églises n'étaient que pastiches, les édifices publics souvenirs d'autres siècles, symboles de communautés défuntes. Le progrès imposait de vivre ensemble mais exigeait dans le même temps une éthique individualiste.

Ailleurs, en U.R.S.S., le marxisme, sans renier l'expansion, a voulu effacer le profit individuel, mais la véritable communauté est restée à l'état de rêve : une projection de l'avenir sur le présent. Le centralisme démocratique ne fut pas longtemps fraternel. L'homme qui chantait au présent de l'indicatif s'est retrouvé seul, piégé dans les labyrinthes du soupçon et de la crainte.

Ne concluons pas. Retrouvons seulement le refrain de ce texte : de nouveau la contestation qui, de Katmandou à Pékin se cherche en vain des « modèles », est passée du progressisme à la nostalgie.

Peut-être est-ce le temps d'une renaissance ? Peut-être est-il temps de vivre au présent ?

Dominique BORNE ■

# Les plantes aussi veulent le progrès

*par Jean-Marie Pelt*

**L**ES monstres de verre et de béton, la vie des grandes métropoles, la civilisation des ordinateurs et de l'espace ont façonné, dit-on, un homme nouveau. Si comme dans toute espèce, certains ont su mieux s'adapter que d'autres aux exigences du monde moderne, chacun conserve dans sa chair l'immémorial souvenir de la terre et de la nature, dont les rythmes ancestraux ont marqué l'épaisseur des civilisations et la lente érosion des siècles. Course à la résidence secondaire, routes encombrées du week-end, grande évasion des vacances, autant d'expressions inconscientes de ce besoin toujours renouvelé de ressourcement au sein de la nature vivante.

Actif et créateur, l'homme moderne est fils de Prométhée : fier de ses techniques, il arrache à la vie ses secrets, à l'univers ses mystères. Mais il est aussi fils de la terre, en communion avec elle, venant et retournant en son sein, selon la loi d'airain réglant la naissance et la mort des individus et des espèces.

Qui n'a perçu cette connivence étrange, cette émotion intérieure lorsque crèvent les bourgeons et s'habillent de neige les arbres des vergers, à la fine aube du printemps. Alors passe un souffle discret comme une brise légère, chargée des senteurs de la terre et des

fleurs, où se mêlent l'odeur du foin coupé, de l'herbe sèche, de la pluie qui tombe, du sous-bois humide, de la violette et de la rose.

Car les plantes sont pour nous la nature, la nature éternelle avec le rythme des saisons qui s'égrènent, la nature qui demeure alors que nous passons.

Dans sa quête obscure d'immuable et de sacré, de sérénité et de paix, l'homme cherche, au sein de la nature mère, ces valeurs permanentes et stables que le monde moderne en perpétuel devenir lui mesure si chichement. Douce illusion d'un rêve ! Car l'équilibre profond qu'il y trouve est régi par des lois qui ne diffèrent en rien de celles qui règlent les sociétés humaines, dans la vie individuelle et collective. Encore faut-il, pour le percevoir, passer outre le frêle écran des apparences et dissiper les illusions qui résulteraient d'une vision trop hâtive dans l'espace, ou trop brève dans le temps.

Qu'un regard vagabond s'attarde sur les collines et les vallons baignés de soleil et de lumière, au cœur d'une éclatante journée d'été : tout est calme, immobile, silencieux. Mais voici que la vie s'éveille avec le jour qui tombe : une fleur s'épanouit, une autre se forme, et l'oiseau reprend son chant, un instant interrompu par le poids du jour et de la chaleur. La vie est là,

chaude et mouvante, tout à l'entour. Dans la profondeur des forêts, de la cime des grands arbres, aux plus modestes mousses du sous-bois, mille forces obscures et jalouses font de la plus humble surface, une jungle redoutable pour les êtres qui s'y affrontent. Car bien peu de chose en vérité sépare l'homme engagé dans les affrontements de la vie sociale, professionnelle ou politique, et la plante engagée dans la lutte pour vivre et survivre : l'un et l'autre sont de même agressés par un milieu plus ou moins hostile, en concurrence avec d'autres êtres plus ou moins avides d'étendre leur puissance et leur pouvoir, identiquement pressés de se nourrir, de se reproduire et d'assurer ainsi, par delà les individus qui passent, la permanence de l'espèce. C'est en fait dans une profonde communion de situation, de motivation et de besoin que plonge ses racines l'étrange sympathie qui tisse mille liens indéchiffrables entre le chien et son maître, le jardinier et ses fleurs, l'homme et tout ce qui vit à la surface de la terre ! Car l'évidente émergence humaine n'abolit point les lois naturelles. Elle les accomplit au contraire. Puis, très loin devant nous, dans les ultimes achèvements du plus lointain futur, peut-être un jour les transcende et les dépasse.

Moins serein et moins paisible qu'il n'y paraît, le monde vivant n'est pas davantage fixe et immobile dans l'histoire. L'évolution le travaille depuis les origines, pression incoercible et puissante à l'œuvre en tout temps et en tout lieu.

La mouvance de la vie, si sensible pour chacun de nous, n'épargne ni l'animal, ni la plante. Ils progressent eux aussi, diversifiant leurs espèces, perfectionnant leurs organes, améliorant leurs capacités de reproduction et d'adaptation.

L'histoire des plantes s'oriente d'abord vers un perfectionnement de l'appareil sexuel ; car la plante pousse jusqu'à l'obsession, le souci de durer, d'assurer sa descendance. Mille fois menacées à travers le lent déroulement des ères géologiques, par les brutales et imprévisibles modifications des climats, les plantes ont été contraintes d'améliorer sans cesse la protection de leurs organes sexuels, d'inventer des méthodes plus efficaces de fécondation, des moyens plus rapides de diffusion de leur pollen ou de leur graine. Soumises à l'incessante oppression du milieu, incapables de fuir « dans l'espace » puisque fixées par leurs racines à leur support, elles ont réagi par cette perpétuelle fuite en avant « dans le temps » qu'on appelle l'évolution, antécédent biologique de ce que l'homme appelle, dans son langage commun, « le progrès ».

## UNE SEXUALITE PROPRE ET SEREINE

Les fleurs, organes sexuels des plantes ! Cette constatation banale n'était guère évidente pour nos ancêtres, et la sexualité des plantes fut ignorée jusqu'aux tout derniers siècles. Césalpin, médecin du pape Clément VIII et botaniste de talent, en eut, semble-t-il, la première intuition ; il recherchait chez les végétaux des structures et des comportements analogues à ceux des animaux ; d'où l'idée que les plantes pouvaient avoir, elles aussi, une vie sexuelle.

D'acquisition récente, la sexualité végétale échappe aux tabous que les siècles ont créé autour « du sexe » ; sexualité cachée, sexualité sereine, sexualité « propre »... bref, sexualité commode pour les ouvrages d'initiation

destinés aux enfants ! La fécondation des Tulipes ou des Jacinthes est si peu compromettante ; et la tranquille émission des graines un si bel exemple d'accouchement sans douleur !

Mais Marc Oraison met les pieds dans le plat : il nous livre dans son *Mystère humain de la sexualité* ces propos qui ne manquent pas de sel :

« Il n'y a pas de fête, de célébration, de circonstance solennelle, sans la présence de fleurs en quelque manière que ce soit. L'échange et le commerce des fleurs ont, dans les relations humaines, une importance considérable. Dire quelque chose « avec des fleurs », selon la publicité bien connue, est bien mieux que le dire tout court. Un merci, un hommage, des excuses, une arrivée, tout est transformé par les orchidées des milliardaires ou les quelques violettes des pauvres gens.

» Les fleurs ont un langage, fort nuancé pour les spécialistes. Chaque espèce a sa signification symbolique. Et l'on sait bien, qu'un lys dans la main d'une statue signifie que le personnage représenté fut un exemple de « pureté ».

» Or les fleurs sont les organes sexuels des végétaux.

» Il ne viendrait à personne l'idée d'envoyer, afin de manifester sa gratitude pour un service rendu, le sexe d'un taureau ou la vulve d'une chatte.

» Ce contraste est malgré tout frappant, bien qu'il soit tellement inscrit dans la nature des choses qu'on n'y prend même garde. Ce qui, au niveau du règne végétal, est ostensiblement montré, promu, cultivé, ce qui fait l'objet d'une véritable attitude d'exhibition (ainsi en est-il des diverses floralies), ce qui représente l'expression même de la splendeur, dès que l'on atteint le règne animal passe au second plan, sinon même sous silence. On admire un dahlia pour ses fleurs plus que pour sa forme générale ; on admire un chien de race pour sa morphologie et son attitude, et non pour son sexe. Il arrive même qu'on « améliore » certains animaux en les châtrant... »

Voilà la fleur dépoétisée. Profitons-en pour en faire une rapide analyse et recenser au pas de charge les divers aspects de son anatomie.

Les fleurs sont isolées (Tulipe) ou groupées en formations denses, les *inflorescences*. Celles-ci s'individualisent par leur architecture, et la disposition des fleurs qui les constituent : *grappes* lâches de la Glycine ou du Raisin, *ombelles* en parapluie de la Carotte sauvage, *corymbe* en disque aplati du Sureau, *capitules* denses du Chardon et de la Marguerite, *épis* allongés du Blé ou du Seigle, *cyme* de la Saponaire.

Les parties constitutives de la fleur s'insèrent sur une expansion de l'extrémité du pédoncule : le *réceptacle*. Vers l'extérieur, sépales verts et pétales colorés se pressent en deux couronnes concentriques : le *calice* et la *corolle*. Les organes sexuels sont au centre, ceinturés par ces pièces d'accompagnement (*périanthe*) qui n'existaient pas chez les Gymnospermes.

Les sépales protègent le bouton floral avant l'éclosion de la fleur ; c'est la dernière enceinte de l'imposant système de protection que la nature a construit autour du gamète femelle. Car la fleur ressemble à un système gigogne : pour aboutir à l'oosphère, il faut ouvrir la collection complète des boîtes incluses les unes dans les autres : dans le bouton, il y a l'ovaire, dans l'ovaire l'ovule, dans l'ovule le nucelle, dans le nucelle le prothalle femelle et dans le prothalle femelle l'oosphère !

Lorsque après la fécondation la fleur se fane, la mission du calice est achevée; il se détache et tombe. Mais si son rôle protecteur est dévolu à un autre organe, par exemple au réceptacle comme nous le verrons, la fleur le met aussitôt en demeure de se reconvertir ou de disparaître; chez les fleurs très évoluées, cette reconversion consiste à fabriquer un système de dissémination du fruit: ainsi les Pissenlits (*Taraxacum deus leonis*), agrémentent leur fruit d'une petite houpe soyeuse, et sèment leur progéniture « à tout vent »; la fleur, qui n'a plus besoin d'un parapluie protecteur autour de son bouton, le transforme en parachute pour mieux assurer le transport de ses fruits.

Une affection particulière lie parfois le calice et le fruit, comme s'ils ne voulaient plus se quitter: les cinq pétales persistent autour des baies de Belladone, formant une élégante collerette; dans l'Alkégence ou Coqueret, ils se soudent, gonflent et affectent l'allure romanesque et joyeuse d'un grand lampion orangé.

La corolle est l'appareil publicitaire de la fleur; ses pétales l'habillent de couleur et de lumière, charmes irrésistibles auxquels l'homme lui-même s'est laissé prendre. Toujours content de lui, n'a-t-il pas cru pendant des siècles que ces clins d'œil de la nature lui étaient destinés. Mais leurs fleurs dorment leur corolle au soleil depuis un million de siècles, et l'homme n'a sans doute pas plus de deux à trois millions d'années! Espèce à peine adolescente, dont les explosions impétueuses de joie ou de colère sont les foucades de la jeunesse.

La fleur ne ménage aucun effort pour donner d'elle-même l'image la plus avantageuse: rien n'est trop beau pour séduire abeilles ou papillons; car c'est l'insecte qu'il faut séduire; c'est bien à lui qu'est confié le pollen, avec mission de l'amener à l'ovaire.

Les pétales sont libres entre eux à l'origine (corolle *dialypétale*); mais ils ont tendance à se souder chez les Angiospermes les plus récentes (corolle *gamopétale*). Chaque corolle a son architecture: elle est symétrique par rapport à l'axe du pédoncule dans la Renoncule (*actinomorphe* ou régulière) ou par rapport au plan antéropostérieur de la fleur, comme dans le Lamier blanc (*zygomorphe* ou irrégulière). La forme des corolles varie à l'infini: corolle en clochette dans la Campanule (*campanulée*), en tube dans la Digitale (*tubuleuse*), en tube surmonté d'une collerette dans le Pétunia (*hypocratériforme*), en entonnoir dans le Liseron (*infundibuliforme*), en collerette dans la Bourrache (*rotacée*), en urne dans la Myrtille (*urcéolée*). Elle prend l'allure d'une gueule fermée dans le Mufler (*personée*), d'une gueule ouverte dans le Lamier (*bilabiée*), d'un papillon dans le Petit pois (*papilionacée*), d'une carène de bateau dans l'Arbre de Judée (*carénale*).

Mais la beauté est éphémère, et les roses ne vivent qu'un matin... Après fécondation, les pétales fanent et tombent; leur tâche est accomplie. Dans quelques espèces, ils persistent obstinément comme chez la Bruyère.

Toutes les fleurs ne s'offrent pas de somptueuses corolles: lorsqu'elles sont fécondées par le vent, leurs pétales sont souvent insignifiants; ils peuvent même disparaître complètement, car la fleur n'a cure de s'embarasser d'organes inutiles. Elle est alors apétale. Et si les sépales manquent aussi, elle est nue, *apérianthée* comme une « fleur » de Gymnosperme, où seuls persistent les organes sexuels. Enfin, si un sexe vient

à manquer, la fleur est *unisexuée*. A la limite, une fleur peut donc n'être formée que d'un unique organe sexuel!

## LA VIE SEXUELLE DES FLEURS

Les organes mâles ou *étamines* sont formés de deux microsporangies ou sacs polliniques, portés au sommet d'une hampe. Ces étamines se dressent, plus ou moins nombreuses, au centre de la fleur. Les sacs polliniques ou *anthères* de l'étamine représentent très exactement les « testicules » de la fleur; c'est en leur sein que s'effectuent la réduction chromatique et la formation des microspores; puis chaque spore se divise en deux cellules: la cellule prothallienne et la cellule anthériodienne qui donnera plus tard deux anthérozoïdes. Un grain de pollen formé de deux cellules, voilà tout ce qui reste, au terme de l'évolution, du gamétophyte mâle.

Les étamines sont externes et saillantes, sans protection particulière. Mais l'analogie avec le règne animal s'arrête là. Car la fécondation est indirecte: il n'y a pas d'accouplement de l'étamine et de l'ovaire; les anthérozoïdes ne sont pas conduits par l'organe mâle jusqu'à destination; aucun organe de jonction ne les introduit dans l'ovule. Les végétaux, qui organisent la promiscuité des sexes en les groupant sur la même fleur, ne les mettent pas en contact direct. L'insémination artificielle remplace la copulation. Et l'inséminateur est le vent ou l'insecte. Le rendement y perd, car le voyage à dos d'insecte ou en planeur favorise l'école buissonnière, et le pollen s'égaille dans la nature. Mais la quantité de pollen émise compense largement les aléas du transport. La méthode directe des Mammifères est certes plus efficace: postulant qu'« on n'est jamais si bien servi que par soi-même », ils se passent de vent, et d'insecte, et pratiquent la livraison à domicile!

Le centre de la fleur est réservé aux organes femelles. Suivant le degré d'évolution, on compte un ou plusieurs ovaires dont l'ensemble forme le pistil; chaque ovaire est une boîte close, faite d'écaillés ou carpelles, soudés entre eux. Mais quelques fleurs, ici ou là, rêvent au passé gymnospermique, et oublient de fermer leurs ovaires: chez les Résédas, il est ouvert à son sommet par trois fentes. Et chez le *Gymnorinorea* africain, il s'ouvre dès la fécondation et bien avant la maturation des graines. Mais ce sont là fantaisies de la nature. Une vraie Angiosperme enferme ses ovules dans une enceinte close.

L'ovaire s'allonge à sa partie supérieure en un *style* et s'achève en un organe récepteur de pollen: le *stigmate*. Dans la cavité ovarienne, les ovules s'accrochent aux parois des carpelles par leur placenta. Ils ne sont pas disposés au hasard, mais suivant un plan précis: la *placentation*. Aussi règne-t-il un ordre méticuleux dans l'ovaire!

Dans l'ovule d'Angiosperme, le prothalle femelle est insignifiant: après réduction chromatique de la cellule mère de spore, la seule macrospore fonctionnelle se divise en huit. Ces 8 cellules à *n* chromosomes forment le gamétophyte femelle; cette réduction extrême est la conséquence ultime d'une dynamique évolutive que nous suivons depuis les Mousses. L'une de ces cellules est l'oosphère; l'ensemble forme le *sac embryonnaire*.

Si le pollen est vagabond, l'oosphère est absolument immobile dans son ovule. Les plantes pratiquent avec rigueur la politique de la femme au foyer. Comme

les jeunes filles d'autrefois attendaient sagement le prince charmant, l'ovule ne prend aucune initiative; si le tube pollinique, vecteur des anthérozoïdes, n'arrive pas, il ne peut aller à sa rencontre, et il reste reclus et stérile dans son ovaire. Et si ce malheur frappe tous les ovules d'un ovaire, l'ovaire lui-même se sclérose, se ratatine, se frippe et ne donne point de fruit.

Les graines de pollen germent sur le stigmate et émettent de longs tubes polliniques; ces tubes courent le long des carpelles, suivent le placenta, pénètrent dans l'ovule et libèrent 2 anthérozoïdes. L'œuf naît de la fusion de l'un d'eux avec l'osphère; mais le deuxième n'est pas perdu: il fusionne à son tour avec deux cellules du sac embryonnaire, formant un œuf à 3 *n* chromosomes. Les deux œufs évoluent chacun à leur manière: le premier par divisions successives finit par donner un embryon. Le second, nourri par la plante mère à travers le placenta, se divise plus vite; il forme un tissu dont chaque cellule est à 3 *n* chromosomes comme l'œuf dont elles proviennent: c'est l'*albumen*. L'albumen se développe aux dépens du nucelle et occupe dans l'ovule un volume de plus en plus grand. Puis les divisions s'arrêtent. Les téguments durcissent et la graine mûre entre dans sa phase de repos.

L'albumen est le garde-manger de la graine. Lorsqu'elle germera, le jeune embryon reprendra sa croissance; mais il devra grandir assez pour réussir à plonger sa racine dans le sol et s'alimenter lui-même: or, pour grandir, il faut manger. C'est en consommant les réserves de l'albumen que l'embryon, comme un petit enfant nourri par sa mère, fait ses premiers progrès; puis il s'enracine et devient une plante indépendante. Dans quelques familles, les réserves de l'albumen changent de magasin et sont absorbées, dès la formation de la graine, par les premières feuilles ou *cotylédones* de l'embryon. Puis la graine se met au repos; à la germination, les cotylédones se dégonfleront comme des outres trop pleines pour alimenter le corps de l'embryon.

La haute valeur alimentaire des graines s'explique par les réserves qu'elles accumulent: «graines» de céréales, graines de légumineuses (Pois, Haricots, Lentilles), graines oléagineuses, etc. L'albumen est une caractéristique des Angiospermes; il résulte de la double fécondation. Ce phénomène original ne se produit chez aucune autre plante; divers auteurs y voient une preuve du monophylétisme des Angiospermes; pour eux, ce processus insolite n'a pu être inventé qu'une seule fois. Les graines des Gymnospermes contiennent bien des matières de réserve; mais elles proviennent du développement du prothalle femelle qui entoure l'œuf normal et prend le nom d'*endosperme*; mais rien de commun avec un albumen qui résulte d'une fusion de cellules.

Au cours de sa promenade dans les carpelles et dans l'ovule, le tube pollinique libère des hormones qui déclenchent la transformation de l'ovaire en fruit. En même temps, l'ovule fécondé devient une graine.

## DE LA FLEUR AU FRUIT

Le fruit est en chantier avant que n'apparaissent les Angiospermes. Après la fécondation, les écailles des cônes de Pins ou de Cyprès se développent, deviennent d'abord vertes et charnues, puis durcissent et se dessèchent en libérant les graines. Ces modifications des

pièces porteuses d'ovules sont une première ébauche, tâtonnante et incertaine, en direction du fruit.

Chez les Angiospermes, pas d'incertitude: chaque fleur donne son fruit, et ce fruit varie d'une espèce à l'autre. Il existe autant de formes de fruits qu'il y a de sortes de fleurs, mais il n'y a pas de relation reconnue entre l'allure d'une fleur et la nature de son fruit: des fleurs semblables peuvent donner des fruits différents, comme dans la famille des Oléacées, par exemple. Toutefois, dans une famille donnée, un type floral correspond souvent à un fruit bien défini (*diakène* des Ombellifères, *silique* des Crucifères, *tétrakène* des Labiées et des Bonaginacées, grosse *baie* des Cucurbitacées, etc.).

Les botanistes se sont employés à classer les fruits; ils distinguent les fruits secs des fruits charnus. Puis, dans les fruits secs, les fruits durs et compacts (*akènes*) et les fruits creux (*capsules*); et dans les fruits charnus, les fruits à pépins (*baies*) et les fruits à noyaux (*drupes*).

Les akènes emprisonnent leur graine jusqu'à la germination; cette graine souvent unique est solidaire des parois durcies de l'ovaire, qui adhèrent intimement à ses téguments. Lorsqu'ils sont mûrs, les lourds akènes du Chêne et du Noisetier, glands et noisettes, tombent sous l'arbre sans moyen autonome de dissémination; le soin de les répandre est laissé aux écureuils. L'Erable fait déjà mieux: son akène prolongé d'une aile membraneuse tombe en tournoyant; c'est une *samar*e. Les Clématites, les Anémones, les Pissenlits font mieux encore: leurs akènes, surmontés de jolies aigrettes plumeuses, sont emportés au loin par le vent.

Les capsules enferment les graines comme dans une boîte; mais à maturité, elles s'ouvrent et les répandent sur le sol. On classe les capsules en fonction de leur mode d'ouverture: fentes longitudinales le plus souvent, pores minuscules chez le Pavot, décollement du couvercle chez le Mourron et la eusquiamo.

Les fruits charnus entrent à leur manière dans le cycle de la vie: ils servent à l'alimentation humaine ou animale. Dans les drupes, comme les cerises, la partie interne de l'ovaire se sclérifie: ce noyau, qui enveloppe la graine, ressemble à un akène. Dans les baies, en revanche, l'ovaire est entièrement charnu, et les pépins qu'il contient ne sont que des graines.

L'homme rejette les noyaux, mais avale les pépins; les gros animaux avalent le tout. Mais le résultat final est le même: noyaux et pépins, après un transit intestinal, sont expulsés et achèvent leur carrière ailleurs que sous la plante mère. Ces fruits charnus représentent donc un progrès notable dans le mode de dissémination. Certains fruits précautionneux n'attendant pas qu'on les mange: les grosses baies d'*Echallium* explosent littéralement en se détachant de leur pédoncule, et projettent tout leur contenu sur ceux qui s'avisent de les cueillir. Cette Cucurbitacée mérite bien son nom de Concombre d'attrape ou Cornichon d'âne. Mais, comme le dit non sans humour M. C. Noailles «le plus cornichon est sans doute celui qui se laisse prendre».

Jean-Marie PELT ■

Le texte ci-dessus est composé d'extraits de l'ouvrage de notre collaborateur Jean-Marie Pelt « Evolution et Sexualité des Plantes » à paraître en mai aux Editions Horizons de France avec 250 photos couleurs de Jean-Claude Hayon.



# La majorité silencieuse

par Geneviève M. Pascaud

*L'escalade de la violence à Nanterre.*

**A**LORS que les récents incidents de Nanterre posaient à nouveau le problème, non seulement de l'Université, mais aussi de l'attitude de la jeunesse face à la société et au pouvoir, *Paris-Match* publiait un sondage étonnant de la SOFRES. Si la lecture des chiffres incite à chasser toute idée de fossé entre les générations elle contribue, par contre, à accentuer l'écart si souvent dénoncé entre les « minorités agissantes » et la « majorité silencieuse ».

En quoi les manifestants de Nanterre peuvent-ils témoigner pour une jeunesse qu'un échantillonnage scientifiquement choisi, représente sage et mesurée ? En quoi ces mille adolescents de 15 à 25 ans peuvent-ils se reconnaître dans les membres de mouvements contestataires ?

La presse écrite et parlée a fait un assez large écho à ce sondage, pour en opposer inévitablement les résultats à ce qui se passait dans les facultés.

## UNE JEUNESSE BIEN SAGE

La première impression au survol des réponses est de malaise et de désenchantement. Il faut citer quelques

phrases du commentaire de *Paris-Match* : « Voilà un sondage qui, contrairement à beaucoup d'autres, a le pouvoir d'étonner... (La jeunesse) apparaît plus conservatrice que révolutionnaire, plus traditionaliste que contestatrice. Dans sa vaste majorité, ce n'est pas dans la drogue qu'elle croit, mais dans le mariage ; ce n'est pas l'érotisme qui la séduit, c'est la famille ; ce n'est pas l'aventure qui la tente, c'est la sécurité qui l'attire... »

« ... De cette étude, ce qui ressort avant tout, c'est le sérieux et l'on pourrait presque ajouter l'excès de sérieux avec lequel les jeunes envisagent l'existence et rêvent leur avenir. Car ce rêve est aussi peu rêveur que possible, il est pratique, précis et sage. »

Cette sagesse neuve et encore verte tranche, cela est trop bien souligné, avec la contestation violente de minoritaires. Certes, chacun sait que les événements de Nanterre et de diverses facultés de province, n'ont été le fait que d'une poignée et qu'ils ont été subis par une immense majorité de passifs et d'indifférents.

Certes, il est certain que la révolte ne peut être et n'a toujours été que le réflexe d'un petit nombre.

Mais les chiffres cités sont cependant, à première vue, déconcertants :

- 34 % des jeunes seulement sont favorables à l'abaissement de l'âge du vote à 18 ans ; 60 % y sont opposés.
- Les idéologies, sans passionner, divisent presque également : 26 % de marxistes, 17 % de libéraux, 26 % sans opinion...
- La vie politique, pour la majorité, continue de tourner autour du duel gauche-droite.
- Enfin, la France, pour 63 % des interrogés, doit maintenir son armée pour assurer son indépendance.

Même attitude mesurée vis-à-vis de la famille, des adultes, de l'avenir et de la société. *La Croix* a beau souligner (12-3-70) que « l'une des dominantes de ce sondage, c'est la très grande tolérance que manifestent les jeunes, surtout à l'égard de la sexualité et du mariage », il n'en reste pas moins que l'érotisation contemporaine a peu de prise. Le mariage a la préférence de 81 %, tandis que 16 % seulement se prononcent pour l'union libre ; ce qui fait écrire à *Paris-Match* : « le mariage traditionnel est plébiscité ». Une majorité, en outre, est opposée à l'emploi des contraceptifs. Un besoin de sécurité matérielle et affective s'affirme nettement dans diverses réactions : le désir d'un métier sûr, la préférence pour une famille peu nombreuse, où l'autorité paternelle s'exerce fermement, la crainte enfin d'un troisième conflit mondial.

D'autres réponses sont caractéristiques : 84 % sont favorables à l'interdiction absolue de la drogue, 43 % à une tolérance circonspecte vis-à-vis de l'homosexualité ; la grande majorité reste indifférente aux hippies.

Enfin, et ce n'est pas la moindre surprise, 65 % affirment croire en Dieu.

Nous voici loin des professions de foi avancées en faveur de la « révolution » politique, culturelle ou sexuelle.

Les résultats sont certes modulés en fonction de l'origine des réponses : les commentaires distinguent non seulement selon le sexe mais aussi selon le milieu social et l'activité. Les jeunes qui se classent à gauche sont généralement plus confiants, plus tolérants et plus critiques que les autres ; les étudiants le sont plus que les ouvriers et que les agriculteurs et les jeunes gens plus que les jeunes filles. Cela va sans surprise.

Un élément important du débat est d'ailleurs fourni par une réponse qui indique que plus que la solidarité des âges, joue celle des classes ; les problèmes de condition de vie l'emporteraient sur ceux de générations.

C'est ce sentiment d'appartenance sociale que refusent en grande partie les contestataires de Nanterre. Un hebdomadaire publiait en même temps que *Paris-Match* son sondage, quelques-unes de leurs déclarations (*Nouvel Observateur*, 9-3-70), notamment celle-ci, d'un jeune gauchiste :

« Beaucoup d'étudiants qui avaient découvert en mai 68 la politique et la lutte des classes s'étaient rendu compte que lutter uniquement sur le terrain universitaire, pour des revendications universitaires, ne signifiait pas grand-chose. Ils voulaient davantage réaliser cette fusion entre le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant qui avait commencé à exister au mois de mai... »

« ... Les luttes en Europe, où l'on parle souvent des miracles du capitalisme, prouvent que la situation, loin d'être désespérée, est plutôt excellente... Les ouvriers de Renault prennent tous les jours le métro sans payer,

d'autres ouvriers maoïstes volent 30.000 tickets de métro à la station Passy pour protester contre le prix des transports et les distribuent gratuitement à la population. On dit d'eux que c'est une petite minorité. Les paysans séquestrent Guichard. C'est une petite minorité. Mais des minorités de ce genre apparaissent partout. C'est ce que nous appelons, nous, des partisans. Et ces actions de partisans préparent la levée en masse, annonciatrice de la révolution de notre peuple. Elles ne sont pas sans rappeler celles des partisans pendant la Résistance. D'ailleurs, nous appelons souvent les révisionnistes des « collabo », et nous traitons la bourgeoisie comme « l'occupant ».

Ces propos extrêmes expriment une vision assez particulière de la société, qui paraît bien éloignée de celle des mille jeunes gens, garçons et filles, de *Paris-Match*.

Le peu de résonance du « radicalisme » de quelques-uns, face au « conservatisme » de la masse, fait naître une certaine déception. Elle augmente encore lorsqu'on aborde le partage des responsabilités : 16 % seulement souhaitent apparemment en exercer. Ce chiffre trop faible rejoint un article paru toujours dans la même période dans un autre hebdomadaire et concernant les jeunes ouvrières (*Elle*, 23-3-70).

« Elles sont bien adaptées à la chaîne, elles aiment la stabilité que leur apportent les horaires, l'encadrement strict, le travail obligatoire dans lequel elles retrouvent un peu l'ambiance de l'école, et même la routine, la monotonie sans souci... »

... Responsabilité ! Voilà le grand mot lâché. Celui qui leur fait peur, et qu'elles rencontrent à tous les coins de la vie quotidienne.

Ah ! cette fameuse responsabilité, comme elles la craignent, comme elles la redoutent et avec quelle véhémence elles la refusent. Si on leur propose un avancement à l'usine, un poste de chef d'équipe, par exemple, la plupart d'entre elles n'en veulent à aucun prix. J'ai interrogé 10 ouvrières, j'ai obtenu 10 non catégoriques... »

C'est donc à juste titre, semble-t-il, que le commentateur peut noter : « La jeunesse paraît avide de sécurité bien plus que de responsabilité. » On pourrait alors craindre que n'achoppent tous les projets de réforme et de renouveau et que jamais ne puisse se réaliser un changement social.

## UNE INSERTION EXIGEANTE

Mais il convient d'être quelque peu réservé sur les conclusions de cette enquête. Ce conservatisme majoritaire, ce conservatisme apparemment stérile, ne signifie rien d'autre qu'une prise de conscience des réalités. C'est une prise de conscience exigeante : les hommes politiques auraient tort de se laisser prendre à un mirage et de fonder leur programme d'action sur ces données superficielles. Derrière la mesure et la pondération apparaît une volonté nette et affirmée.

Les réponses, c'est vrai, reflètent l'état d'esprit de la nation ; les Français, on le sait, ne sont pas révolutionnaires. On en est convaincu, en prenant connaissance d'une enquête sur les ouvriers effectuée pour la Fondation des sciences politiques par Gérard Adam. L'attitude politique et même religieuse de la classe ouvrière y apparaît plus modérée encore que l'on pouvait le croire.

Les mêmes questions posées à des grandes personnes auraient sans doute appelé des réponses similaires : la jeunesse n'est pas fondamentalement coupée du monde adulte ; le conflit des générations est souvent exagéré. Il n'en reste pas moins que les diverses réactions traduisent des attitudes spécifiques et propres aux jeunes gens d'aujourd'hui : la préférence pour la vie familiale traditionnelle ne les empêche pas de se prononcer en faveur du travail féminin, de l'assouplissement de la législation sur le divorce et de la liberté sexuelle de la jeune fille.

Une même réponse, de la part d'un aîné et d'un jeune ne signifierait pas pour autant la même chose : le mariage hier et aujourd'hui ne saurait être vécu de la même façon depuis que la femme travaille et acquiert en tous domaines une plus grande autonomie ; l'éducation des enfants en sera forcément affectée.

Quelles qu'en soient les apparences, une nouvelle image du couple se dessine en filigrane.

Aussi, lorsqu'on lit dans *Paris-Match* : « Nous avons exagéré la profondeur du fossé qui sépare les générations. Ce sondage montre que, le plus souvent, les jeunes réagissent beaucoup moins en tant que jeunes qu'en tant que filles ou garçons, étudiants ou ouvriers, citadins ou campagnards », il est permis d'émettre quelques doutes. C'est un enracinement social naturel qui explique la diversité des réponses à une même question. Une réalité unique recouvre des valeurs différentes selon le milieu et le sexe. Il en est ainsi, par exemple, du travail féminin : la libération de la femme passe en certains cas par son développement, en d'autres par sa suppression. Tout cela est bien connu. La « société de consommation », de même, ne peut être ressentie par tous et au même degré comme une « aliénation ». Les mutations affectent chaque catégorie avec une intensité plus ou moins douloureuse. Les chiffres montrent seulement que l'égalité des chances est loin d'être complète ; il est, de ce fait, normal que deux ouvriers d'âges différents se sentent plus proches l'un de l'autre, que deux jeunes gens que sépare toute une éducation. Mais cette solidarité sociale profonde n'exclut pas, au-delà des frontières de classe, une similitude d'attitude et de réaction devant les problèmes rencontrés. Tous, on l'a dit, souhaitent une libéralisation de la législation ; beaucoup de garçons ressentent après leur service militaire la même hostilité à l'égard de l'armée.

Il est plus tendancieux encore d'écrire : « Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, c'est auprès des jeunes que les adultes pourraient prendre des leçons de modération, de prudence et de résignation. »

On peut s'interroger sur cette « résignation » dont on ne trouve nulle trace dans les réponses fournies.

Le besoin de sécurité et de paix n'exprime rien d'autre qu'un légitime désir d'accéder à un niveau et un style de vie plus aisée.

La modération et la prudence ne sont finalement que lucidité et réalisme, s'accompagnant d'une volonté de changement profond, d'un changement qui ne se satisfera pas de conquêtes de surface. La jeunesse qui se découvre ici est, somme toute, beaucoup plus exigeante que celle que l'on rencontre dans les manifestations et les groupuscules. Ses choix sont autant de valeurs affirmées et par suite d'exigences vis-à-vis de la société et des hommes politiques. Si elle choisit le mariage et un métier intéressant plutôt que la drogue, c'est qu'elle choisit de s'intégrer dans cette société plutôt que de la fuir. Cette volonté d'intégration, ce sera autant

*La majorité silencieuse : que pense-t-elle ? que veut-elle ?*

d'équipements socio-culturels à réaliser, de logements à construire, de routes à améliorer, d'écoles et de crèches à prévoir.

Ce qui n'est aujourd'hui qu'un souhait et une préfé-

rence sera demain une revendication légitime. Finalement, ces jeunes prétendent « conservateurs » lancent aux hommes politiques un défi plus menaçant que celui des jeunes qui refusent globalement aujourd'hui une société qu'ils seront obligés, demain, de subir telle qu'elle est. L'efficacité n'est peut-être pas du côté des plus bruyants...

## RESIGNATION OU REALISME ?

Chacun peut rêver aux joies du mariage collectif, au bonheur d'une famille nombreuse, aux chances d'un travail laissant beaucoup de loisirs et à l'attrait des grandes aventures... mais chacun sait aussi que, dans l'état actuel de nos structures sociales, mieux vaut être en bonne santé, avoir un métier intéressant et sûr, ne se marier qu'en ayant une bonne situation, n'avoir que deux ou trois enfants et se contenter de jeter un regard nostalgique sur les hippies de rencontre.

Ce qui n'empêche pas de souhaiter un monde meilleur, une législation adaptée et la levée des vieux tabous.

Point de folie, mais point non plus de cette « résignation », ni moins encore d'embourgeoisement. L'argent n'est pas une valeur très cotée.

Quant au « refus des responsabilités », en dehors même du fait que les questions ne permettent pas d'en juger, ne s'agit-il pas en fait d'un glissement de l'engagement collectif vers l'engagement individuel, estimé plus concret, plus réel et plus efficace ? Cette préférence, toutes regrettables que puissent être les conséquences, s'explique d'ailleurs par l'âge qui met au rang des priorités la création d'une famille, et par l'insuffisance des rôles et fonctions actuellement offerts aux jeunes dans les diverses structures.

Est-ce à dire que cette jeunesse raisonnable et exigeante nous prépare une société où la politique se réduira à l'empirisme et au pragmatisme et qui se situera aux antipodes de la société idéologisée et militante pour laquelle combat l'extrême-gauche ? Rien n'est moins sûr, l'opposition n'est pas aussi simpliste. Le progrès social, l'expansion économique, le niveau et le style de vie sont obtenus par des méthodes, des techniques, des dispositions législatives, des mesures gouvernementales dont le choix est dicté par certaines conceptions doctrinales qui touchent à l'organisation de la Cité, aux rôles respectifs de la personne et de la collectivité, à la place des libertés, au mode de relations entre les nations, à tel ou tel projet de civilisation — c'est bien ce qu'a montré le débat des jeunes publié dans le précédent numéro de *France-Forum* (1).

Il apparaît donc abusif de parler de « traditionalisme » et d'opposer trop systématiquement cette

(1) « *France-Forum* », n° 100-101, débat avec Monique Heulné, P. Brosson, D. Baudis, A. Lottin, D. Mitrani.

majorité laborieuse et silencieuse aux minoritaires survoltés. Ce sondage ne signifie pas grand-chose ; s'il n'apporte guère d'éléments nouveaux, il risque par contre de prêter à des interprétations contestables et dangereuses pour l'avenir.

Sans vouloir remarquer l'opportunité politique de le publier actuellement, il faut ajouter encore d'autres critiques.

La plupart des questions sont maladroitement et mal formulées. Les réponses proposées sont ambiguës et sans grande valeur, elles ne permettent pas de cerner valablement la réalité.

Proposer comme idéologies, entre socialisme et libéralisme, le « développement économique » ou le « fédéralisme européen » n'est pas très sérieux. Qui, aujourd'hui, est opposé au développement ? N'envisager comme politique militaire que le maintien de l'armée ou sa suppression est assez élémentaire.

L'ensemble des questions et des choix proposés ne pouvait que faire ressortir un besoin de sécurité et d'ordre, que le commentaire souligne à l'excès.

Malgré un parti pris assez net, l'analyse ne peut, on l'a vu, éviter des vérités troublantes.

Trop fermées et trop directives, les questions sont aussi insuffisantes et incomplètes. Que sait-on de plus des aspirations des jeunes, de leurs dégoûts, de leurs craintes, de leurs nostalgies, de leurs désirs ? de leur sentiment vis-à-vis des événements politiques ? Peu de choses, si ce n'est rien.

Entre des questions mal posées et des réponses mal choisies, tout reste possible. Il est aussi dangereux d'exagérer un conflit entre générations que de nier les spécificités des unes et des autres ou de forger des oppositions peu réelles entre majorité et minorités.

Quand on cessera d'opposer arbitrairement « avant-garde » et « arrière-garde », s'achèvera peut-être le « temps de la guérilla ». — C'est sous ce titre qu'André Fontaine décrit, dans *le Monde* du 4 avril 1970, la frustration de quelques-uns face à une évolution redoutée. Il termine par ces phrases : « L'édification de la « nouvelle société » pourrait être un objectif exaltant si on voyait sur quelles forces elle peut compter. A défaut, elle sonne comme un slogan dérisoire. Dieu sait pourtant si, de la construction de l'Europe à l'aide au Tiers Monde... en passant par la réconciliation de l'homme et de la ville, les tâches ne manquent pas qui permettraient de rendre un sens à notre civilisation en passe de retourner à l'égoïsme primitif ! Mais voilà, il faudrait y croire. »

Le sondage de *Paris-Match* n'exclut pas que la jeunesse ait cessé de le faire.

Geneviève M. PASCAUD ■

Miracle  
« économique »

ou

Expansion  
« naturelle »  
en Allemagne

*par François Niaudet*

« One of the greatest crimes of the Germans is that they work too hard. The English — quite rightly — can never forgive them for this. » « Ueber alles, Germany explored », by George Mikes - 1953.

**L**ES résultats de 1968 et 1969 et les perspectives pour 1970 mettent en évidence, de façon particulièrement nette, la force de l'économie et de la monnaie allemandes. Les taux de croissance, voisins de 7 %, relèguent dans le passé la récession de 1966-67, dont les mauvais souvenirs ne sont cependant pas oubliés. Pour son 20<sup>e</sup> anniversaire, le D.M. a eu la vedette de l'actualité internationale, et alors que d'autres monnaies dévaluent, il est réévalué. Est-ce là un 2<sup>e</sup>, ou 3<sup>e</sup>, « miracle économique » ? On a tellement parlé de miracle que les Allemands eux-mêmes ne veulent plus employer le mot. Les analyses économiques et financières de ces « miracles » ne manquent pas. Mais elles ne rendent pas compte de toute la réalité, et on aurait sans doute moins parlé de miracle et davantage d'évolution logique des choses si, comme l'humoriste anglais nous y invite, l'on était plus attaché aux causes historiques, géographiques, politiques, sociales et sociologiques du phénomène global que constitue l'évolution de l'Allemagne, de son peuple et de son économie depuis vingt ans.

## L'HISTOIRE

L'Allemagne, pays guerrier, telle est l'image dominante que beaucoup, spécialement en Europe, se font de cet encombrant voisin. Trois guerres en trois quarts de siècle expliquent aisément cette vue de l'opinion publique. Mais elle ne tient pas compte du passé plus ancien, et elle donne une image incomplète de l'évolution du dernier siècle.

Si la Prusse, militaire et agricole, a imposé sa domination en Allemagne, il y a eu d'autres Allemagnes, du Sud et de l'Ouest, tournées vers la Méditerranée et par la mer du Nord vers l'Occident. Quelques noms, présents dans toutes les mémoires, redisent l'histoire de cette Allemagne commerçante, les Fugger, les foires de Cologne, les villes de la Hanse et ces familles dont Thomas Mann était issu et qu'il a dépeintes dans « Les Buddenbrook ». Cette tradition maritime et marchande qui remonte au Moyen Age n'a jamais été interrompue.

D'autre part, l'avènement de l'Empire allemand, le II<sup>e</sup> Reich de Guillaume I<sup>er</sup> et de Bismarck, non seulement a signifié l'accroissement de la puissance militaire, mais aussi a coïncidé avec l'essor de l'industrie et de l'économie allemandes. W.W. Rostow situe le « décollage » de l'économie allemande entre 1850 et 1873 et l'accession à la maturité économique en 1910, en même temps que la France partie vingt ans plus tôt qu'elle. L'Allemagne qui résista si longtemps de 1914 à 1918 aux difficultés et aux épreuves nées du conflit, était tout ensemble, guerrière, agricole, industrielle et commerçante ; en 1913, elle faisait 12 % du commerce mondial.

Pendant la même période, de forts courants d'émigration conduisirent des millions d'Allemands aux Etats-Unis et en Amérique du Sud, et chose plus importante encore, des centaines de milliers d'autres, banquiers, commerçants, hommes d'affaires et techniciens dans le monde entier. Elle « exporte » beaucoup plus d'hommes que la France, beaucoup plus de cadres que l'Italie ou les pays d'Europe centrale.

Entre les deux guerres, après s'être relevée du choc de la défaite, l'Allemagne fut à nouveau prospère et tint sa place dans la compétition internationale. On risque de commettre une erreur sur la période de 1933-1939 où régna l'autarcie. Importatrice de produits agricoles, notamment en provenance de l'Europe danubienne, accumulant des stocks en vue de la guerre, dépourvue d'or, elle dut exporter, et avant tout des produits fabriqués : en 1938, elle fit 8 % du commerce international alors que l'Angleterre en faisait 16 %, la France 5 % et les Etats-Unis 11 %.

De 1870 à 1939, l'économie allemande se distingue de celle des autres pays industriels européens par des caractères constants. En matière agricole : un régime protectionniste assez sévère, surtout par comparaison avec l'Angleterre, plus sévère même sur certains points que le régime français, mais à la différence de celui-ci accompagné d'une modernisation plus active de l'agriculture. L'exportation des capitaux est beaucoup moins forte que celles de l'Angleterre et de la France surtout d'avant 1914, mais les investissements industriels dans le pays, même appuyés sur un système bancaire dynamique, furent très importants. *Enfin, le développement économique tout entier est axé sur une production industrielle sans cesse accrue, et dont une part de plus en plus importante, notamment dans le secteur des biens de production, est destinée à l'exportation.* Ce dernier caractère marque l'économie allemande depuis ses véritables débuts sur la scène internationale entre 1890 et 1900. Au-delà des années de la dernière guerre, l'Allemagne, libérée du poids d'un conflit et de sa préparation qui avaient duré dix ans, retrouva, non sans effort, mais naturellement, cette voie traditionnelle de son développement. L'exportation fut un impératif absolu, même si la consommation intérieure dut en souffrir.

## LA CHANCE DANS LE MALHEUR

L'histoire récente est mieux connue. Nous en rappellerons les éléments essentiels dans le domaine économique, mais nous insisterons surtout sur ses aspects politiques, sociaux et psychologiques.

En 1945, l'Allemagne était partagée. Les 3 zones d'occupation occidentale qui devaient en 1949 donner naissance à la République Fédérale (R.F.A.) représentaient une Allemagne diminuée du quart de sa popula-

*Les salaires les plus élevés du Marché Commun.*

tion, de près de la moitié de son territoire de 1937. Les morts de la guerre, civils et militaires, représentaient plus de 5 millions de personnes ; des millions de prisonniers étaient à l'étranger ; les destructions des villages, des villes (Berlin était en ruines), des moyens de communication et de production étaient très importantes. De plus, elle dut subir des « démontages ».

Mais le territoire perdu était le moins riche. Si l'afflux des réfugiés et des fugitifs posa de difficiles problèmes d'hébergement et d'intégration, il apporta aussi à l'Ouest une main-d'œuvre souvent qualifiée, et encore plus que la population locale, prête à travailler beaucoup sans exigences de salaire excessives.

Enfin, les Alliés — les occupants — lui firent deux magnifiques cadeaux. Ne distinguant pas des vainqueurs et des vaincus, les Etats-Unis comprirent l'Allemagne parmi les bénéficiaires de l'Aide Marshall qu'elle utilisa au maximum à sa reconstruction et à sa modernisation. Une plaisanterie était courante en Europe occidentale dans les années 1950. « Nous devrions déclarer la guerre aux Etats-Unis », disait un Israélien. « Mais nous serions battus », répond un autre. « Oui, mais ils nous reconstruiraient à neuf ! »

Autre magnifique présent : la réforme monétaire. Cadeau d'autant plus magnifique qu'aucun gouvernement d'un pays libre n'aurait pu imposer des mesures

aussi draconiennes à ses propres capitaux. Vingt ans après, le D.M. était une des monnaies les plus fortes du monde. Cette mesure eut de telles conséquences que certains font de l'introduction du D.M. le point de départ de la République fédérale !

## LA STABILITE POLITIQUE

En 1945, le choc de la défaite fut violent. A l'exception d'une petite minorité, les Allemands avaient au moins accepté passivement un régime dont les excès avaient été si grands que certains doutèrent de l'horrible réalité quand elle leur fut entièrement connue. Mais cette petite minorité — syndicalistes, hommes politiques, intellectuels, ecclésiastiques — se montra très vite soucieuse de rétablir un véritable régime démocratique.

Après la période hitlérienne, la restauration des libertés publiques et leur garantie apparaissent comme l'essentiel. Elles devaient être consacrées par la loi fondamentale de 1949. Mais, l'hitlérisme avait été aussi fondé sur le dirigisme économique. Par réaction, il devint suspect à beaucoup d'Allemands, et la croyance au libéralisme économique et à ses vertus qui est un des dogmes de l'Allemagne actuelle trouve là une de ses sources les plus importantes.

Un homme a symbolisé l'Allemagne de l'après-guerre, un des plus grands de toute son histoire, Konrad Adenauer. « Ce qu'il a fait, Bismarck lui-même ne l'aurait pas fait. » Tel est l'éloge entendu dans la bouche d'un des plus anciens compagnons d'Adenauer, qui n'est cependant pas un admirateur inconditionnel. Mais la personnalité d'Adenauer ne doit pas cacher un phénomène essentiel.

Les militants modestes, rescapés du nazisme qui, tirant les leçons de l'entre-deux guerres, refusèrent de reconstituer le « Zentrum », parti catholique et bourgeois, lié à l'échec de la République de Weimar, pour y substituer la C.D.U., parti interconfessionnel à base sociale, politique et locale très large, ne se doutaient vraisemblablement pas qu'ils donnaient à leur pays un magnifique instrument politique de redressement.

Avec le Chancelier Adenauer et sous la haute autorité morale du Président Heuss, l'Allemagne connut une sorte de régime présidentiel, le petit nombre des partis et la démocratie libérale.

La disparition d'Adenauer, la formation de la « grande coalition » ont apporté des changements d'orientation et de méthode. Les dernières élections en apporteront davantage, mais l'essentiel demeure et ces élections l'ont confirmé : le régime est fondé, stable et solide.

Enfin, la structure fédérale de la République, succédant à un régime autoritaire et centralisateur, a permis une participation plus directe du citoyen aux affaires publiques. La politique économique régionale menée en matière d'énergie par le Land de Bavière pour désenclaver le pays est un bon exemple récent des avantages du fédéralisme.

## L'ATMOSPHERE ET LA REALITE SOCIALE

L'organisation du syndicalisme allemand devait également contribuer au redressement de l'Allemagne. Puissant, cohérent, disposant d'une « machine » développée et de services d'études économiques, il se présenta

comme un partenaire résolu, mais réaliste. Il obtint la fameuse cogestion dont la valeur réelle a été souvent contestée surtout par les observateurs étrangers. Mais surtout, le syndicalisme est fort.

Le nombre des journées de grève depuis vingt ans a été, en Allemagne, très inférieur à celui de l'Italie, de la France ou de l'Angleterre. Ne parlons pas cependant trop vite de la « discipline allemande » qui expliquerait tout : le syndicalisme allemand est assez puissant pour ne recourir qu'exceptionnellement à des moyens violents.

A ce tableau de la vie politique et des relations entre employeurs et salariés jusqu'à ce jour, il faut ajouter la faiblesse tant des mouvements extrémistes organisés, N.P.D. et parti communiste, que des contestataires. Les incidents, si violents qu'ils aient pu être, n'ont pas eu dans l'opinion l'écho qu'ils auraient eu ailleurs. L'immense majorité du peuple allemand ne met en cause ni les fondements de l'Etat, ni les bases de la société.

A ces causes, s'ajoute une politique sociale active, dans la ligne de la tradition allemande depuis Bismarck. Cette politique donne l'impression à tous qu'ils sont protégés contre les grands risques de l'existence et renforce la cohésion sociale.

Pendant longtemps, les salaires furent plus bas que dans les autres pays occidentaux : la priorité absolue était donnée au développement. Depuis plusieurs années, les salaires sont plus élevés que dans les autres pays du Marché Commun, la fiscalité indirecte moins lourde, qu'en France et en Italie, la fiscalité directe plus lourde, les prestations sociales réparties différemment.

En France, un effort considérable a été fait en faveur de la famille, surtout dans les dix années qui ont suivi la guerre. Le système d'allocations familiales est le plus élaboré du monde et s'inspire de considérations démographiques et sociales. En 1946, et dans les années qui suivirent, l'accent fut mis sur la redistribution des revenus par la sécurité sociale, au moins dans la théorie. En Allemagne, les préoccupations théoriques à la Beveridge, qui eurent tant de retentissement en France après 1945, ont fait beaucoup moins de bruit. La sollicitude du législateur est allée aux vieillards plus qu'aux familles. La réévaluation des pensions de retraites et l'amélioration du système intervenues en 1957 font de celui-ci un des plus modernes et des plus avantageux d'Europe, voire du monde. D'autre part, l'Allemagne, par des moyens divers dont le crédit à bon marché et les avantages fiscaux, beaucoup plus simples que les mesures prises en France, a résolu bien plus efficacement le problème du logement et spécialement du logement urbain. Selon une statistique récente, le nombre des Allemands salariés augmente sans cesse, de même que le nombre des propriétaires de leur propre logement. Il y a là un important élément de stabilité sociale et politique.

Objectivement, dans les deux pays, l'effort social global est équivalent. Les dépenses totales par habitant et par an au titre de la sécurité sociale sont très voisines en France et en Allemagne : 278 et 284 dollars en 1965. La structure est très différente : si les dépenses de maladie et d'accidents du travail sont comparables en pourcentage, les dépenses d'allocations familiales représentent 6,7 % de l'ensemble en Allemagne et 26,6 % en France, alors que celles relatives à la vieillesse représentent respectivement 61,8 % et 38 %. Les méthodes de financement, les objectifs de la redistribution, le rôle respectif de l'Etat et des collectivités locales sont



différents, mais l'intervention publique ou collective s'est largement substituée en matière sociale à l'effort de prévoyance individuelle ou privée. Dans ce domaine, l'Allemagne est bien un pays de type européen.

Stabilité politique, relations sociales de partenaires, faiblesse de la contestation, cohésion sociale, autant d'éléments favorables à un développement économique appuyé par ailleurs sur de solides bases industrielles, scientifiques et techniques.

Sans vouloir anticiper sur notre conclusion, il apparaît donc déjà que le miracle ou les miracles — si miracle il y a — sont loin d'avoir pour causes les seules causes économiques et notamment la « Soziale Marktwirtschaft » de M. Erhard.

## LE MIRACLE ECONOMIQUE ET L'ATTITUDE DE L'OPINION DEVANT LA VIE ECONOMIQUE

Nous supposons connues les thèses de l'ancien Chancelier d'ailleurs plus nuancées que l'image qui en a été donnée par une partie de la presse européenne farouchement antidirigiste en paroles.

Dans son livre « Modern capitalism — The changing balance of public and private power », Shonfield donne une remarquable analyse de la politique économique en Allemagne et des structures économiques réelles du pays.

Nous ne reprendrons pas ici ses deux chapitres substantiels où il étudie notamment le rôle des banques, les éléments de planification privée, le jeu d'une fiscalité lourde, mais non neutre, voire active, les nombreuses et importantes interventions de l'Etat dans des secteurs industriels et dans l'agriculture. Le recours à une politique sélective au moyen des crédits publics a frappé Shonfield, et aussi le rôle de l'administration. Est-ce naïveté de sa part que d'écrire : « Ce qui est remarquable, c'est qu'en dépit d'une prolifération des centres de décision rivaux, la politique économique allemande est parvenue, du moins en apparence, à une très grande cohérence » ?

Rien n'est donc plus inexact que la croyance simpliste assez répandue dans le pays en une Allemagne où fonctionneraient naturellement les mécanismes théoriques de l'économie libérale. Ce que dit Galbraith des Etats-Unis dans « The new industrial state » est largement valable pour l'Allemagne. Cependant, il faut bien prendre garde à ne pas systématiser dans un sens comme dans l'autre.

Mais comme nous ne prétendons pas faire ici une étude économique — et que nous nous attacherons principalement aux causes non économiques de la prospérité allemande, on nous permettra d'insister ici sur l'esprit général du pays.

La croyance un peu simpliste aux schémas du libéralisme classique, pour inexacte qu'elle soit, aide à comprendre l'esprit public au pays des cartels. On y croit généralement à la valeur technique des concentrations et à l'efficacité économique des mesures prises contre les restrictions de la concurrence. Cette opinion est renforcée, par la concurrence qui règne au niveau de la vente au détail : le consommateur allemand « se défend mieux » que le consommateur français ; il compare davantage les prix, fait jouer les rabais et ristournes, moins attaché à la tradition et aux habitudes,

il va au moins cher et au meilleur plutôt qu'au plus près et au mieux connu.

L'Allemagne a connu et n'a pas oublié quelles catastrophes furent les périodes d'inflation. Aussi, l'un des objectifs fondamentaux, le plus fondamental même, est la stabilité de la monnaie et des prix. C'est un véritable dogme pour les hommes d'affaires comme pour l'homme de la rue, pour le président de la Bundesbank comme pour le manœuvre. Les milieux économiques préfèrent une monnaie stable aux facilités de la dépréciation. On s'efforce, au niveau global, de maintenir les augmentations de prix à 1 ou 2 % par an. L'Allemagne est, à ma connaissance, un des seuls pays européens où les augmentations de prix sont faites avec rigueur au stade du détail. J'y ai vu un vendeur s'excuser, en août 1968, de me vendre 8,80 DM un jouet dont le prix était de 8,50 DM au catalogue de l'année. Il y a tout à parier qu'ailleurs on serait passé de 8,50 à 9, voire à 10. L'attachement profond à la stabilité explique que l'opinion allemande ait réagi plus violemment aux perspectives de la réévaluation du DM que l'opinion française à la dévaluation du franc !

*De solides bases industrielles, scientifiques et techniques.*

L'accent est mis partout sur la prospérité considérée comme un signe de réussite nationale et personnelle. Il y a eu en Allemagne un véritable renversement des valeurs : l'armée, l'administration, si longtemps parées d'un grand prestige social, l'ont perdu au profit de la réussite dans les affaires. Le profond bouleversement social dû à la guerre a favorisé les hommes nouveaux, sans que les anciens aient toujours perdu leur place... Les jeunes gens doués et ambitieux cherchent à se faire une place dans les grandes affaires ou à réussir en créant et en développant des affaires moyennes et très rentables.

C'est l'entrepreneur gros ou moyen, l'activité commerciale ou industrielle qui sont considérés comme devant être les mieux rémunérés : les cadres techniques sont moins payés qu'en France ou en Italie et ils accèdent moins facilement aux postes de direction. Les gains élevés sont moins pénalisés par le système fiscal qu'en France ou en Grande-Bretagne : si important que soit le revenu, le taux de l'impôt ne peut dépasser 50 %. L'autofinancement est favorisé.

La presse exalte à l'envi la réussite du businessman. Mais si le désir d'ascension sociale est grand jusqu'à présent, il se satisfait plus lentement et autrement que dans d'autres pays d'Europe occidentale. En face des très nombreux étudiants inscrits à l'Université en France et des nombreux « docteurs » italiens, l'Allemagne compte presque deux fois moins d'étudiants que la France, mais plus de scientifiques et de commerciaux que les pays latins. Et surtout en Allemagne, les études techniques de bon niveau, d'une durée de deux ou trois ans, terminées vers la vingtième année, fournissent à l'économie des jeunes bien préparés aux tâches de techniciens supérieurs essentiels dans l'économie moderne. Si l'image n'était pas si désuète, on serait tenté de rappeler que la force de l'armée industrielle repose sur ses sous-officiers. En un sens, un certain retard dans la démocratisation de l'enseignement universitaire a été jusqu'ici un facteur favorable au progrès économique.

## LA REVANCHE DES VAINCUS

On a souvent noté au cours des dernières années que les trois vaincus de la dernière guerre avaient connu de véritables « miracles économiques ». Ils se trouvent en effet dans le peloton de tête des nations industrielles. Après les deux Grands, deux groupes de deux pays, les « vaincus », d'abord Japon et Allemagne, les « vainqueurs », Grande-Bretagne et France, et un brillant outsider, l'Italie.

La défaite militaire a, certes, comporté de lourdes pertes en hommes, en matériel, en capacité de production. Mais, elle a aussi été un stimulant, elle a affermi et libéré des énergies à l'étroit dans le carcan de dirigismes longtemps orientés vers la préparation et le soutien exclusifs de la guerre. Ces pays ont également pris conscience de la force de la paix et, empêchés de jouer un grand rôle politique, ils ont voulu prendre une sorte de revanche pacifique dans le domaine qui leur était laissé : celui du développement économique.

De plus, dans les trois cas — malgré les difficultés politiques et sociales en Italie — les difficultés de l'après-guerre ont imposé un effort de quinze à vingt ans, avant que n'apparaissent ou ne s'apprentent à apparaître (au Japon) les exigences de la société de

consommation. Ce qui a été retranché à la consommation a été investi dans une industrie et une industrie plus moderne et plus compétitive que celles de « vieux » pays comme l'Angleterre et la France.

## SIMPLICITE, MODERNISME ET TRADITION

Il faut bien comprendre ce mélange intime de modernisme accentué et d'anciennes traditions qui apparaît aussi bien dans le paysage des villes que dans la mentalité de chaque Allemand. La production industrielle en vue de l'exportation, élément moteur de l'économie allemande, est elle-même une de ces traditions...

Les principes du libéralisme économique ont été et sont encore hautement affirmés ; l'agriculture est ouvertement considérée comme une très lourde charge pour le pays en des termes que personne n'oserait utiliser en France. En même temps, les paysans reçoivent un soutien effectif de l'Etat ; un réseau de caisses d'épargne publiques extrêmement puissantes couvre le pays. Les grandes villes sont très modernes, les services publics, comme le téléphone automatique interurbain, très développés, mais les grands magasins sont fermés trois samedis sur quatre. A côté de l'esprit d'entreprise à l'échelle mondiale, on trouve encore beaucoup de traits typiquement « petit bourgeois », d'organisations de type corporatiste.

Un autre sujet d'étonnement est la *simplicité* de tout le système politique, économique et social. Un observateur français a noté : « Le prétendu miracle allemand, c'est avant tout l'observation rigoureuse de quelques lois économiques rodées par l'expérience et seules capables d'assurer à une économie en pleine crise une expansion rapide dans une relative stabilité des prix. » Ni Beveridge, ni Keynes n'ont eu vraiment d'influence dans l'Allemagne d'après-guerre. Elle commence à peine à s'intéresser à la planification souple « à la française ». Trois chanceliers démocrates-chrétiens, « un de fer », « un de charme » et « un autre de caoutchouc » (selon leurs adversaires), un nouveau chancelier dont les premiers actes font apparaître la personnalité, un Parlement pas toujours facile qui contrôle et protège, mais suit ses leaders sur les grandes options, des syndicats qui font leur métier « à l'américaine », des bourgeois qui s'enrichissent par leur activité et avec bonne conscience, une théorie économique-sociale simpliste... Et avec tout cela, Anglais et Français sont bien obligés de reconnaître que « ça marche ! ». Richesses naturelles (fer et charbon au départ), capacité technique et commerciale, stabilité politique, stabilité monétaire, cohésion et discipline sociale, recherche du profit et organisation : tel est l'ensemble de causes — économiques et non économiques — de cette prospérité.

La contrepartie est que, sur le plan intellectuel et artistique, l'Allemagne actuelle manque parfois d'originalité : le climat n'y est pas très favorable à la création artistique. Une télévision bien informée et très généralement objective, est de ton très provincial. Où est le cinéma allemand d'après 1919 ? Cela ne lui est pas tout à fait particulier. La France et la Grande-Bretagne ne connaissent ni la brillante floraison littéraire, ni les hardis mouvements de pensée des années 1920-1940. Toutefois, la note générale de conformisme est beaucoup plus marquée en Allemagne qu'ailleurs en Europe occidentale. Ici, comme dans les autres pays, il est bien difficile de dire jusqu'où pourraient aller un jour la

Qu'en est-il exactement ?

Les idéologies économiques dominantes aux Etats-Unis et en République Fédérale d'Allemagne sont voisines : A. Shonfield l'a fortement marqué. L'action, l'attitude générale, la situation des syndicats ouvriers sont plus proches de celles de leurs homologues américains que des organisations françaises ou italiennes. La population active agricole est passée de 25 % de la population active totale en 1950 à 10 % en 1969. L'Allemand dispose de plus d'appareils ménagers, de postes de télévision, de postes téléphoniques que les autres Européens, les Suédois exceptés. Entrepreneur ou salarié, il s'adapte plus facilement aux exigences de la production moderne que d'autres Européens. Cependant, le « Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt » du 20 avril 1969 écrit : « Les salariés allemands, surtout les ouvriers, sont de tendance conservatrice. Leur profession et la fidélité à leurs employés passent avant tout. » Après vingt ans de « brassage », la mobilité sociale semble décroître. Même si le nouveau gouvernement ne bouleverse pas l'ordre économique, il interviendra sans doute dans de nombreux domaines qui restent aux Etats-Unis purement privés. Malgré une idéologie économique commune, ce fut d'ailleurs le cas même au temps de M. Erhard.

L'organisation quasi-corporative de l'agriculture, l'importance du crédit populaire (caisses d'épargne publiques), le développement de la sécurité sociale, l'existence d'un fort parti socialiste, autant de traits européens.

De tous les pays européens, l'Allemagne est celui qui se rapproche le plus des Etats-Unis ; elle demeure aussi un pays pleinement européen avec sa longue histoire, ses traditions, son appartenance au continent.

M. Erhard avait fait construire une résidence très moderne, très « américaine ». M. Kiesinger la fit meubler de vieux meubles de l'Allemagne baroque...

*Erfurt : pas nécessairement un premier pas vers la réunification, mais la normalisation de relations de fait entre les deux Allemagne. Une coopération avec l'Est n'est pas en opposition avec la politique d'intégration européenne.*

contestation et la révolte de la jeunesse ! Pays sans problèmes ? Non. La séparation des deux Allemagne est toujours vivement ressentie, mais en fait, malgré tous ses aspects affectifs, la réunification n'est pas le fil directeur de la politique allemande. L'entrevue d'Erfurt de mars 1970 entre Willy Brandt et Willi Stoph comme celle qui doit avoir lieu à Cassel en mai n'est en effet pas nécessairement un premier pas vers la réunification mais bien plutôt le signe de la volonté de normaliser au niveau politique les relations de fait qui se sont nouées entre les deux Allemagne. Pays où les disciplines ancestrales jouent dans un climat général de prospérité encore malgré le modernisme. Pour combien de temps ?

## LES AMERICAINS DE L'EUROPE ?

Thème souvent traité en Europe et particulièrement en France. « Les Allemands sont les Américains de l'Europe : riches, entreprenants, animés presque autant que les Américains de bonne conscience. » On a reconnu une réaction française, qui pourrait être aussi bien italienne ou même anglaise.

## L'AVENIR

Cependant, forte, cohérente, organisée, débarrassée de son aspiration à la suprématie militaire, l'Allemagne — ou certains éléments de son opinion publique — risque de transférer ce désir sur la puissance économique, en faisant cavalier seul. Etre seul — et pour certains en se débarrassant des liens du Marché Commun — un troisième Grand économique, lutter pour la troisième place avec le Japon des années 1980, est-ce un rêve inaccessible, insensé ? Sur un plan strictement économique, un tel dessein n'est pas inconcevable. Mais, sur le plan politique ? Quelle perte de force pour l'Europe et, avant tout, pour l'Allemagne elle-même ! Son avenir, comme celui de ses cinq partenaires, ne peut se concevoir que dans une Europe élargie, comprenant entre autres la Grande-Bretagne. Certains de penser aussitôt en termes classiques d'équilibre européen. Il faut aller plus loin : dans une Europe fortement unie, sans espoir de retour en arrière, l'esprit de concurrence et de saine compétition dans tous les domaines entre des pays techniquement avancés et de haute culture, trouverait sa place et sa justification. La diversité dans l'union et l'émulation réciproque tendraient à accroître la force même de l'ensemble. Equilibre certes, mais surtout dynamisme.

François NIAUDET ■

# Actualité de Robert Schuman

**L**E 9 MAI 1950, Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, propose la création d'une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ; cette proposition aboutit à la signature le 18 avril 1951 du Traité de Paris instituant la C.E.C.A., qui sera suivi par le Traité de Rome créant la C.E.E. le 25 mars 1957.

L'initiative de Robert Schuman est à l'origine de la construction économique et politique de l'Europe Unie.

En ce mois de mai 1970, hommes politiques et journalistes célèbrent le vingtième anniversaire de la Déclaration du 9 mai 1950. A *France-Forum*, nous n'avons jamais oublié que Robert Schuman était un de nos amis et collaborateurs. Et nous avons toujours eu le souci de mettre en évidence l'importance de l'action entreprise par Robert Schuman et Jean Monnet.

Robert Schuman est mort le 4 septembre 1963. En novembre de la même année, *France-Forum* publiait un numéro consacré de bout en bout à Robert Schuman, réunissant hommages et souvenirs. De ces textes se dégagent, ainsi que l'écrit Henri Bourbon dans sa présentation de ce cahier, « les traits d'un grand homme d'Etat qui était simplement et honnêtement un homme... Il pratiquait l'idée d'une Europe ouverte et qui ne se limitait pas à ses propres rivages... Par ailleurs, sa conception de la politique, ferme dans ses buts, méthodique dans ses moyens, révolutionnaire dans sa portée, libérale dans son esprit, a quelque chose d'exemplaire. »

Nous ne croyons pas inutile de rappeler ici le sommaire de ce numéro significatif et exceptionnel tant par la qualité et la diversité des personnalités qui y apportaient leur concours que par la spontanéité chaleureuse et émouvante de leurs témoignages :

### HOMMAGE A ROBERT SCHUMAN (*France-Forum* n° 52 - novembre 1963)

*Un ami personnel*, par Konrad Adenauer — *Une force calme*, par Pierre Abelin — *Approches d'un secret*, par Henry Beyer — *Naissance d'un homme d'Etat*, par François Bloch-Lainé — *Avoir une Patrie*, par Etienne

Borne — *Un Non-conformiste et un réaliste mystique*, par Jacques de Bourbon Busset — *Une pierre après l'autre*, par Henrich Von Brentano — *Une œuvre durable*, par Henri Brugmans — *Rompre les habitudes*, par Maurice Faure — *Le jour où il prit tous les risques*, par François Fontaine — *Un grand exemple*, par Henri Frenay — *Cette passion qui le possédait*, par Félix Gaillard — *La création et le créateur*, par Walter Hallstein — *L'honneur du commencement*, par Etienne Hirsch — *Multiplés visages*, par Pierre Olivier Lapie — *Au-devant de son époque d'un pas tranquille*, par Jean Lecanuet — *De la défense républicaine à l'Europe unie*, par Robert Lecourt — *Figure de proue*, par Théo Lefèvre — *Le succès, les déceptions*, par J.M.A.H. Luns — *Cette œuvre difficile, à peine concevable*, par Nicolas Margue — *L'atmosphère des réconciliations nécessaires*, par Daniel Mayer — *Communauté Européenne et Alliance Atlantique*, par René Mayer — *Rencontres et Dialogues*, par Edmond Michelet — *Démocrate profondément*, par Guy Mollet — *Mettre en commun l'enjeu*, par Jean Monnet — *Un homme de la frontière*, par Pierre Pflimlin — *Une certaine manière de se battre*, par André Philip — *Un capital de confiance et d'amitié*, par Antoine Pinay — *Rappel d'une circonstance*, par Christian Pineau — *Souvenirs d'un temps plus ancien*, par Alain Poher — *Son patriotisme*, par Paul Reuter — *Le monde qu'il habitait*, par Robert Rochefort — *Son intuition historique*, par Jean-Baptiste Scaglia — *Un solitaire*, par Joseph Schaff — *La plus juste image*, par Maurice Schumann — *Le souci du bien commun*, par Jean Seitlinger — *Il mit la France à la tête de l'Europe*, par Paul-Henri Spaak — *Le véritable homme d'Etat*, par Pierre Uri — *L'œuvre considérable de Robert Schuman*, par Jacques Mallet — *L'homme de la raison pratique*, par Etienne Borne.

En outre, en septembre 1967, le numéro 82 de *France-Forum* publiait le compte rendu d'un Colloque organisé par l'Association des Amis de Robert Schuman sur le thème : « 1950-1980 : Construction Européenne, bilan et perspective », colloque au cours duquel furent présentés les exposés suivants :

*Robert Schuman et la construction européenne*, par Bernard Clappier — *La politique sociale et le système économique européen*, par Louis Major — *Croissance*

---

*Le 9 mai 1950, Robert Schuman propose la création d'une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier : initiative hardie*

*économique et intégration européenne*, par André Marchal — *L'indépendance économique européenne*, par Pierre Millet — *Le Marché Commun et l'avenir de l'Europe*, par Michel Albert.

*France-Forum* a demandé à Robert Rochefort, auteur d'une remarquable biographie de Robert Schuman, dont il fut un proche collaborateur, de préciser ici la manière dont Robert Schuman a compris et assumé ses responsabilités historiques.

## **Un idéal nouveau et révolutionnaire** par Robert Rochefort

L'effet de surprise fut immense. Rien n'avait filtré et l'offre française, en particulier touchant l'Allemagne, avait, en soi, de quoi surprendre. La fameuse horloge avait marqué bien des heures plus graves, mais peu d'aussi importantes : l'Europe allait naître. Celui que l'Histoire a choisi pour lui donner l'impulsion première en a conscience, d'où l'émotion qui fait trembler sa voix lorsqu'aux journalistes hâtivement rassemblés au quai d'Orsay, dans le salon de l'Horloge, le 9 mai 1950, à dix huit heures, à la suite de la décision prise en fin de matinée par le Conseil des ministres, il présente ce qu'on appelle désormais le Plan Schuman.

Le sujet se prête à de magnifiques développements. On imagine aisément ce que le général de Gaulle en aurait tiré : l'évocation du prestigieux passé de l'Europe

et de ses luttes fratricides, la grandeur de l'Europe future, celle de la France qui tend la main à l'ennemie vaincue.

Robert Schuman, lui, n'en tire presque rien. C'est un homme qui compte et qui pèse ses mots. Il se méfie des discours. Il pratique volontiers l'*understatement* britannique. Comme l'a déclaré André Philip, il a l'art de dire des choses révolutionnaires sans qu'on s'en aperçoive. Pour tout commentaire de l'offre française, un préambule d'une vingtaine de lignes, d'une rare densité d'ailleurs : il se borne à mentionner, sans plus, les efforts créateurs qui doivent être à la mesure des dangers menaçant la paix, la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation et au maintien des relations pacifiques, la nécessité, pour rassembler les nations d'Europe, de mettre fin à l'opposition séculaire entre la France et l'Allemagne. Cela dit, va-t-il parler d'un programme, d'une doctrine ? L'attendre de lui serait mal le connaître. Non qu'il n'eût pas de doctrine. Sa pensée était inspirée par un grand dessein. Son action était nourrie par une doctrine — il appartenait à un parti qui se flattait d'en avoir une — et par une philosophie politique avec laquelle il s'identifiait. Mais pour des raisons d'efficacité, sa méthode était empirique. Il pratiquait l'art du possible. Dans une affirmation lapidaire, il rejette implicitement tout programme doctrinal : « L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble, mais par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait » — pur empirisme. Une seule phrase fait choc dans sa concision, modèle de cette éloquence qui se moque de l'éloquence : « L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre. »

Rétrospectivement, on peut se dire que l'Europe aurait mérité un départ plus grandiose, moins technique. Si l'on songe à la place qu'elle tient dans la culture, dans la civilisation, le choix du charbon et de l'acier comme premier champ d'action semble un paradoxe. Une grande occasion s'offrait : donner à la première institution européenne un objet aussi restreint, n'est-ce pas la manquer ? L'institution d'une Haute Autorité dont les décisions lient les Etats membres est sans doute un pas en avant gigantesque ; mais l'Europe du carreau des mines et des hauts fourneaux, comme c'est peu auprès du but à atteindre ! En 1951, ce que Robert Schuman s'entendra reprocher au Parlement par les porte-paroles du R.P.F., c'est précisément de n'être pas allé assez loin dans le sens européen. Il aurait fallu, soutiennent-ils, prévoir la création de pouvoirs politiques communs, démocratiques par leur mode de formation, par les responsabilités qu'ils doivent porter devant les peuples confédérés eux-mêmes. « Ce qui nous inquiète dans le projet de pool, dira l'un des orateurs, ce n'est pas qu'il conduise vers l'Europe, c'est qu'il en éloigne. »

Vingt ans d'efforts, marqués d'espoirs et de déceptions, de réalisations et d'échecs, d'occasions manquées et de temps perdu permettent d'apprécier à leur vraie valeur la méthode suivie, la profonde sagesse de cet empirisme peu spectaculaire qui préfère le concret, fût-il modeste, aux grandes constructions d'ensemble, celle du choix qui a été fait. Une grande construction, un objet plus vaste, l'opposition qui trouve alors trop modeste ce qu'on lui propose n'aurait pas manqué de se récrier qu'on va trop loin, qu'on prend trop de risques. Et nous savons aujourd'hui, à la lumière des faits, que la Déclaration du 9 mai 1950 et la création du pool charbon-acier, loin d'éloigner de l'Europe, n'ont cessé de conduire, de pousser vers elle. Elles ont changé du tout au tout le cours de l'histoire européenne, engendrant par voie de conséquence le Marché Commun, créant pour les nations d'Europe un état nouveau et sans précédent dans lequel l'*ultima ratio* est non plus la guerre mais une paix plus grande ; le sens de la pesanteur est comme renversé et, sous la pression d'une solidarité de fait de plus en plus contraignante, elles sont condamnées à s'entendre, à rechercher la conciliation de leurs intérêts et la solution de leurs problèmes dans une organisation toujours plus poussée. Même le temps passé, dans cette perspective, n'apparaît plus comme du temps perdu : c'est celui d'une progression multiple, continue bien qu'insensible, d'une maturation nécessaire.

Ceux qui, en paroles plus européens à l'époque que Robert Schuman, vont se révéler sous peu, avec l'extrême gauche, les adversaires les plus déterminés de l'Europe intégrée, peuvent bien reprocher au projet son manque d'envergure et le plus illustre des Français ironiser sur le « projet de funambules » et le « mêli-mélo de charbon et d'acier » : le fil fragile sur lequel Robert Schuman fait jouer l'Europe a tenu bon et, quant au mêli-mélo, jeté en travers du lit séculaire des souverainetés nationales, il en trouble à ce point le cours, qu'elles doivent, bon gré mal gré, chercher une autre voie. Aussi clairement qu'il a conscience de l'impossibilité de réaliser l'Europe d'un coup, Robert Schuman dont le regard est toujours tourné vers le futur et qui professe que notre pire ennemi est la routine, qui ne fait confiance qu'au passé et ferme les yeux sur les exigences de l'avenir, sait bien, lui, que l'Europe unie se trouve tout entière en puissance dans sa proposition, ce fragment d'Europe qu'il a mis en terre

ainsi qu'une racine poussera désormais jusqu'à venir à bout d'un ordre périmé. En adoptant son projet, la France et l'Allemagne vont créer une situation pratiquement irréversible et qui le sera de plus en plus, qui rendra leur coopération et, autour d'elles, celle des autres nations, de plus en plus nécessaires jusqu'à l'inéluçable union politique. Cet homme dépourvu de tout lyrisme et qui ne se paye jamais de mots, ira jusqu'à rapprocher 1950 et 1789 et à dire que, ce jour-là, la France s'est faite une fois de plus l'apôtre d'un idéal nouveau et révolutionnaire.

Il n'avait pas inventé l'idée et il n'a jamais manqué de rappeler le rôle de Jean Monnet. Dans son livre, *Pour l'Europe*, il parle des « mérites exceptionnels de cet homme lui-même exceptionnel qui, avec ses collaborateurs, dans un petit hôtel de la rue Martignac, a ébauché en quelques mois, à l'insu du public et même du gouvernement, l'idée de la Communauté du charbon et de l'acier ». Mais le rôle des hommes d'Etat n'est pas d'inventer des idées : il est d'apprécier celles qu'on leur propose, de les retenir, de prendre les risques et de les faire adopter quand ils les croient bonnes. Celle de Jean Monnet lui parut telle et il la fit sienne au point de l'incarner véritablement, en lui donnant du même coup, par delà et en dépit de tous ses aspects techniques, ses propres dimensions politiques et humaines, en lui conférant le rayonnement de sa propre personnalité. Il avait toujours vu dans une entente avec l'Allemagne une des conditions humaines de toute paix durable sur le continent. Homme d'une politique, la proposition de Jean Monnet lui offrit le moyen de la mettre en œuvre. Par tempérament, par conscience aussi, il avait toujours été lent à s'engager, il répugnait à la faire. Si, en avril 1950 il s'est capable en quelques heures, au cours d'un week-end de méditation solitaire dans sa vieille maison de Scy-Chazelles, d'adopter le plan révolutionnaire que Bernard Clappier, avant son départ, a glissé dans sa serviette, c'est, entre autres mais par-dessus tout, qu'il répondait à l'une de ses préoccupations majeures : faire confiance à l'Allemagne était nécessaire, mais comment lui faire confiance ? Le moyen, il l'avait bien entrevu confusément, mais dans l'abstrait : en 1948, installé depuis trois mois au Quai d'Orsay, dans une adresse aux Allemands — la première depuis la fin des combats qui leur fut venue d'un ministre français — il avait évoqué *cette Europe unie dont la structure devrait constituer par elle-même une garantie pour la paix*. Le Chancelier Adenauer dira, de son côté : « Je voudrais, avant de mourir, nouer entre les Six des liens tels qu'un diable lui-même ne pourrait pas les défaire », préoccupation identique. La mise en commun, sous une autorité supranationale, des productions essentielles à la guerre, constituait cette structure, cette garantie inséparables l'une de l'autre. Sur cette base, il devenait possible d'oser, d'aller de l'avant, de commencer à construire l'Europe, de la forcer enfin d'exister. Ce sera le mérite imprescriptible de Robert Schuman de l'avoir vu et de l'avoir fait. On parlait beaucoup de l'Europe dans ce temps-là, mais il s'agissait de projets, de constructions intellectuelles, de vœux de l'esprit, d'aspirations. Au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, on faisait des discours européens. Avec la CECA on entre dans le concret, on passe aux actes.

On a beaucoup écrit sur la Déclaration du 9 mai 1950 sans épuiser le sujet car ses conséquences ne cessent de se développer et l'initiative de Robert Schuman qu'Adenauer qualifia « d'éblouissante et de téméraire » était en effet, selon l'expression du Chancelier allemand, un acte d'une signification politique extraordinaire.

# FRANCE

---

# FORUM

faire beaucoup plus tard l'une des bases de sa politique étrangère. Du point de vue français, la Déclaration du 9 mai 1950 plaça la France en tête de l'Europe. Menacé, à la veille de la conférence de Londres, de voir les Alliés s'entendre sans nous avec l'Allemagne, notre pays prenait la direction des opérations et pouvait donner au problème allemand une solution de son choix. Mais du même coup, c'est l'Europe naissante elle-même qui, par ce premier acte librement posé par la France, commençait à redevenir maîtresse de ses destinées. On parle beaucoup de l'indépendance de l'Europe. Celle-ci ne dépend pas de discours, mais de rapports de forces. Robert Schuman en parlait peu : il y pensait et y travaillait. Pour lui, au sein de l'Alliance Atlantique, l'égalité des rapports, le partnership étaient une chose qui allait de soi et qu'il appartenait aux Européens de faire passer dans les faits en s'organisant et en s'unissant.

La supranationalité, c'est vrai, n'a pas eu la fortune qu'il prévoyait. Tout débat doctrinal mis à part, il est difficile de contester qu'en fait elle a, dans cette phase initiale et si difficile, joué un rôle décisif, irremplaçable. Elle est peut-être aujourd'hui moins nécessaire et l'on est en droit de penser que la solidarité de fait qui s'est créée, l'indissociable imbrication d'intérêts qui se développe chaque jour davantage, peuvent être considérées d'ores et déjà comme en tenant lieu. En 1950, aux yeux de Robert Schuman, qui eut d'ailleurs quelque mal à l'accepter, elle a été un moyen ; elle apparaît aujourd'hui plutôt comme une fin qui viendra couronner d'elle-même l'œuvre achevée.

Il est encore, entre beaucoup d'autres, un aspect qui n'a pas été jusqu'ici assez souligné. Parce qu'en fait l'Europe de Robert Schuman, celle de la CECA, de même qu'elle n'avait qu'un objet restreint et technique, ne fut, du point de vue des membres, qu'une Europe réduite, la « petite Europe » ou Europe des Six, on a eu tendance à identifier ce résultat avec la conception que Robert Schuman pouvait se faire de l'Europe. L'Europe technique, ce n'était pour lui que le moyen, le commencement nécessaire, l'occasion offerte. La finalité de l'entreprise, c'était, comme il l'a écrit, la mise en œuvre d'une démocratie généralisée. L'Europe économique annonce et prépare l'Europe des peuples. Quant aux « frontières », il n'a pas dépendu de lui qu'elles ne fussent plus larges. Certains prétendront que l'inclusion dans le projet du dispositif supranational était au fond destiné à éliminer la Grande-Bretagne dont il était aisé de prévoir qu'elle ne pourrait pas s'y plier, ceci à seule fin de préparer un renversement d'alliance au bénéfice de l'Allemagne. Rien, certes, n'est plus étranger à la pensée de Robert Schuman : il redoutait à ce point tout tête à tête exclusif avec elle qu'il n'a pas applaudi au traité franco-allemand, retour selon lui à ces alliances du type classique qui n'ont que trop souvent fait dans le passé la preuve sanglante de leur inefficacité. L'extrême gauche, comme l'U.R.S.S., verra, elle, dans le plan Schuman, une arme de guerre, de nature à aggraver la tension. C'est oublier — et on ne le rappellera jamais trop pour montrer la vraie dimension de ses vues politiques — que la proposition du 9 mai 1950, au même titre que le plan Marshall, s'adressait à toutes les nations d'Europe et qu'interrogé ce jour-là sur la question de savoir si la Russie soviétique en faisait partie, Robert Schuman répond par l'affirmative. « En acceptant, dira-t-il au Parlement le 6 décembre 1951, de faire une Europe incomplète, nous n'entendons exclure qui que ce soit des pays européens

## *La construction européenne au service de la démocratie et de la paix.*

Dans l'ordre des rapports franco-allemands, problème crucial, elle permettait de sortir enfin de l'impasse dans laquelle, en dépit de la volonté mutuelle de deux hommes d'État que leur formation chrétienne démocrate prédisposait à s'entendre, ils se trouvaient alors bloqués. La guerre s'est éloignée, l'amitié s'est établie et, dans ce contexte, il est difficile au jeunes générations de mesurer aujourd'hui l'importance de l'offre française, le courage qu'il a fallu au Lorrain patriote, victime de l'Allemagne et porté plus que quiconque à se méfier d'elle, pour assumer la pleine responsabilité d'une politique en avance sur son temps et à laquelle l'opinion était encore bien peu préparée. Qu'on la compare, pour l'apprécier, à celle que notre pays, pour son malheur, avait pratiquée après la première guerre mondiale. « Comprenez-moi : on a tout refusé à l'Allemagne, disait un jour Robert Schuman à Jean Laloy, quand on aurait pu lui accorder quelque chose, et on lui a ensuite tout accordé quand on aurait dû tout refuser. » Pour une fois, dans notre vie nationale, l'expérience allait servir. « Je veux, moi, faire autre chose », avait-il alors conclu : il le fit, ouvrant dès lors la voie à cette amitié dont le général de Gaulle devait

et la Déclaration du 9 mai 1950 l'a proclamé solennellement. Nous ne voulons pas même nous résigner à nous contenter d'une Europe ainsi mutilée.» Comme l'a écrit François Fontaine: le 9 mai 1950, l'Europe était encore — ou était déjà si l'on préfère — une perspective splendidement ouverte.

Si la proposition de la France, outre son aspect franco-allemand et le branle donné à l'Europe, apparaît aujourd'hui comme un acte d'une telle signification, c'est en effet que, sous la forme d'une coopération économique, elle marque une manière nouvelle de concevoir les rapports entre l'Est et l'Ouest et qu'au temps de la guerre froide, avant la coexistence pacifique, elle peut être regardée comme le premier acte de la politique de détente. On objectera l'aspect militaire de la Communauté de défense qui vient après. C'est qu'entre-temps la guerre a éclaté en Corée, changeant toutes les perspectives, plaçant au premier rang des préoccupations américaines le réarmement allemand. Robert Schuman se résignera à la C.E.D. dans la crainte, partagée avec Adenauer, de voir une armée nationale entraîner la renaissance du militarisme allemand. Mais sa pensée profonde n'a jamais été de se résigner à la guerre froide. C'est une pensée simple et qui s'applique aux rapports avec les pays de l'Est comme aux rapports

avec l'Allemagne: l'organisation de l'Europe doit créer une situation nouvelle qui permet de faire confiance à l'ennemi d'hier en dépit de son dynamisme, qui doit permettre de traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis comme de reprendre un jour avec les pays de l'Est des relations normales.

Les lignes suivantes, antérieures à la détente, montrent combien, à cet égard, sa pensée dépasse l'immédiat: elles sont dans la ligne de l'évolution actuelle: « Nous devons faire l'Europe, écrivait Robert Schuman, non seulement dans l'intérêt des peuples libres, mais aussi pour pouvoir y accueillir les peuples de l'Est qui, délivrés des sujétions qu'ils ont subies jusqu'à présent, nous demanderont leur adhésion et notre appui moral. Depuis de longues années, nous avons douloureusement ressenti la ligne de démarcation idéologique qui coupe l'Europe en deux. Elle a été imposée par la violence. Puisse-t-elle s'effacer dans la liberté! Nous considérons comme partie intégrante de l'Europe vivante tous ceux qui ont le désir de nous rejoindre dans une communauté reconstituée. Nous leur devons l'exemple d'une Europe unie et fraternelle. Chaque pas que nous faisons en ce sens constituera pour eux une chance nouvelle.»

Robert ROCHEFORT ■

# Emmanuel Mounier : crayon pour un portrait

*par Etienne Borne*

**A**PPARTENANT à cette génération qui est arrivée à l'âge d'homme en même temps ou à peu près qu'Emmanuel Mounier, engagé dans le premier *Esprit* à la fin de l'entre-deux-guerres et dès le départ de la revue, je crois avoir pénétré passablement quelques-unes des pensées majeures de celui qui était voici quelque quarante ans comme le prince de notre jeunesse, notre égal dans la fraternité d'une amitié virile, mais aussi le premier d'entre nous, celui qui en avant osait et décidait exemplairement. Les dissentiments graves qui ensuite sur quelques sujets importants de politique m'ont séparé d'Emmanuel Mounier, mais pas tout à fait de ce qui avait été l'intention profonde du premier *Esprit*, m'ont aidé à mieux connaître l'homme qu'il était, car rien ne vaut un affrontement clair et dur pour prendre l'exacte mesure d'un être.

C'est Mounier tout entier qui revivait quand je lisais avec une passion qui faisait flamber chaque ligne « Mounier et sa génération » (1): ce choix de textes

inédits, lettres et carnets personnels classés suivant l'ordre chronologique va de la vingtième année jusqu'à la veille de la mort, de 1925 à 1950; un choix et non pas une impossible édition complète, car Emmanuel Mounier entretenait une correspondance énorme, accumulait jour après jour tant de notes intimes, tenait un si volumineux journal de ses rencontres, de ses voyages, de ses entretiens, que malgré plus de quatre cents pages grand format, nous n'avons sous les yeux qu'une médiocre colline, seule partie visible de la montagne immergée. Cette existence de labeur et de foi qui déroule ici sa courbe, il faudrait la conter avec piété et sans complaisance, et comme il est tentant d'en esquisser un sommaire brouillon, si j'écrivais jamais un livre sur Mounier j'aimerais lui donner ce titre: « Emmanuel Mounier ou la Justice faite homme ».

Ce grand garçon blond et bleu, au regard blessé et qui semblait poursuivre, même pendant la conversation ou la discussion publique, on ne sait quel dialogue avec l'invisible, oui, il était vraiment parmi nous une sorte d'archange de la justice. Emmanuel Mounier donnait le sentiment d'une puissance calme et d'une force sage; il n'était pas de la race des convulsionnaires et des frénétiques; tout en lui disait l'équilibre et un

(1) Mounier et sa génération. *Lettres, carnets et inédits.* Aux Editions du Seuil.



équilibre de nature et d'esprit. Ce révolutionnaire avait la passion de l'ordre; s'il inventait le personalisme c'était pour mettre de l'ordre dans la pensée philosophique comme dans la pensée politique; lorsqu'il s'agissait de condamner l'iniquité sociale et les confusionnismes bien-pensants qui lui servent de couverture mensongère, le mot dont il usait était celui de « désordre établi », et il pouvait y en avoir à ses yeux de plus décisif. La justice, une vertu qui est pensée et une pensée qui est vertu (comment ne pas songer à *La République* et comme il était platonicien le génie, je veux dire le « daimôn » d'Emmanuel Mounier!), c'est bien pour cette justice que Mounier a vécu et a médité. Il était l'homme des synthèses, il croyait qu'à force de dureté et pureté aucune harmonie n'est impossible entre les contraires, et la justice, qui donne à chacun ce qui lui est dû dans le ciel des idées et sur la terre des hommes, était pour lui le lien de force et de lumière qui joignait la théorie à la pratique, la valeur et le réel, et qui en son fond réconciliait l'homme avec l'homme et l'homme avec Dieu.

Sans doute il y a deux justices, l'une qu'on pourrait dire hellénique, et qui soumet à l'intelligible le chaos hasardeux de la matière; l'autre qu'on pourrait nommer hébraïque, biblique, et qui revendique moins la clarté ordonnée du cosmos et de la cité que la réparation due, dans l'esclave ou dans le pauvre, à la personne humaine humiliée et offensée. Ces deux justices, l'une rationnelle, l'autre prophétique, n'en faisaient qu'une aux yeux d'Emmanuel Mounier qui a toujours été le chevalier de la justice intégrale. Rien dans sa vie, dans sa pensée, qui ne s'explique sans ce propos initial, toujours héroïquement maintenu, de faire justice, de rendre justice.

Et d'abord son style, si contesté, parfois si moqué. Je me souviens du temps où François Mauriac qui détestait alors la pensée de Mounier s'en prenait au style d'*Esprit* selon une ordinaire diversion polémique et avec une passion qui nous faisait mal. C'est que Mounier écrivain était soucieux de justice; il n'avancait rien qu'il n'expliquât en même temps selon l'ordre patient et compliqué des raisons; et il faut souvent une phrase lente et longue et lourde pour dire une pensée juste; l'art et la justice ne sont pas toujours de connivence, et par probité intellectuelle, par souci de tout dire à la fois, Mounier s'interdisait les raccourcis fulgurants, les vives formules dont il n'était pas plus incapable qu'un autre; il ne pouvait parler de « la personne » sans avertir de ne la point confondre avec « l'individu », et tant de scrupule ne fait pas ce qu'ils appellent une langue légère, aérienne, classique, si l'on veut. Et il arrive qu'une certaine sorte de baroque, avec tous ses contours et ses détours, attentif à se bien déployer, abondant et verbeux soit autrement sincère que les fausses simplicités et les illusoirs puretés de l'art classique. La sobriété et la litote sont des luxes d'artistes. L'embarras de la phrase de Mounier, qui laissait si naïvement voir la main du bon ouvrier, était en vérité pauvreté et ascétisme. Au contraire dans les lettres ou les carnets, il se trouve que le trait est autrement direct, le rythme plus pressé; celui qui était artisan lorsqu'il s'adressait au public devient artiste lorsqu'il s'entretient avec lui-même ou dans le privé avec un ami. Manière aussi de pratiquer la justice.

Emmanuel Mounier était un volontaire. Il avait cet entêtement des doux, invincible entre toutes les obstinations, et qui, le parti une fois pris et la position bien occupée, ne cédera pas d'un pouce au contradicteur ou

à l'assaillant. J'ai connu peu de cœurs aussi invulnérables au doute, de coueurs aussi assurés de la rectitude de leur lancée; il eût considéré le moindre autocritique, même sur un point de détail, comme un reniement de l'essentiel. Il était sûr de détenir avec *Esprit* le meilleur observatoire sur un monde en train de se défaire, le bon laboratoire aussi où s'élaboraient les solutions et la figure même du monde à venir. Ni l'inquiétude romantique, ni l'angoisse des modernes ne l'ont jamais effleuré. Cette foi intrépide jointe à un labeur de titan ont fait le pilier d'airain de cette existence toute droite, d'une solidité sans faille.

Foi en son origine, en son principe, chrétienne, catholique. Mounier avait une horreur spontanée pour les molleses ou les incertitudes d'un catholicisme libéral qui aurait tenté d'assouplir la rigueur du dogme catholique pour l'adapter au siècle et au train du monde. L'intransigeance était le style de sa pensée comme de sa vie. Rien de moderniste en lui. Il était d'Eglise sans débat et sans question; et s'il supportait si mal que l'Eglise soit confondue avec la chrétienté — « sa projection sociologique » comme il disait, impure et trompeuse — c'est en vertu de l'absolu de sa foi. D'où l'extrême indépendance de son jugement, car les hommes vraiment libres ne sont ni les sceptiques ni les dilettantes. Intelligence si profondément baptisée qu'elle pensait chrétiennement alors même qu'elle croyait chercher et trouver selon la seule et pure raison philosophique: voir dans la personne la vérité de l'homme, n'est-ce pas traduire en un langage de psychologie et de métaphysique la foi religieuse dans l'âme? Etre une personne, avoir une âme, deux paroles pour une même réalité, car c'est dire qu'il y a en l'homme, mystérieux et évident à la fois, de l'absolu et du sacré, qu'on ne peut définir sans faire éclater tous nos concepts. La personne, Mounier n'a cessé de la situer négativement, expliquant qu'elle n'était ni l'individu biologique, ni le personnage social, ni le moi psychique, dépassements qui sont autant d'itinéraires vers l'âme; car comme pour toutes les choses divines, on peut mieux savoir ce que l'âme n'est pas plutôt que ce qu'elle est dans sa vérité voilée.

Le personalisme de Mounier était sa façon de croire en l'âme, c'est-à-dire d'être chrétien. Ainsi s'explique le son si authentique de son christianisme. Croire en Dieu n'est pas ce qui fait essentiellement le chrétien: déismes et panthéismes vont vite à des religions de la Terre, de l'Humanité ou de l'Histoire, mais croire en l'âme personnelle, voilà la différence spécifique du chrétien, le roc, et en même temps le chemin vers le vrai Dieu. Mounier pouvait bien insister sur l'insertion cosmique et sociale de la personne, ou sur les dimensions justement communautaires de la civilisation en train de naître. L'alpha et l'oméga restaient la personne ou l'âme. D'où la fermeté des refus opposés aux fascismes ou aux marxismes. D'où ce sens des êtres, de l'originalité et de la profondeur de chaque destinée singulière qui se remarquait chaque fois que, rencontrant autrui, Mounier donnait le sentiment de prendre en charge tout un monde sur ses épaules montagnardes. D'où cette belle inaptitude à l'ironie et ce goût parfois pour un humour appliqué, maladroit et qui n'était que la pudeur d'une tendresse.

D'où aussi et surtout une vie religieuse qui, la confiance est maintenant publique, sut pousser jusqu'à l'héroïsme cette foi en l'âme. Les lettres nous disent l'épreuve du foyer d'Emmanuel Mounier, la petite fille qui jamais ne put sourire aux siens, ni les

reconnaître. L'âme pourtant est là sans aucun signe sensible. La pensée chez Mounier devient passion et elle atteint alors à un sublime déchirant, lorsque sa Françoise devient pour lui : « ...cette blanche petite hostie qui nous dépasse tous, une infinité de mystère et d'amour qui nous éblouirait si nous le voyions face à face... » (2). On entre ici dans de profonds secrets de vie spirituelle, et cette méditation pourrait bien nous introduire à une assez haute mystique. Le personnalisme chez Mounier était plus qu'une doctrine ou philosophie politique, mais une foi qui pourrait avoir eu dans l'épreuve ses moments de sainteté.

\*\*

Refaire les routes d'Emmanuel Mounier, c'est retrouver une histoire qui, pour moi et quelques autres, est aussi une mémoire. Ce passé est celui d'un combat qui a été longtemps commun, mais aussi de débats qui furent parfois irritants et amers sans qu'aient jamais été entamées, en ce qui me concerne, ni l'amitié ni la gratitude.

Il y a eu un Mounier d'avant *Esprit*. Jacques Chevalier à Grenoble, Jacques Maritain et les rencontres de Meudon dominèrent ces années d'apprentissage. Mounier avait son œuvre à faire et il ne pouvait guère s'attarder à rester un disciple, mais il n'a jamais perdu le souvenir du temps de ses origines. L'abondance et la qualité des lettres à Jacques Chevalier en font foi. Nous sommes injustes pour Jacques Chevalier ; des erreurs politiques trop visibles n'empêchent pas qu'il n'ait été un initiateur et un découvreur de sources assez unique et il a bien failli inventer un platonisme chrétien qui aurait pu être fort utile pour débrouiller un peu l'actuelle confusion de la philosophie. A Jacques Chevalier nous devons toute une part d'Emmanuel Mounier. *Esprit* a pu l'épouvanter, mais dans l'architecture du personnalisme, il y a des pierres qui viennent de Grenoble, comme il y en a qui viennent de Meudon, et elles ne font pas si mauvais ménage.

*Esprit* a été une singulière aventure. En écrivant un *Péguy*, son premier livre, Mounier a pu connaître la belle tentation de renouveler « les Cahiers de la Quinzaine ». L'ambition était immense ; il ne s'agissait pas de faire une de ces revues de jeunes comme il en naît et il en meurt à chaque saison, mais de créer tout un mouvement de pensée ; après avoir signifié son acte de décès à une civilisation agonisante et qui méritait de mourir, on dresserait la vive image de la cité de demain, celle que nous voulions personnaliste contre les collectivismes et communautaire contre les individualismes. Emmanuel Mounier sacrifia une carrière universitaire (avec allégresse, il avait horreur de la Sorbonne) et choisit la pauvreté pour se donner tout entier à l'entreprise ; il avait vingt cinq ans. Les débuts ne furent pas sans labeur ni douleur : nous voulions tout et une école de pensée et un mouvement politique. Georges Izard, le premier compagnon, aurait souhaité incliner. *Esprit* du côté des engagements immédiats, créer tout de suite une « troisième Force », et qui pèserait dans la balance au moment où les Ligues s'agitaient et où se préparait le Front Populaire. Emmanuel Mounier n'était pas l'homme de cette sorte d'action dont le détournait Jacques Maritain qui avait été le généreux parrain d'*Esprit*. Ce fut le premier malentendu. Déjà inflexible, Mounier préféra maintenir sa première visée et se séparer de quelques amis qui avaient pourtant dans le mouvement des parts de

*Il faisait la preuve que la présence à l'événement peut aller de pair avec la hauteur et la rigueur de la pensée.*

fondateur. Dès lors sans doute le destin d'*Esprit* était-il scellé. On prenait de la hauteur, mais le choix politique, dans ce qu'il a de hasardeux, de partial, était rejeté.

Une lettre à Robert Garric du 16 janvier 1932, avant le lancement d'*Esprit*, dit en une formule décidée le propos que Mounier maintiendra inentamé pendant un quart de siècle : « *Ce qu'il faut, c'est que quelques-uns élisent domicile dans l'Absolu, portent les condamnations que personne n'ose porter, proclament l'impossible, quand ils ne peuvent le réaliser et, s'ils sont chrétiens, ne se laissent pas une fois de plus, avec leur solution de petits bourgeois, distancer par l'histoire* » (3). Tel est le programme et on peut être certain que l'Indomptable, le Fidèle ne trahira pas le programme. La révolution dont *Esprit* fera la sévère théorie sera une révolution prophétique, obstinée à rejeter les compromis et les complaisances, et l'esprit de condamnation et de contradiction lorsqu'il est animé par une si haute exigence est bien l'esprit, mais est-il le tout de l'esprit ? Nécessaire certes, irremplaçable évidemment — mais est-ce renier l'esprit que d'assumer l'histoire du présent, d'y choisir une place humble, humiliée, toujours contestable, contestée sans attendre que les penseurs là-haut aient mis au point une satisfaisante philosophie de l'histoire ? Il n'est pas sûr qu'Emmanuel Mounier ait toujours compris les problèmes des fantassins dans les fondrières.

L'entreprise, nous le voyons mieux aujourd'hui, était démesurée. L'ambition même d'une civilisation à la fois personnaliste et communautaire était peut-être contradictoire ; car entre la personne et la communauté il s'établit une tension humainement indépassable ; le beau

(2) Mounier et sa génération, p. 252.

(3) Ibid., p. 81.

mythe servait plus à porter condamnation contre le présent qu'à signifier d'avance l'avenir et Mounier a pu être trompé par la vision qui l'habitait d'une justice intégrale. Au surplus, comme tous les hommes de foi créatrice, le fondateur d'*Esprit* envisageait son départ comme un commencement absolu. Sa volonté de rupture était si entière qu'il n'admettait pas qu'*Esprit* ait à redresser ou à vivifier quelque tradition antérieure, et par exemple celle du Sillon, du catholicisme social ou de la démocratie chrétienne. Ces tentatives à ses yeux avortées étaient solidaires d'un monde condamné.

Une semblable intransigeance m'a toujours fait mal et me mettait à *Esprit* dans une position très inconfortable. Mounier entendait surtout n'être pas confondu avec un démocrate-chrétien, même de l'espèce la plus avancée, la moins rose et la plus rouge. Dans une lettre à Francisque Gay, où il entre de l'impatience, Mounier sur un ton sans réplique explique qu'il n'est pas de la famille. Après une conférence aux derniers carrés du Sillon, il se laisse aller à la pitié : « *Pauvres pâles généreux débris épuisés de douceur...* » (4). Ces rescapés d'une plus ancienne bataille, et qui allaient à Mounier comme à un jeune rejet de leur tenace espérance, devaient pourtant montrer aux avant-postes de la Résistance qu'ils n'étaient pas des ombres vacillantes et inconsistantes. Les plus grands, surtout les plus grands, ont leurs duretés et leurs raideurs. Là était la part d'intolérance de ce Généreux. Tant de fenêtres largement et justement ouvertes sur l'inconnu et le danger, et cette porte fermée par décret aux plus proches amis. Même dans la Résistance où Mounier s'est trouvé engagé après l'interdiction d'*Esprit* — et il a connu les prisons de Vichy et la grève de la faim — et où les hommes du parti démocrate-populaire et de l'*Aube* se battaient dès le lendemain de l'armistice, le préjugé d'exclusion et de mépris est maintenu ; lettres et entretiens expliquent l'attitude des démocrates-chrétiens par des raisons médiocres, nostalgie de la Troisième, attachement désuet à la république parlementaire. Au risque d'avouer les limites de mon esprit, je confesse qu'il y a pour moi de l'incompréhension dans cette guerre qui fut jusqu'au bout inapaisable ; ainsi le malentendu, l'inimitié, le soupçon s'introduisaient dans une génération de chrétiens ouverts à leur temps, qui, s'ils s'étaient supportés mutuellement et avaient compris à quel point ils étaient complémentaires, auraient pu ensemble empêcher la France de retomber aux vieilles ornières. J'ai peur d'être injuste, mais pour tout dire, je me demande s'il n'y avait pas

(4) Ibid., p. 146.

quelque chose de patricien (et je pense, bien sûr, à un patriciat de l'intelligence et de la pureté morale) dans ce dédain affiché et proclamé pour nous autres plébéiens et piétaille de l'histoire. Il a fallu, en effet, manquer de goût pour s'obstiner dans la démocratie-chrétienne, accepter son côté peuple-chrétien avec ses limites et ses pesanteurs « sociologiques ». Tel était contre nous le fait du prince. Mais Emmanuel Mounier avait le droit d'être dur et exigeant. Il était prince.

La vocation prophétique est apocalyptique. Emmanuel Mounier croyait à la catastrophe purificatrice. Et bien que je sois de ceux qui ont pris l'autre parti, exactement contre-révolutionnaire, il n'est pas sûr qu'il n'aura pas un jour raison. Je ne suis pas dogmatique. L'histoire nous départagera. Déjà dans l'admirable lettre à Robert Garric, Emmanuel Mounier, archevêque de la justice à venir, parlait de la « catastrophe plus probable que la ligne plate » (5). Tout en effet plutôt que la platitude. Sublime passion adolescente. À la veille de la Libération, à la fin de 1943, le grand problème était pour Emmanuel Mounier « l'imminence du Sedan de notre chrétienté latine, constantinienne et bourgeoise... ». Il pensait que nous allions entrer dans « l'entre-temps » et qu'il allait falloir tenir héroïquement « entre le Christ mort et l'Antéchrist vivant » (6). Les tâches réelles étaient plus humbles, plus modestement politiques. Mais comment n'être pas séduit aussi par ce grand rêve épique et qui a pour lui plus que des apparences ?

*Mounier et sa génération...* apporte peu de choses sur l'*Esprit* d'après guerre. Emmanuel Mounier jusqu'au bout a maintenu l'honneur et la fierté de son ardente jeunesse. Rien n'y a terni l'image que nous gardons de ce juste entre les justes. Par delà le tombeau, ces lettres, carnets et inédits sont le plus beau témoignage qui se puisse lire de liberté et d'exigence.

Etienne BORNE ■

N.D.L.R. — *Ceux qui s'intéressent particulièrement à la pensée d'Emmanuel Mounier seront heureux de savoir qu'Etienne Borne prépare un « Emmanuel Mounier » dans la collection « Philosophes de tous les temps » aux éditions Pierre Seghers. Nous signalons également l'intérêt que présentent les articles qu'Esprit vient de publier pour célébrer le vingtième anniversaire de la mort d'Emmanuel Mounier.*

(5) Ibid., p. 87.

(6) Ibid., p. 277.

## GEORGES LE BRUN KERIS

Après la disparition de Françoise Bascoul-Gauthier, de Raymond Balmès, de Robert Goetz, de Maurice Byé, l'équipe de France-Forum se trouve une fois encore éprouvée. Georges Le Brun Kéris est mort des suites d'un accident survenu sur cette terre d'Afrique que ce grand voyageur aimait d'un amour de prédilection et dont — sa collaboration à France-Forum et ses livres en témoignent — il savait si bien parler dans un style à la fois précis et inspiré qui n'appartenait qu'à lui.

Le dernier article que Georges Le Brun Kéris a écrit pour France-Forum est une étude sur « l'usage des langues européennes en Afrique » ; nous le publierons dans notre prochain numéro, en même temps que nous ferons mémoire, avec l'ampleur qui convient, de l'homme et de l'ami, du militant et de l'écrivain qui fit partie de l'équipe fondatrice de notre revue.

France-Forum perd en Georges Le Brun Kéris un collaborateur d'une fidélité exemplaire et qui répondait à tout appel avec une sorte de prodigalité. Nous savons aussi la place que tenait France-Forum chez cet homme pour qui la pensée, la conviction et le cœur étaient une seule et même chose.

# L'aménagement de la région parisienne peut-il être un projet collectif ?

*avec Maurice Doublet*

*Etienne de Véricourt*

*Jean-Marie Poirier*

*P. H. Chombart de Lauwe*

*René Pucheu*

*La tour de Maine-Montparnasse.*

*René Pucheu.* — Il était une fois un Cercle France-Forum de la Région Parisienne qui a fini par « faire un complexe », comme on dit, de constater qu'ailleurs en France les clubs France-Forum organisent et réussissent des soirées-débats et qu'au contraire à Paris, il ne se passe rien. Au moins rien de ce genre...

Du coup, son président M. Lerner et l'équipe dirigeante ont résolu de mettre fin à cet état de chose. Ils se sont décidés à organiser cette soirée, et comme ils le faisaient sous l'effet du « challenge » lancé par d'autres villes, ils se sont demandés pourquoi Paris était, à la fois, si grand et si pauvre, si rayonnant de prestige culturel et si pauvre de vie culturelle active pour le plus grand nombre.

Ainsi, le sujet était trouvé comme de lui-même. Restait à le préciser et à passer à la réalisation. Spontanément, la revue *France-Forum* pensa solliciter les conseils et le concours de M. Paul Delouvrier, aujourd'hui Président de l'E.D.F., mais aussi ancien Préfet de la Région de Paris et premier Délégué général pour le District de la Région de Paris. Celui-ci ne se déroba

pas. Il ouvrit largement sa porte, et ne se contentant pas de prodiguer les conseils, il voulut bien ouvrir d'autres portes. Vous comprendrez, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, que je tiens à remercier très vivement M. Paul Delouvrier et à lui exprimer avec une sincérité particulière nos vœux de prompt rétablissement puisqu'un fâcheux accident de santé nous prive de sa présence ce soir.

Après vous avoir conté la genèse de ce débat, il est grand temps que je me tourne vers les personnalités qui nous font l'honneur d'être parmi nous ce soir. Je ne manquerai pas d'exprimer notre gratitude à M. Maurice Doublet, ancien Préfet de Paris et aujourd'hui Préfet de la Région Parisienne — que nous remercions d'autant plus que nous ne sommes pas encore habitués à cette sorte de « révolution » que représente un Préfet acceptant de débattre en public des affaires de sa compétence — à M. Jean-Marie Poirier, député, Président du Conseil du District de Paris — que nous remercions d'autant plus vivement que l'importance de cette fonction lui laisse peu de

temps disponible — à M. Paul-Henry Chombart de Lauwe, Directeur du groupe d'ethnologie sociale — que nous remercions d'autant plus que M. Chombart de Lauwe n'est pas un sociologue tout à fait comme les autres parce que d'une part il a scruté Paris et la vie des Parisiens avec acuité et précision, parce que d'autre part il a un souci particulier des « aspirations » des individus ainsi que le montre son dernier ouvrage notamment — à M. Neuschwander, ancien Président de l'Association des Résidents de Sarcelles — que je remercie non moins cordialement malgré son absence puisqu'il est regrettablement frappé par cette maladie que l'on nomme la grippe.

Vous avez remarqué que je n'ai pas cité M. le président Etienne de Véricourt, Président du Conseil Municipal de Paris. Bien sûr, vous comprenez que j'hésite à le remercier. Les liens de M. de Véricourt avec *France-Forum* sont trop étroits pour que l'on se trouve hésiter à le remercier. Pour un peu on trouverait sa présence naturelle. Mais étant donné sa charge, elle ne l'est pas. Je le remercie donc en votre nom.

Il me reste à vous présenter le sujet de notre débat : *L'aménagement de la région parisienne peut-il être un projet collectif?* Qu'en dire? D'abord, que c'est un sujet immense et difficile et que c'est, bel et bien, une *question qui se pose*. Vous avez probablement circulé dans Paris, cet après-midi, ou dans la région parisienne, si vous avez circulé à pied, peut-être avez-vous, mesdames, cassé des talons sur des trottoirs défoncés, il y en a beaucoup dans Paris. Si vous avez circulé en auto, peut-être avez-vous été retardé par des chantiers qui ajoutent aux embouteillages. Tout cela vous a paru un peu absurde, bref, *au niveau de la vie quotidienne*, nous ressentons l'aménagement de la région parisienne comme une série de travaux dont nous ignorons le pour quoi, le comment, le quand et le où. L'aménagement de la région parisienne est une sorte de *discours insensé* pour l'habitant moyen. C'est grave cela. Quelles en sont les raisons? Le rythme de la vie? On est toujours pressé à Paris. Peut-être aussi les Parisiens ne sont-ils pas portés à s'intéresser à Paris. Paris, on en est amoureux ou on le subit, mais on ne pense pas à le faire, et d'ailleurs nul ne sait comment le faire. Evidemment, si le Parisien moyen ne comprend « goutte » à Paris, il n'en va pas de même des responsables politiques et administratifs. Encore qu'il soit parfois tâtonnant et instable, *leur discours est sensé*, voire un peu épique. Ils nous disent que de 1962 à 1968 la population de la région parisienne a augmenté de 900.000 habitants et donc qu'elle atteint à peu près 9.500.000 habitants. Ces chiffres les plongent dans l'euphorie car ils constatent que l'on a réussi à ralentir le rythme de croissance de l'agglomération parisienne puisque celui-ci n'a atteint que 1,5 entre 1962 et 1968 contre 2 % entre 1954 et 1962. Paris ne dévore plus la Province! Cela rassure tout le monde! Les responsables nous disent encore que la production industrielle s'est accrue de 50 % entre 1962 et 1968. Que 300.000 emplois nouveaux ont été créés essentiellement dans le secteur tertiaire; que 600.000 logements ont été construits qui rassemblés équivaldraient à Marseille et à Lyon réunis. En outre, on note que Paris revient à la fois au temps où les cathédrales étaient blanches, en même temps qu'il voit surgir les gratte-ciel du XXI<sup>e</sup> siècle et les amorces d'un urbanisme souterrain.

Par ailleurs, on nous rappelle, et c'est vrai, qu'il y a eu un Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme

de la région de Paris qui est le premier modèle du genre. Que la région a été, depuis 1961 ou 1962, divisée en 8 départements dont 5 entièrement nouveaux — or l'on n'avait pas créé de nouveaux départements depuis la Révolution française, c'est dire que l'innovation est grande! De plus, on observe que l'on est en train de remédier à la sous-administration de la région parisienne. A cet effet, on a créé des organes pour permettre une prise de conscience de *l'unité de l'agglomération et de la région*. Ceux-ci consistent à l'échelon administratif en une préfecture de région, en une conférence administrative régionale — à un échelon politique ou semi-politique, en deux assemblées régionales : un Conseil d'Administration du District de la région de Paris qui comprend 54 membres désignés ou élus, qui tient des réunions très fréquentes et qui siège, peut-on dire, lui-même ou à travers ses commissions, presque en permanence; un Comité consultatif, économique et social de la région parisienne qui comprend 60 membres, 18 représentant les organisations syndicales de salariés, 18 les activités économiques, 13 représentant les organismes étudiants, les problèmes économiques et les professions libérales et 11 personnalités désignées par le gouvernement.

Donc les faits sont certains : depuis quelques années il se passe quelque chose dans la région parisienne. Enfin après le *discours in-sensé* qu'est la région parisienne pour le Parisien moyen, le discours sensé et entraînant des responsables, nous rencontrons un troisième discours : *le discours critique* des sociologues et des militants. Ils ne contestent pas qu'il se passe beaucoup plus de choses que le Parisien moyen ne le croit, mais ils prétendent qu'il se passe moins de choses que le responsable ne le prétend ou, en tous cas, qu'elles pourraient se passer différemment.

En particulier, ceux-ci affirment que les responsables pensent *efficacité* — ce qui n'est pas mal — mais qu'il faudrait aussi penser *démocratie* — ce qui serait mieux ou en tous cas ce qui demeure essentiel.

Comment réconcilier ou au moins faire communiquer ces trois discours. Comment faire que ceux qui vivent dans la région parisienne, en la subissant comme un destin malheureux ou en se contentant d'en aimer les vieilles pierres, prennent conscience que le *fait parisien* n'est pas une réalité morte. Qu'il doit être un projet. Comment faire des victimes de Paris ou des amoureux de Paris des *créateurs de Paris*? C'est cette question

CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE  
DE LA REGION PARISIENNE  
(nombre d'habitants)

DEPARTEMENTS	MARS 1962	MARS 1968	Prévisions fin 1975
Paris .....	2.790.091	2.590.771	2.440.000
Hauts-de-Seine .....	1.381.805	1.461.619	1.520.000
Seine-Saint-Denis .....	1.083.724	1.251.792	1.390.000
Val-de-Marne .....	974.980	1.121.340	1.230.000
Val-d'Oise .....	548.429	693.269	890.000
Yvelines .....	686.902	853.386	1.090.000
Essonne .....	479.446	674.157	960.000
Seine-et-Marne .....	524.486	604.340	730.000
Région Parisienne ..	8.469.863	9.250.674	10.250.000

*L'hôpital de Clamart en construction.*

qu'avec une certaine pointe de défi, les animateurs du Cercle France-Forum de la Région parisienne ont voulu lancer.

Cependant, ils n'ont pas réagi, je voudrais le souligner, qu'en Parisiens. Parce que, en définitive, Paris n'est pas seul en France et Paris sera de moins en moins seul en France. S'il est peu probable que sur le territoire métropolitain nous ayons des agglomérations de l'ordre de 10.000.000 d'habitants, l'urbanisation est un facteur inéluctable de l'évolution sociale et, par voie de conséquence, la question du gouvernement des grandes agglomérations ne sera pas limitée à la région parisienne. Au-delà du « gouvernement » de Paris et de sa région aujourd'hui nous visons un problème qui sera démultiplié à la fin de ce siècle. Peut-on prendre sa part à la gestion et aux choix qui commandent la création, la gestion d'agglomérations de plusieurs millions d'habitants ? Voilà une des questions chaudes de la démocratie dans l'avenir. Il est d'autant plus urgent de s'en préoccuper que si l'on a pendant des années et depuis des années discuté de la démocratie à l'échelle nationale — et tout le monde est d'accord qu'il faut refaire la démocratie à ce niveau, comme disait le *Colloque France-Forum* de 1962, peut-être même faudrait-il dire la réinventer — si depuis plusieurs décennies et depuis plus spécialement quelques années l'on a parlé de la réforme de l'entreprise dans le sens d'une sorte de démocratisation de l'entreprise, jusqu'ici la démocratie locale a semblé aller de soi. Personne ne s'est interrogé très profondément pour savoir si elle existait ou si elle n'existait pas — et peut-être cette démocratie locale existe moins qu'on ne le croit — si elle pourra exister. Peut-être aura-t-elle, elle aussi, de plus en plus de difficultés à exister. Ainsi, à travers le problème de la région parisienne, c'est tout simplement le problème de la démocratie à l'échelon d'une grande ville que nous souhaitons poser. Est-il possible, en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, que les habitants d'un « grand ensemble » urbain prennent leur part à la gestion et aussi à la création — et ce dernier terme est d'autant plus important que l'un des terrains où se manifeste le plus vivement, le plus profondément, le plus vertigineusement et le plus passionnément la création humaine dans les années qui viennent sera précisément l'acte créateur de la ville, qu'il s'agisse de la fondation de villes nouvelles ou de la re-création de nos villes anciennes afin qu'elles demeurent ces villes d'antan dont nous rêvons, tout en devenant des villes de demain auxquelles nous aspirons.

Voilà les dimensions très larges de notre interrogation de ce soir et de ces pages. Il va de soi que nous abordons ce thème sans illusion et que nous le traiterons en renonçant aux facilités. Autour de cette table ni dans cette salle, ni parmi les lecteurs personne ne s'écriera « il n'y a qu'à ». S'il n'y avait « qu'à », il y aurait longtemps qu'il y « aurait », et c'est précisément parce qu'il n'y a pas « qu'à » que la question est exaltante. Donc nous nous efforcerons — et ce sera notre règle du jeu fondamentale — de ne dissimuler aucune complexité.

Pour le mener, je vous propose trois questions :

1<sup>o</sup> *La participation des habitants de la région parisienne à la gestion et aux choix est-elle souhaitable ?* Je sais bien qu'à cette question personne ne peut répondre qu'elle n'est pas souhaitable ! Pourtant, je souhaiterais que nous ayons l'audace de nous affronter à cette question. Après tout, est-elle vraiment souhaitable la participation à ce niveau ? La participation démocratique à la décision n'entraverait-elle pas l'efficacité ? Est-elle souhaitable au niveau de certaines options difficiles ; au niveau des options de l'urbanisme ?

2<sup>o</sup> *La participation est-elle possible ?* Préalablement, il conviendrait, d'ailleurs, de préciser : la participation existe-t-elle déjà ? En préparant ce débat, je me suis demandé soudainement : au fond, peut-être que je participe à la gestion de la région parisienne sans le savoir comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir ! Peut-être vais-je avoir la surprise ce soir de le découvrir. Mais s'il en est ainsi, comment ne pas se demander : une participation qui s'ignore est-elle une participation ?

3<sup>o</sup> *La participation peut-elle être améliorée, élargie ?* Comment ? Des institutions sont-elles à réformer, des institutions sont-elles à inventer ? Cela d'autant plus que l'une des caractéristiques de la recherche démocratique c'est de mettre en cause non seulement le fonctionnement mais le principe des institutions existantes. Alors peut-on imaginer d'autres modes de participation ? A quel niveau ? Sous quelles modalités ?

Voilà les trois questions que je suggère et, usant de l'initiative conférée au meneur de jeu naturellement par un mauvais esprit malicieux, je me permets de demander à M. Maurice Doublet : M. le Préfet, pensez-vous que la participation des habitants de la région parisienne à la gestion de leur région et aux choix qui en orientent l'avenir, soit souhaitable ?

## LA PARTICIPATION DES HABITANTS A L'AMENAGEMENT DE LA REGION PARISIENNE EST-ELLE SOUHAITABLE ?

M. Doublet. — La réponse à la question de M. Pucheu ne peut pas être équivoque ; elle est affirmative. La participation des habitants de la région parisienne présente, tant du point de vue psychologique que pratique, des avantages décisifs.

Encore conviendrait-il de mieux affirmer notre propos. *Essentiellement justifiée au niveau des choix, elle l'est moins au niveau de la gestion.* Il est vrai que la participation peut être le conflit du « désirable » et de « l'efficace » et, par là, entraver l'action. C'est un risque qu'il faut courir au niveau des choix, mais qui, au plan de la gestion, n'est pas nécessairement compensé par les avantages escomptés.

La seconde précision est celle de la dialectique entre la « morale de la conviction » et la « morale de la responsabilité ». *Participation ne peut pas signifier co-décision. Il restera toujours des responsables et des arbitres.* C'est un point à souligner avec force, car il y a beaucoup d'équivoques sur ce sujet. Souvenons-nous d'ailleurs qu'au moment du grand débat sur les « socio-professionnels », les intéressés eux-mêmes se sont refusés quant à leur aptitude à prendre des décisions (sur le plan de l'impôt, par exemple) ; cela ne les empêche pas, cependant, d'éclairer par un avis circonstancié la décision qui sera prise. Il me semble donc qu'il est indispensable de bien délimiter la nature, la portée et les nécessaires limites de l'intervention de chacun.

Ces précisions formulées, je voudrais répondre à la question qui constitue le thème général de notre débat : « L'aménagement de la région parisienne peut-il être un projet collectif ? »

Cette question appelle, à mon sens, une réponse ferme et une nouvelle interrogation. La réponse ferme est que, sans aucun doute, un problème d'une telle ampleur intéressant un si grand nombre d'individus ne peut être abordé par des méthodes solitaires. Je pense que, sans même avoir à se poser la question de savoir si on peut, il faut affirmer que l'on doit aller vers une « collectivisation toujours plus grande du processus de la décision ».

L'interrogation nouvelle serait de savoir ce qu'il convient d'entendre par cette idée de « collectif ». Car on peut d'ores et déjà remarquer qu'il n'est pas, dans notre société moderne, un seul domaine où la décision soit l'œuvre exclusive d'un seul. Certaines décisions peuvent, certes, donner cette apparence, car il est vrai que, finalement, l'arbitrage est, dans son essence même, un acte individuel. Mais, et c'est là un autre débat, cette décision est-elle séparable de tout ce qui l'a précédé ?

J'entends bien les objections qui peuvent m'être faites ; s'il est vrai que la concertation doit être la règle, me direz-vous, pourquoi l'appliquez-vous si peu ? Le Schéma directeur, charte de l'aménagement régional, a été, à de multiples reprises, considéré comme une entreprise de type purement technocratique. Quoique j'estime mon éminent prédécesseur M. Paul Delouvrier plus en mesure que moi de répondre à cette critique, je pense ne pas me tromper en affirmant qu'il y a là un mauvais procès, car, en fait, le Schéma directeur a connu une phase de consultation particulièrement élargie. La pro-

cédure de révision actuellement en cours obéit aux mêmes règles : tous les conseils municipaux, tous les conseils généraux, tous les organismes régionaux sont consultés.

C'est un point qu'il me paraît très important de souligner. Et aussi ses résultats : lors de la consultation sur le Schéma directeur initial, 60 communes seulement sur les 1.305 communes consultées ont fait connaître leur avis ; pour la révision, 6 mois après le lancement de la consultation, nous avons sensiblement amélioré le score, puisque nous avons déjà plus de 350 avis des communes, soit 6 fois plus qu'en 1964-1965, mais, en définitive, à peine le quart des collectivités consultées.

Constatation qui me permet de tirer une double conclusion. Tout d'abord, que les institutions actuelles permettent, ou, du moins, devraient permettre, une large participation des populations. En second lieu, que, pour des raisons qu'il faudra nous efforcer de définir, cette participation reste cependant insuffisante.

La véritable difficulté est que ces confrontations fondées sur une application de type traditionaliste du principe représentatif ne sont plus considérées comme suffisantes.

Longtemps, vraisemblablement sous l'influence lointaine de Jean-Jacques Rousseau, les pouvoirs publics ont cru n'avoir affaire qu'à des citoyens, entendez par là ces êtres un peu abstraits guidés par la volonté générale, laquelle, comme on sait, « ne saurait errer ». C'est sur cette idée que sont bâties nos institutions et cela va bien plus loin que les institutions pour plonger au tréfonds de notre subconscient civique. Voyez, par exemple, quelles discussions ont eu lieu lorsqu'on a voulu, pour la première fois, y porter atteinte : je veux parler de l'introduction des « socio-professionnels » dans les institutions régionales !

En réalité, les pouvoirs publics voient se profiler derrière chaque citoyen ce qu'un éminent universitaire a appelé « l'homme situé ». C'est-à-dire non plus l'être abstrait et raisonnable de Rousseau, mais un individu déterminé par son milieu professionnel et social, sa culture, ses revenus, son cadre de vie, etc. Les deux notions se superposent sans se recouvrir et je ne suis pas loin de croire que, suivant qu'il réagit comme « homo politicus » ou « homo economicus », le Français n'est pas toujours cohérent avec lui-même. Je n'en prendrai pour preuve que l'article que M. Malterre, Président de la C.G.C., signait dans un grand quotidien et qu'il intitulait « Les syndicalistes sont aussi des citoyens ». N'est-il pas symptomatique qu'une telle évidence ait besoin d'être rappelée ? C'est peut-être que cela ne va pas sans dire.

Mais, pourrez-vous me dire, vous venez vous-même de mettre l'accent sur l'extrême difficulté qu'il peut y avoir à « collectiviser » une décision dès lors qu'il vous faut tenir compte de prises de position obéissant à des motivations contradictoires. C'est la quadrature du cercle, et c'est bien de là que, de tout temps, les technocrates ont tiré leur force.

Que cela soit difficile, je crois avoir quelques titres à affirmer que j'en suis conscient, difficulté ne signifie pas impossibilité. Je pense que c'est un problème qui se résout à quatre impératifs : celui de la volonté, celui des interlocuteurs, celui du langage et celui de l'information.

*La volonté.* Elle existe au niveau des pouvoirs publics, c'est un fait qui est, du reste, indépendant, à mon avis, de toute tendance doctrinale. Il faut s'en tenir aux considérations pratiques et, de ce point de vue, je dis qu'il n'est pas possible d'engager l'avenir d'une région qui représente le cinquième de la population nationale et beaucoup plus de son potentiel économique, d'orienter dans un tel sens le sort des neuf millions d'habitants d'aujourd'hui, des quatorze millions de l'an 2000, sans rechercher un certain consensus.

Je crois, pour ma part, très sincèrement que les meilleures études, que les projets les plus élaborés, ont toujours quelque chose à gagner en affrontant la discussion. Un exemple me vient à l'esprit : celui de la voie express de la rive droite à Paris ; j'ai la conviction que les critiques, même désordonnées, même contradictoires, même déraisonnables, ont quand même contribué à améliorer le projet dans des proportions notables, et je pourrais citer d'autres exemples.

Ce qui est essentiel, c'est que cette volonté des pouvoirs publics rencontre une autre volonté ; ce qui n'est, hélas, pas toujours le cas. Il est, par exemple, frappant de constater combien le problème des déplacements en région parisienne, que je tiens, pour ma part, comme le problème numéro 1, suscite peu d'initiatives. Tout se passe comme si une complicité générale existait afin de ne pas soulever des questions trop épineuses. Pourtant, il faudra, un jour, choisir et le choix, quel qu'il soit, comportera des contraintes. Alors, va-t-on laisser l'Administration choisir seule ? J'ai lancé, il y a quelques mois, un cri — que d'aucuns jugeront indigne d'un Préfet — en disant en substance : « qu'attendent les Parisiens pour réclamer que certaines rues soient exclusivement réservées aux piétons ? » J'attends encore le premier écho.

Pour que cette volonté affirmée par l'Administration ne reste pas unilatérale, il faut découvrir des interlocuteurs.

*Les interlocuteurs.* On pourrait trouver surprenante cette question, car il est bien vrai qu'à Paris tout le monde a sa petite idée sur toutes choses. La tribu des « il n'y a qu'à » est particulièrement nombreuse.

C'est bien là, en fait, que gît tout le problème. Lorsqu'une opinion s'exprime, il y a fort à parier que ce sera pour s'affirmer « contre ». Les partisans, s'il en existe, sont muets.

Il ne s'agit pas de contester la faculté de s'affirmer contre, car ce serait tout le contraire de la concertation. Il s'agit, tout d'abord, de débloquer l'inhibition de ceux qui sont favorables : on a presque honte aujourd'hui de dire publiquement qu'on est d'accord avec l'administration ou le gouvernement.

Il faut, en second lieu, obtenir que chacun fasse un effort pour s'élever au-dessus de ses propres contingences, car il n'est pas vrai que l'intérêt général soit la somme des intérêts particuliers. En voulez-vous la preuve ? Il y a quelques mois, le « Figaro » publiait une enquête d'où il ressortait que la majorité des Français estimait que l'année 1968 avait été pour eux, individuellement, plutôt favorable et, pour la France, plutôt défavorable.

Par conséquent, lorsque, comme cela m'est arrivé dans un passé qui n'est pas si lointain, l'on vient me dire : il faut sauver toutes les richesses artistiques du

#### *Parc Nautique de Viry et Grigny*

quartier des Halles, et que mes interlocuteurs estiment que, face à cette revendication, toute allusion de caractère financier a un caractère déplacé ou désobligeant, je ne peux pas conclure que tout cela n'est pas très sérieux. Vouloir méconnaître les impératifs des autres, en termes de rapports privés, cela a un nom qui est égoïsme. Je ne crois pas que l'on puisse construire quelque chose de solide sur cette base-là.

Je crois, par conséquent, que ce qu'il conviendrait d'aider, ce serait l'éclosion d'une nouvelle génération de groupes de pression qui, sans renier ce qui fait leur essence même, c'est-à-dire l'existence de certains intérêts catégoriels, sauraient exprimer une certaine ouverture aux préoccupations d'autrui, aux lieux et places d'une intransigeance totalement stérile.

Autrement dit, pour reprendre une expression récente de M. Valéry Giscard d'Estaing : assurer progressivement le passage du sujet à l'interlocuteur et de l'interlocuteur au partenaire.

*Le langage.* Je veux évoquer par là aussi bien des questions de fond que des questions de forme.

— *Quant au fond,* je pense que l'évolution doit se faire vers une plus grande responsabilité des uns et des autres. Il arrive à l'Administration de cacher certaines choses ou de privilégier les aspects favorables d'un problème donné. Mais peut-on lui en faire grief lorsqu'on sait comment lui sont parfois retournées ses meilleures intentions ? Il est sans intérêt de savoir qui a commencé le premier. Ce qui est certain, c'est qu'il y a une relation causale directe entre l'attitude des uns et des autres. Il faudra bien un jour, rompre le cercle vicieux et parler net, chasser la démagogie et les faux semblants. Alors, le vrai dialogue sera peut-être possible.

— *Quant à la forme,* je crois que là aussi l'Administration comme les interlocuteurs ont beaucoup à faire.



La première pour se débarrasser des deux conséquences pratiques d'un souci unique qui est celui d'en dire le moins possible. Je veux dire, tout d'abord, le vocabulaire pseudo-technique dont elle use de plus en plus, surtout en matière d'urbanisme ; cela produit un jargon quasiment inintelligible à la plupart des citoyens. A l'opposé, l'art de la litote et de la périphrase manié avec de tels raffinements que le propos n'est pas mieux assimilable au commun des mortels.

Quant aux interlocuteurs, je crois aussi qu'ils auraient des progrès à faire sur le plan du langage en acceptant de répudier ces slogans stéréotypés qui tiennent souvent lieu de réflexion.

*L'information.* Nous atteignons avec l'information l'une des pierres de touche du problème. Le manque d'information des Français est périodiquement dénoncé, spécialement en temps de crise, et on assiste alors à quelques initiatives d'autant plus spectaculaires qu'elles seront sans lendemain.

Car la vérité est que la France n'aime pas l'information et si l'Administration prétend, en ce domaine, à des titres de noblesse, je crois qu'il serait bon que les Français se convainquent qu'elle ne fait que leur renvoyer leur propre reflet. Je sais que mon propos risque de choquer, mais je crois qu'il faut savoir, de temps à autre, regarder les choses en face. Tout au long de ma carrière, je me suis efforcé, à la mesure de mes moyens, d'informer autour de moi. Je n'hésite pas à dire que c'est sans doute par là que j'ai gagné les plus solides inimitiés. Du reste, sans avoir à argumenter longuement, n'est-il pas symptomatique de constater la lenteur des progrès que nous pouvons faire en ce domaine. Je crois que lorsque, à un moment donné, une société humaine véhicule une certaine « demande », cela finit toujours par entraîner des conséquences. Or, je constate que dans le domaine de l'information, nous en sommes encore au paléolithique en dépit de l'extraordinaire développement des moyens d'expression. L'information venant de l'Administration est suspecte. Dans le secteur public, lorsqu'on demande des crédits dans ce but, on crie au gaspillage et à la gabegie. Je ne suis pas certain qu'il n'en soit pas de même dans le secteur privé.

Tant que nous en resterons à cette structure de comportement, tant que la volonté d'informer restera l'apanage de quelques individus suffisamment inconscients pour en accepter seuls les risques, je crois que nos progrès ne pourront être que très modestes.

Il y a donc, au préalable, un effort d'adaptation du milieu aussi bien en ce qui concerne le fait de donner l'information que celui de la recevoir. Cela constitue déjà un objectif en soi, qui situe l'ordre de grandeur de notre effort. Car il faudrait aussi évoquer le problème de la nature de l'information. Il y a, en effet, deux manières de mal informer : ne rien dire, ou trop en dire, et une seule de bien informer : celle qui consiste à replacer soigneusement dans son contexte politique, économique, psychologique, l'information brute qu'il s'agit de véhiculer.

Voilà quelles sont, à mon sens, les conditions d'une véritable participation et d'une authentique démocratie. Il est vrai que l'aménagement de la région parisienne offre un thème de choix à cette participation et il est non moins vrai que des progrès importants restent encore à faire.

L'Administration pourrait, certes, comme d'aucuns l'affirment parfois, tirer parti de ces imperfections et, en opposant les uns aux autres, n'en faire, en définitive, qu'à sa guise. Je ne crois pas qu'on puisse nier que la force qu'un partenaire tire de la faiblesse de l'autre repose nécessairement sur une base malsaine. Ce n'est pas cela que nous souhaitons.

## LA POPULATION PEUT-ELLE ETRE ASSOCIEE A LA DECISION ?

*R. Pucheu.* — Je vous remercie M. le Préfet. Durcissant quelque peu votre intervention — pour la dynamique du débat — j'en retiendrai qu'il n'y a pas participation, parce qu'il ne se manifeste pas souvent une volonté de participer. Vous êtes frappé par une certaine passivité et vous constatez avoir de la difficulté à trouver des interlocuteurs lorsqu'il s'agit en particulier de lancer des innovations, fussent-elles des innovations sur lesquelles tout le monde semble d'accord, comme de supprimer la circulation dans certaines rues. Afin de laisser aux hommes politiques leur caractère naturel de médiateur, j'ai envie de demander à M. Chombart de Lauwe s'il est d'accord sur cette analyse et de lui relancer notre question originelle : la participation est-elle souhaitable ?

*P.-H. Chombart de Lauwe.* — En tant que sociologue, je dois présenter des analyses, poser des questions, partir d'hypothèses de travail, lancer un débat sur un plan technique. Peut-être, en conclusion, essaierai-je de donner un point de vue plus personnel.

Pour répondre à la question posée sur la participation, je dois dire franchement que, dans les conditions actuelles, je n'y crois pas. Pour que la participation puisse exister, il faut créer les conditions de cette participation et j'ai été très intéressé d'entendre M. le Préfet Doublet dire, tout à l'heure, qu'il attendait l'apparition de nouveaux groupes de pression, qui prendraient une autre forme d'action. C'est dans cette voie que nous pourrions chercher.

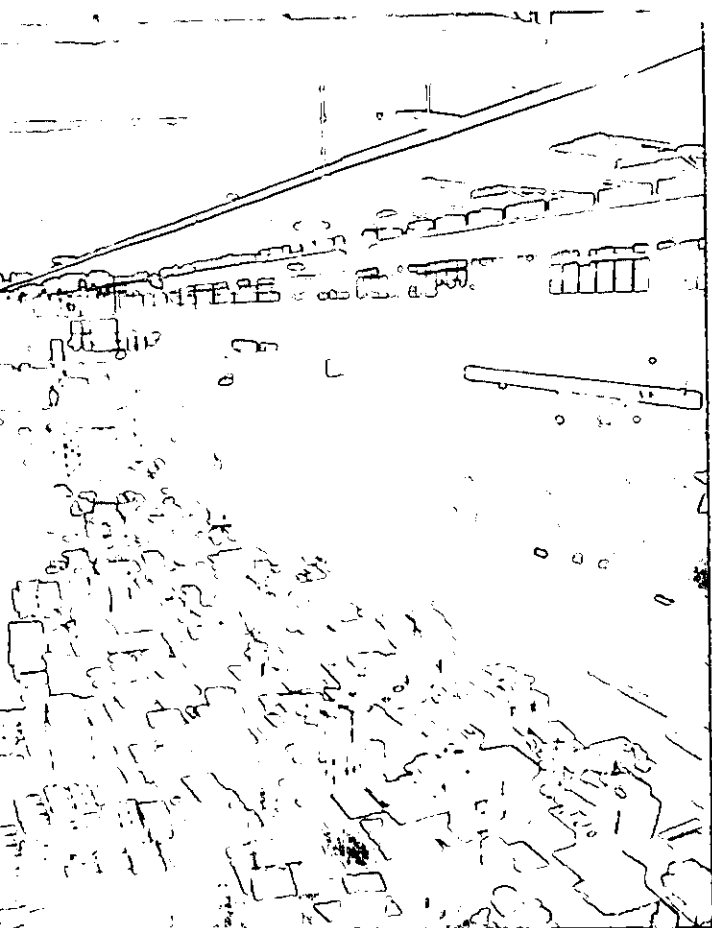
Ce n'est donc pas de la participation que je voudrais partir, mais plutôt de la décision, de la façon dont elle peut être prise, ceci me paraît être au centre de la question et nous permettra peut-être de revenir à la participation d'une autre façon.

Je voudrais insister sur les conditions dans lesquelles nous nous trouvons à Paris. Paris est l'expression d'une civilisation avec ses bons côtés et avec ses drames, le mot n'est pas trop fort. Un roman de science fiction, situé en l'an 3500, montrait des chercheurs qui se penchaient sur le passé de l'humanité et qui découvraient les vestiges des villes du XX<sup>e</sup> siècle. Ils disaient que ce qu'il y avait de plus effroyable, en dehors des guerres bien entendu, c'était de voir les gens de cette époque vivre entassés les uns sur les autres dans ces villes sans air. Paris présente-t-il ces conditions ? En fait, pour ceux qui habitent les quartiers les plus favorisés, Paris est finalement une ville très agréable. Mais dans tous les autres cas, c'est bien tous les problèmes de notre civilisation qui apparaissent, c'est-à-dire la pollution atmosphérique, les nuisances, le problème de la surpopulation des logements, celui du bruit, de l'insuffisance des espaces verts, de la tension nerveuse constante ; enfin, c'est le problème des transports qui devient de plus en plus pesant dans la vie

des hommes. Ces remarques ne visent pas à critiquer spécialement l'administration parisienne ; Los Angeles, qui est présentée comme une des villes les plus futuristes — si l'on se tourne vers l'Amérique — New York sont de magnifiques exemples de ces contradictions de nos sociétés. A quoi tout cela tient-il ?

Pour bien situer le problème des rapports entre la population et le pouvoir dans les décisions à prendre, pour l'élaboration d'un projet de Paris, il me semble qu'il faudrait insister sur un certain nombre de contradictions. Tout d'abord les contradictions économiques. Si Paris ne peut pas se développer comme il devrait, comme il pourrait se développer, c'est parce que le système économique n'est plus adapté aux besoins actuels. Qu'est-ce qui domine actuellement dans la décision d'un plan d'aménagement de Paris ? C'est finalement l'argent, le prix des terrains. Or, pour un sociologue, il est assez navrant de voir que le livre de Halbwachs qui date de 1907 avait parfaitement décrit les problèmes de la spéculation sur les prix des terrains dans le centre de Paris avec un certain nombre de conséquences... Mais nous sommes en 1970 et l'on revient toujours au livre de Halbwachs. Qui a eu réellement l'audace de prendre en charge ce problème de la spéculation ? Tant qu'il ne sera pas résolu entièrement, il n'y aura pas de plans viables. Je crois que c'est un des premiers points sur lequel je serai franc et assez brutal. Ce n'est pas seulement l'argent et la spéculation financière qui sont en cause, mais le profit.

*Les nouvelles halles de Rungis.*



Il y a une philosophie du profit qui est mise en évidence. M. Bercot, directeur de Citroën, a plaidé la cause du profit devant l'Académie des Sciences Morales et Politiques, à Paris, c'est un très bel exemple. Paris est considérée comme une ville qui doit avoir un certain rendement, qui doit être fonctionnelle, dans laquelle l'industrie doit être la plus productive, dont le plan doit être conçu en fonction du développement des affaires. Beaucoup voudraient concevoir Paris comme une ville américaine avec un centre des affaires très développé, sans penser que, du point de vue technique, il n'y a plus les mêmes raisons qu'auparavant pour que le centre des affaires soit au milieu de la capitale, étant donné que les communications, avec le développement de l'informatique, permettent actuellement de prendre des décisions sans avoir à rassembler tous les bureaux au même endroit.

Les solutions, qui nous sont présentées comme des solutions futuristes, sont en fait des solutions de « papa », et c'est cela contre quoi nous nous élevons. C'est à ce sujet que nous réagirons en temps que sociologues. On nous fait dire que nous défendons les intérêts de la population sous leurs aspects traditionnels. Mais ce sont les gens qui nous présentent ces solutions, soi-disant futuristes, qui sont en réalité retardataires. Pourquoi veut-on un centre des affaires au milieu de la ville ? Parce qu'il prend un caractère symbolique. Dans l'image que la population se fait de la ville et des dirigeants de la ville, c'est la puissance qui est au centre ; je crois que la population ne se rend pas compte exactement de ce qui se passe, et elle s'en désintéresse, car elle sent qu'elle n'est pas impliquée dans cette affaire. Ce que veut la population, ce n'est pas un centre des affaires, c'est un centre culturel. La ville va vers la culture. La ville industrielle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle était une ville dominée par l'industrie et par les affaires. Actuellement, la population a besoin d'autre chose et elle aura de plus en plus besoin d'autre chose. Ce que nous voulons, ce n'est pas une ville qui soit retardataire — nous ne voulons pas défendre le folklore, ni même les intérêts de la population d'aujourd'hui — ce qui nous intéresse, c'est de travailler sur les aspirations de la population de demain. Ce sont aux jeunes à qui nous voulons nous adresser.

Pour me résumer, cette ville de demain ne peut pas, à mon sens, être conçue dans les structures économiques d'aujourd'hui, et si nous réagissons contre certaines solutions, ce n'est pas parce qu'elles sont trop audacieuses, c'est parce qu'à notre avis elles ne le sont pas assez. Dans ces conditions, nous demandons qu'il y ait un effort d'imagination qui situe bien le problème de la décision à son vrai plan ; c'est-à-dire que la décision n'a pas à être prise seulement par des techniciens, par des hommes politiques, par des responsables des banques et du financement, qui ont finalement le rôle principal aujourd'hui, elle doit être prise par tout le monde, par tous ceux qui sont concernés.

Comment la population peut-elle réellement prendre part à cette décision ? Pour l'instant, devant une équipe de techniciens hautement qualifiés qui pense un plan, on dit que la population ne peut pas comprendre ce qui se passe ; donc elle doit accepter les plans. Le problème qui est alors posé aux sociologues n'est pas de chercher ce qui peut être fait pour la population mais il est presque toujours celui-ci : dites-nous ce que pense la population ? En réalité, il s'agit de savoir comment la décision pourra passer. On ne finance les études que si

elles apportent un certain éclairage à la décision qui est déjà prise d'avance. On veut pouvoir dire qu'il y a eu des sociologues auxquels on a fait appel. Je pourrais citer des exemples qui seraient peut-être douloureux pour certains, pas à Paris d'ailleurs... J'insiste pour qu'on comprenne bien ce problème de l'apport des sciences humaines à l'étude de la décision.

Un mot encore sur ce point. Actuellement, on charge les sciences humaines et spécialement les sociologues de tous les maux de la nation. Depuis Mai 68, ce sont les sociologues qui ont tort, ce sont eux qui ont voulu renverser la société. En fait, le drame n'est pas qu'il y ait trop de sociologues et qu'ils aient fait trop de choses. Le drame est qu'il n'y en a pas eu assez, à Paris en particulier. Ce dont nous avons souffert dans une ville comme Paris, c'est que justement les problèmes n'aient pas été suffisamment étudiés au point de vue sociologique ou qu'ils aient toujours été étudiés trop tard. Lorsqu'entre 1950 et 52 nous avons discuté sur les plans de Paris, nous avons en main toute une série d'éléments qui auraient permis de faire à ce moment-là un plan cohérent. Or les premiers éléments ont été utilisés après 1960...

#### COMMENT FAVORISER LA PARTICIPATION A LA VIE COMMUNALE ET REGIONALE ?

*R. Puchen.* — Tournons-nous maintenant vers les hommes politiques. Ils sont élus, ils tiennent le rôle de *représentants*, demandons-leur donc, non pas si la participation est souhaitable, mais est-elle possible ? Messieurs, quelle est la vérité de votre rôle en quelque sorte ? La fonction de participation que vous incarnez vous semble-t-elle une mystification totale — si vous me permettez d'être brutal — ou pensez-vous que, malgré des défauts, elle est la voie et le moyen d'une participation des habitants ?

*E. de Véricourt.* — Nous recherchons en commun ce que nous pourrions appeler la démocratie vécue. Ces mots de dialogue, de participation, sont connus depuis toujours, mais ils n'étaient pas autrefois aussi utilisés que maintenant. Autrefois, quand on disait participation, cela voulait dire : je suis démocrate. La démocratie, c'est à la fois le dialogue et la participation, il n'y a donc rien de nouveau. Le tout est de savoir qui est démocrate et qui veut être démocrate. Tout le monde ne veut pas être démocrate, il y a ainsi beaucoup de gens qui pensent : la ville doit être gérée, du moment que la gestion est bonne il n'y a pas besoin d'y mêler les idées. Malheureusement, la bonne gestion demande un ordinateur pour apprécier tous les effets et toutes les causes des mesures envisagées et on n'en a pas en sociologie. D'autre part, il est certain que si l'on veut assurer des contacts, ces contacts sont souvent difficiles, et l'on n'a pas toujours les contacts qu'il faut avec les gens qu'il faut. D'abord, qui veut participer ? Généralement, des gens qui ont une certaine formation, une certaine culture, une certaine éducation. Je vois d'ailleurs que, dans ce Paris immense, il n'y a pas tellement de gens qui veulent participer parce que ou bien cela les ennuie de participer à des choses auxquelles ils ne connaissent rien, ou bien ils préfèrent aller à la pêche et s'occuper de leurs intérêts personnels sans posséder ce sens civique qui est si peu inculqué aux Français. Donc deux problèmes de base,

le sens civique à inculquer, l'éducation à donner. A Paris, par exemple, personne ne sait comment fonctionne le Conseil de Paris ni comment fonctionne le District de Paris, après cela, allez demander à chacun de participer ! Donc, beaucoup de choses à faire à tous les échelons. A l'échelon de la famille, à l'échelon du quartier, de l'arrondissement, du Conseil de Paris, à l'échelon du District, à l'échelon des conseils du type « Conseil économique et social », à tous les niveaux. Pour tout cela, il faut pouvoir intéresser les citoyens. Ils ne sont pas intéressés par les gens nommés d'autorité, je m'en excuse, mais c'est un fait. Ils sont intéressés quand ils participent à leur nomination, à leur élection ; la raison pour laquelle les élus ont une audience, c'est qu'ils ont fait un effort pour contacter les citoyens, pour les faire participer à l'action publique ; évidemment il y a beaucoup d'abstentions dans les élections mais il y a tout de même un certain nombre de gens qui en cette circonstance tentent d'approcher les problèmes d'intérêt général.

D'autre part, il ne faudrait pas qu'entre ces périodes électorales la participation dépérisse, or c'est le cas. Pourquoi ? Parce que nous ne disposons pas des structures simples et élémentaires de participation. Or il ne faut pas attendre que soit renversée la société actuelle pour les créer ou pour mieux utiliser celles qui sont esquissées. Il existe des institutions qui peuvent être améliorées et orientées dans le sens de la participation. C'est pour cela que je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. Chombart de Lauwe. En effet, c'est un alibi de dire que les structures sont mauvaises et empêchent tout effort civique, au contraire il faut aller à contre courant et par exemple faire en sorte que nos mairies soient des mairies de participation alors que ce sont simplement des mairies de gestion. J'ai essayé au début de mon mandat de convoquer à l'Hôtel de Ville de Paris un certain nombre de ces groupes de participation dont quelques-uns sont ici représentés et j'ai abouti à un premier échec, mais je n'ai pas renoncé. Un échec parce que certains m'ont objecté que cet appel à la participation allait encourager en fait des contestations gênantes et peut-être susciter des propositions opposées aux projets en cours. Etant donné que je n'ai pas pu trouver les concours nécessaires pour mettre efficacement en œuvre cette participation

#### VILLES NOUVELLES DE LA REGION PARISIENNE

La ville nouvelle de Pontoise-Cergy est située sur l'axe rive droite de la Seine-aval, au point de rencontre de la vallée de la Seine.

La ville nouvelle d'Evry doit constituer le centre d'attraction et le chef-lieu du département de l'Essonne au début de l'axe de développement de la rive gauche de la Seine-amont.

La ville nouvelle de Trappes est concernée par le développement de l'urbanisation du plateau situé entre les vallées de Chevreuse et de la Bièvre.

La ville nouvelle de la Vallée de la Marne se trouve située sur l'axe de développement rive gauche de la vallée de la Marne.

En ce qui concerne la ville nouvelle de Tigery-Lieusaint (rive droite de l'axe de la Seine-amont), la localisation initialement prévue a été reportée sur l'agglomération de Melun, conformément au vœu du Conseil Général de Seine-et-Marne. La dénomination définitive de cette ville nouvelle sera arrêtée par une commission spécialisée.

concrète, j'ai renoncé temporairement, car j'ai bien l'intention de recommencer ma tentative, soit avec le concours d'un certain nombre de mes collègues ou des hauts fonctionnaires qui veulent sincèrement la participation, soit dans mon bureau, tout seul, face à face avec ceux qui voudront bien venir. Nos structures n'ont pas été créées pour favoriser la participation, elles n'ont pas été envisagées ni organisées dans cette perspective. Les mairies, ne serait-ce que par l'insuffisance des locaux, ne sont pas préparées à ces contacts nécessaires avec la population. Donc, à ce plan là, il y a un très gros effort pratique et concret, et psychologique aussi, à accomplir.

En ce qui concerne les problèmes plus généraux, personne ne sait comment fonctionnent nos institutions, et c'est particulièrement vrai pour la mairie de Paris qui a un statut très particulier. Elle ne ressemble à aucune autre. Récemment, nous avons eu des réunions de travail avec des sénateurs-maires de grandes villes pour faire ensemble un effort d'imagination qui pourrait amener à Paris des changements et des améliorations dans un avenir prochain. Mais il faut dire aussi bien haut que le problème des finances est un problème capital. L'argent est nécessaire, non pas seulement pour payer des logements aux plus défavorisés, mais aussi pour toutes les réformes de structures quelles qu'elles soient. Ainsi, si le pays avait voté la réforme régionale qui a été proposée en avril 1969 par référendum, on n'aurait pu la réaliser qu'en période de très grande prospérité financière, car cette réforme implique la constitution de nouvelles administrations, la création de nouveaux fonctionnaires mieux payés et mieux préparés à leur tâche, elle exige la formation d'assemblées nouvelles et l'institution de contrôles nouveaux.

Je crois utile de rappeler que pour obtenir que les textes établissant le District de la Région de Paris se traduisent dans les faits, il a fallu des années — et quelles années ! — de travail. Le Conseil d'Administration du District est une assemblée régionale utile mais limitée dans son audience, évidemment, puisqu'une partie de ses membres est nommée. Personnellement, j'ai été nommé la première fois, je ne m'en plains pas... Mais je me suis rendu compte que, pour la population, le District de Paris est un phénomène inconnu ou mal connu, car elle ne se sent pas directement concernée par lui. Le District de Paris est dans une certaine mesure connu grâce aux importants travaux et études qui n'avaient encore jamais été réalisés. Mais en plus de ce travail de fond, il est indispensable d'informer par l'éducation populaire. Les films, la télévision, les divers moyens audiovisuels doivent être utilisés pour cette éducation à la participation du citoyen. Il faudrait élaborer une pédagogie de cette participation.

## LA PARTICIPATION AU NIVEAU DE LA REGION PARISIENNE

*R. Pucheu.* — Je vous remercie, M. de Véricourt. A travers ce diagnostic, nous, les habitants, sommes encore mis en question. Le désir de participer serait-il donc mythique ? En outre, il me semble qu'est relancée la question : la participation est-elle souhaitable ? Ne contrarie-t-elle pas l'efficacité ? Voilà des interrogations des plus inquiétantes assurément. Mais continuons le tour de la table : M. le Président du Conseil du District de la Région de Paris, pour vous qui êtes le président d'une institution neuve, la participation se pose-t-elle

sous des modalités plus encourageantes ? La participation est-elle, selon vous, souhaitable et possible ? Tracer des routes, des voies de dégagement, installer des parcs de loisirs à trente ou quarante kilomètres de Paris, susciter des villes nouvelles, est-ce à travers ces actes que l'aménagement devient création ? Croyez-vous qu'une création de cette valeur doit être l'œuvre de quelques-uns ou puisse être l'œuvre de tous ?

*J.-M. Poirier.* — A vrai dire la participation est une chose que l'on conçoit facilement dans le cadre d'une commune. C'est encore une chose concevable au niveau d'une ville comme Paris, quelle que soit au demeurant l'ignorance ou l'indifférence du public vis-à-vis des institutions.

En revanche, la participation de dix millions d'habitants appartenant naguère à trois et maintenant à huit départements, répartie sur une superficie considérable, différents quant à leurs modes de vie et à leurs préoccupations, constitue un prodigieux défi à l'imagination.

Comment unir des aspirations aussi diverses que celles des ruraux attachés à leur terre et à leurs cultures qui voient venir la ville ; celles des citadins, des « bourgeois » dans l'acception première du terme ; celles enfin des banlieusards exposés à toutes les servitudes du développement urbain. Comment faire pour que s'exprime une volonté cohérente, voilà, brièvement exposé, le problème auquel nous sommes confrontés.

Quand on a créé le District de la Région Parisienne, il y a maintenant huit ans, on s'est efforcé de concilier deux idées : on a pensé qu'il fallait agir de façon efficace et en même temps que cette efficacité ne devait pas être coupée d'une certaine conscience régionale. Bien sûr, la conscience régionale, ce n'est pas tout à fait la démocratie régionale ; mais il faut quand même se rendre compte que ces thèmes divers que sont l'aménagement du territoire, l'urbanisme, le devenir de l'habitat, la réflexion de la collectivité locale sur elle-même et sur son avenir n'étaient pas jusqu'à présent matière à exercice de la participation et de la démocratie. Cette réflexion prospective, qui relève un peu de la recherche et de la sociologie, c'est un domaine tout à fait nouveau, et pourtant chacun sent et chacun sait qu'à l'époque où nous vivons, cette prospective, ce n'est pas du rêve, ce n'est pas une exigence abstraite mais une dimension de la vie quotidienne. Parce que demain, c'est aujourd'hui... Et c'est de plus en plus ce que les Parisiens de l'intérieur et ceux de la périphérie ressentent quand on leur parle, par exemple, d'urbanisme.

La participation est-elle souhaitable ? Il y a plusieurs réponses à cela. Il est bien évident que, dans l'absolu, la démocratie c'est la participation, que toute société bien organisée c'est une société où l'on participe, et les tentatives les plus fortes du monde contemporain, celles qui peuvent servir de références, comme les expériences scandinaves, témoignent de cette recherche. Donc il est bien évident que toutes les sociétés modernes tendent vers la participation. Mais il ne faut pas sous-estimer les obstacles. Et d'abord le risque de l'inefficacité. On ne peut pas faire dialoguer en permanence des millions d'habitants sans effectivement aboutir à une paralysie des circuits de décision. Une chose qu'il faut savoir, quotidiennement et concrètement, et que nous savons, nous autres élus, c'est que le rythme du travail administratif d'organisation et de planification est une chose absolument fré-

nétique et que nous sommes sans arrêt sur la brèche. Deuxièmement, la participation, ce n'est pas forcément une salle de gens intelligents qui laissent aux vestiaires leurs intérêts, leurs appétits ou leurs arrière-pensées politiques pour trouver entre eux, par un libre examen des questions, la solution la plus opportune aux problèmes du moment. En fait, la participation, on pourrait assez bien la concevoir, dans un schéma de pensée rousseauiste, comme une sorte d'état idéal, mais un idéal sans cesse menacé de subversion par la lutte des influences et des intérêts. On ne peut pas faire marcher une société, une collectivité, dans un état de perpétuel dialogue, cette constatation est une banalité, une évidence, mais extrêmement sensible au niveau d'un organisme vaste comme celui de la région parisienne.

Donc, tout le problème pour nous consiste à retrouver une certaine forme de démocratie qui puisse être déléguée, de proche en proche, de telle sorte qu'on ne perde pas l'essentiel du message démocratique originel, et qu'on n'aboutisse pas à ce que Jean-Jacques Rousseau appelait la caverne de brigands.

Il s'agit moins de dialoguer en permanence que d'avoir un système qui permette aux gens de se sentir « dans le coup ». Ce système doit partir tout à fait à la base, au niveau des secteurs de communes, et peu de gens connaissent aussi bien les problèmes de développement de l'agglomération parisienne, les problèmes d'investissements, de financements, que ces nouveaux banlieusards, ces nouveaux Parisiens qui, il faut le rappeler car c'est important, constituent, dans l'état actuel des choses, les 2/3 de ceux qu'on appelle les Parisiens. C'est peut-être là que se développe véritablement une espèce de conscience collective à la micro-échelle, si l'on peut dire, des groupements de quartier, des associations familiales, des associations de locataires. Il faut que tous ces gens, d'une manière ou d'une autre, puissent participer au destin de leur collectivité, c'est-à-dire de la collectivité d'abord municipale, ensuite départementale et ensuite régionale. Le problème, c'est de ne pas perdre le message en chemin ! Que le District soit ou ne soit pas une instance démocratique qui soit nommée ou qui soit élue — je crois au demeurant que la logique ou la finalité des choses est qu'un jour elle soit élue, peut-être au suffrage universel direct — ce n'est pas vraiment l'essentiel. L'essentiel est une certaine conscience démocratique, une certaine liaison permanente et humaine que peuvent avoir l'ensemble des membres d'une collectivité avec ceux qui sont leurs représentants, c'est-à-dire les conseils généraux et les maires de l'agglomération parisienne. C'est peut-être à ce niveau-là que s'accomplit, que devrait s'accomplir, le meilleur travail. Il ne faut pas croire que les grandes institutions, parce qu'elles se réclament des formes traditionnelles de la démocratie, suffisent à en assurer l'exercice véritable. Chacun sait combien ces formes sont susceptibles d'altération. Chacun sait dans quelle décadence peuvent entrer les fonctions et les gestions locales. On en arrive ainsi aux féodalités électorales, avec les mêmes conseils municipaux, les mêmes conseils généraux indéfiniment « renouvelés » ; on en arrive à voir des mandats quasi héréditaires... A l'heure actuelle, dans le cadre même des institutions que nous connaissons, il y a une sorte de sclérose qui constitue un très gros obstacle à cette vraie participation. Non seulement il n'y a pas de formules institutionnelles magiques mais aucune formule ne dispense d'efforts permanents de communication et de consultation, aucune n'est à l'abri de son propre vieillissement.

#### *Un quartier de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.*

A cet égard, le passage de la première consultation relative au Schéma directeur de l'aménagement de la région parisienne à celle qui vient d'avoir lieu à propos du projet de modification et le fait que six fois plus de municipalités ont envoyé leur réponse montrent à quel point la consultation et la participation commencent à exister et à se manifester réellement, alors même qu'en matière d'urbanisme concerté et de participation, il n'existait jusqu'à une date récente qu'un certain nombre de textes, fort beaux d'ailleurs, dont une fameuse ordonnance de 1959 signée par Pierre Sudreau.

Il semble que, peu à peu, les uns et les autres commencent à prendre conscience de ce qu'est l'urbanisme concerté. Au début, il a fallu que l'administration arbitre contre la participation. La méthode qui a présidé à l'élaboration du Schéma directeur première manière a été, si l'on peut dire, « pour le peuple, contre le peuple »...

Les consultations qui ont eu lieu ont été des consultations *a posteriori*, gratuites et platoniques, mais, il le fallait, dans la mesure où il était impossible de mettre d'accord en matière d'urbanisation, en matière de développement urbain, 1.305 municipalités avec des idées contradictoires, des façons de voir totalement opposées, sinon aberrantes, des pressions économiques ou politiques dans tous les sens. Exemples : un conseil général de la région parisienne a éprouvé le besoin de refaire le Schéma directeur à sa mode et a établi un schéma directeur qui, au lieu d'être, comme le nôtre, à base de quelques points forts, d'axes et de villes nouvelles, était en étoile. Et puis, on a vu un autre conseil général, dont je fais partie d'ailleurs, qui était favorable

à une forme triangulaire du Schéma, forme qui lui paraissait plus adéquate pour la région parisienne.

Comment pratiquement faire dialoguer toutes ces instances aux options très différentes, comment superposer l'étoile, le triangle, le rond, le carré et arriver à quelque chose de cohérent ? Il y a donc eu un moment où un arbitrage a été nécessaire pour atteindre à une cohérence et à une efficacité. C'est là qu'une assemblée régionale élue et souveraine aurait pu jouer un rôle. A l'époque, autour de M. Paul Delouvrier, il s'est trouvé une équipe de gens qui avaient une certaine forme de mystique du bien public — mystique non démocratique par la méthode, mais démocratique d'inspiration — et qui ont fait un certain nombre de choix fondamentaux.

Chose curieuse maintenant, lorsque nous avons consulté les huit conseils généraux de la région parisienne pour savoir s'ils étaient d'accord ou pas sur les modifications apportées au schéma directeur, pratiquement ces huit conseils généraux ont adopté non pas les modifications mais le principe même du schéma directeur tel qu'il existait préalablement et, à l'heure actuelle, ils jouent un peu le rôle de huit sénats conservateurs de l'orthodoxie, en particulier dans le contexte difficile des contestations avec le Ministre de l'Équipement. Il y a donc, tout à la fois en quelque sorte, imposé et arbitré, un document, un schéma qui est devenu la base de travail de l'ensemble d'une population, et la participation s'y est réalisée non par une contestation violente mais par une certaine forme d'accoutumance, à mesure des connaissances plus approfondies et des informations plus nombreuses et plus précises et aussi parce que les gens qui faisaient le travail, le faisaient avec confiance et foi. La démarche que je viens de décrire n'implique pas pour autant l'apologie du pouvoir personnel en matière d'urbanisme ! Je pense, au contraire, que l'on aborde en ce moment une seconde étape, et que maintenant que l'on connaît bien les affaires de base, les éléments à partir desquels on ne doit plus varier, c'est-à-dire les points fixes, il faut que l'ensemble des modifications à tous les niveaux fasse de plus en plus l'objet d'un dialogue, d'une concertation. Il faut éviter, c'est un terme qui est familier aux représentants du Conseil d'Administration du District, qu'un certain arbitraire de l'Administration ou des Ponts et Chaussées ne constitue un démenti perpétuel aux décisions prises librement, dans le cadre de l'instruction des plans de détail. De plus en plus, administration et élus locaux, administration et usagers, administration et intéressés, comités de défense, groupements de défense travaillent en collaboration. Je dois dire qu'il y a eu en matière d'urbanisme concerté dans la région parisienne durant les cinq dernières années, particulièrement dans la périphérie parisienne, un progrès considérable.

Nombreux sont les parlementaires qui, il y a quelques années, vilipendaient à la tribune de l'Assemblée nationale l'action du Délégué général au District et qui reconnaissent maintenant que son œuvre a été nécessaire, qu'à partir de cette œuvre peut s'instaurer une coopération, une participation en matière d'urbanisme. Mais vous voyez bien quelles en sont les limites.

R. Pucheu. — Je vous remercie, M. le Président. Vos réponses me paraissent nuancées. Vous inclinez à croire — je durcis votre opinion probablement, veuillez m'en excuser, un meneur de jeu n'est pas un conciliateur — que la participation est efficace quand il s'agit de gérer, en revanche l'innovation vous paraît relever de

dynamiques humaines plus subtiles et requérir le génie personnel. A ce point de notre réflexion, il me semble qu'il se dégage que la participation est souhaitable et qu'elle est possible sous conditions. Dès lors, Messieurs, permettez que l'on vous interroge : quelles sont ces conditions ?

## LES INSTRUMENTS ET LES STRUCTURES DE PARTICIPATION

M. Doublet. — Je vais répondre à M. Chombart de Lauwe. Tout à l'heure, il parlait du centre des affaires qui serait un peu trop au centre des décisions à Paris !... Je ne suis pas du tout d'accord avec lui. Le centre des affaires est peut-être le symbole de la puissance, mais je crois que cette fonction financière, commerciale, économique, est une vocation première, capitale, de la ville, le marchand soutenant l'intellectuel et le culturel, il me semble que ces éléments sont indissociables. Je suis par contre d'accord avec lui, lorsqu'il dit que nous devons savoir ce que souhaitent les jeunes, les générations qui nous suivront, et qu'il faut non pas défendre seulement l'intérêt de la population actuelle, mais aussi celui de la population de demain. Ces observations étant faites, je crois qu'il y a une participation dont on n'a pas parlé et qui est essentielle, vivante, la participation qui existe par les élus, les Maires, les Conseillers Généraux, le Conseil de Paris, le Conseil d'Administration du District. La première participation qu'il faut souhaiter c'est la participation des élus avec l'administration. Sur ce plan vous me permettez de rendre hommage à tous les présidents, à tous les élus avec lesquels j'ai travaillé depuis quatre ans que je suis à Paris.

*Les instruments institutionnels existent, qu'il s'agisse de la représentation du sol (Conseils Municipaux et Généraux) ou de celle des activités socio-économiques (Chambres de Commerce, C.C.E.S.).*

*Pourtant, les chiffres indiqués montrent qu'une majorité des collectivités consultées ont négligé de faire connaître leurs avis. Il faut ajouter que parmi celles qui ont répondu, il conviendrait de connaître les cas où il y a eu effectivement une participation de l'opinion. Combien d'élus municipaux peut-on entendre se plaindre de l'indifférence du public ; à l'inverse, il est fréquent de voir mises en cause les institutions actuelles jugées peu aptes à exprimer la participation que d'aucuns réclament.*

*Est-ce parce que cette participation est trop exigeante que les structures actuelles ne parviennent pas à l'exprimer, ou bien ces structures sont-elles véritablement inadaptées ?*

C'est, à mon sens, une question seconde. L'essentiel consiste, à mon avis, beaucoup plus à analyser les mentalités et les comportements que les structures. « Faites-nous de bons citoyens et nous aurons une bonne participation. » Telle pourrait être la devise.

*La participation peut-elle être élargie ? Question qui est la conséquence de la précédente.*

Elle peut, à mon sens, l'être tout d'abord en s'attaquant aux causes de la non participation, de la moindre participation ou de la participation conçue comme une revendication. (Cf. : la volonté, les interlocuteurs, le langage et l'information.)

Elle peut l'être aussi par la voie institutionnelle. Il est certain, à cet égard, qu'une réforme allant dans le sens de la décentralisation, c'est-à-dire vers un rapprochement entre la décision et l'administré, est un progrès certain.

Mais, en toute hypothèse, je crois qu'il faut se garder de la tentation qui consisterait à multiplier les organes de consultation. Leur superposition, car on n'en supprime jamais, crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. L'essentiel est, à mon avis, de s'attacher à une entreprise — que je juge à la fois modérée et ambitieuse — celle qui consiste à donner ou à redonner vie aux institutions existantes.

En tout cas, d'une façon plus concrète, à mon sens, actuellement, le problème de la participation à Paris et dans la région parisienne se résume en deux institutions : c'est le problème du maire élu à Paris et celui de l'Exécutif régional à l'échelon de la région parisienne.

*R. Pucheu.* — Voilà deux idées de lancées. Je voudrais vous demander : M. le Préfet, vous nous dites : « faites-nous de bons citoyens ». Mais ne pourrait-on pas rétorquer, pour faire de bons citoyens, il nous faudrait de bonnes villes parce que, lorsque les habitants rentrent chez eux à 8 heures du soir, aucune participation n'est possible. Tous les animateurs culturels vous diront que, dans la région parisienne, il est vain d'organiser le moindre débat, voire spectacle le soir. La qualité des citoyens n'est-elle pas fonction de l'urbanisme. Là n'y a-t-il pas une difficulté tout à fait essentielle à la grande agglomération ? Qu'en pensez-vous M. le Préfet ou M. Chombart de Lauwe ?

*P.H. Chombart de Lauwe.* — Il y a un point sur lequel je suis d'accord : c'est celui du rapport entre la contestation et la participation. Je crois que l'on commence là à toucher le vrai problème. Il ne s'agit pas de savoir si la population peut exprimer vraiment sa pensée mais de savoir par quel moyen la population peut s'exprimer. Or il n'y a aucune hésitation, c'est en transformant complètement les structures qu'on arrivera à créer cette communication entre la population et le pouvoir. Je crois qu'il y aura toujours un pouvoir et qu'il y aura toujours une autorité. La démocratie ne consiste pas du tout à supprimer l'autorité, elle consiste à confier l'autorité à quelqu'un qui est contrôlé d'une manière permanente par la population et remplacé lorsqu'il ne convient pas. C'est cela la véritable démocratie. Seulement, c'est très facile à dire, et beaucoup moins à réaliser. La sociologie politique nous montre qu'entre la population et le pouvoir une communication s'établit par deux canaux ; un canal ascendant et un canal descendant. Le canal descendant est parfaitement étudié. Lorsqu'une décision est prise, avec les moyens techniques dont nous disposons à l'heure actuelle, grâce à l'informatique, il suffit d'appuyer sur un bouton pour la répercuter très vite. Toutes les études entreprises vont dans le sens du développement de la communication par ce canal descendant. Mais nous n'avons actuellement à peu près rien sur la communication ascendante (1).

Par quels moyens la population exprime-t-elle sa volonté pour que la décision soit prise en réponse à ses aspirations ? Très peu de recherches ont été faites

dans ce domaine et cela tient notamment aux structures urbaines. Je voudrais donner un exemple : en 1962 j'ai proposé, bien avant les études du District, que l'on conçoive Paris non pas comme une agglomération mais comme un ensemble d'agglomérations. Une agglomération ne dépasse pas un million d'habitants. Paris comptant 8 ou 9 millions d'habitants, cela donne 8 ou 9 agglomérations.

Dans ces agglomérations il y a des villes, car une seule agglomération est déjà un ensemble de villes. Essayons de concevoir ces villes. Actuellement, nous ne savons pas ce qu'est une ville au XX<sup>e</sup> siècle ; nous ne savons pas ce qu'elle pourrait être. Si je demande à l'un d'entre vous ce que c'est que la ville, quelle définition m'en donnera-t-il ? La ville grecque, la ville industrielle, la ville du XX<sup>e</sup> siècle ? Quelle est la ville d'aujourd'hui, quelle est la ville de demain ? Donc nous dirons qu'il y a des villes dans ces agglomérations, mais lesquelles ?

A l'intérieur de ces villes, il y a des unités de vie sociale qui devraient permettre à la population, à l'échelon local, de se manifester — et là je suis très heureux d'avoir entendu M. Doublet parler tout à l'heure des mairies et de leur rôle important, de l'opportunité d'un Maire de Paris et d'un Exécutif Régional. Mais il faudrait décentraliser davantage à l'intérieur même de Paris. La ville est une unité politique. L'origine du mot est là pour le dire. Il faut qu'il y ait pour la population des possibilités, au plus petit échelon, de prendre conscience de sa volonté sur le plan politique et de l'exprimer jusqu'au sommet. Actuellement, les structures politiques ne permettent pas un bon fonctionnement de ce canal ascendant parce qu'en fait la population, comme on l'a dit tout à l'heure, veut bien participer à une élection, mais elle sait qu'elle ne peut pas contrôler réellement ceux qu'elle a élus, elle ne peut pas réellement manifester d'une manière permanente sa volonté à travers eux. C'est un problème qui n'est pas résolu (2).

Si nous étudions la structure de l'agglomération de la région parisienne et si nous remontons de la base vers le sommet pour chercher ces canaux ascendants, on verra qu'au plus petit échelon local il y a des structures à créer. Pour les jeunes, par exemple, ce n'est pas la grande Maison de la Culture que nous attendons (elle ne pourrait être que le couronnement d'une longue action), mais ce sont les toutes petites institutions locales, les petites institutions politiques au niveau de l'unité de vie sociale de base, dont la ville sera la synthèse et où pourra se jouer le jeu politique. Les élus des habitants de cette ville pourront exprimer la volonté de la population à l'échelon supérieur, celui de l'agglomération, puis à l'échelon de la région parisienne. Ce qu'il faut, c'est créer ces canaux ascendants.

L'urbanisme ne consiste pas à dire qu'il faut édifier une tour de 300 mètres vers la Porte d'Italie, en rivalité avec la tour du Maine-Montparnasse qui aura 200 m de haut. Ce serait passionnant pour la population si la population la réclamait, si elle devenait la tour de la population, « la Tour du Peuple », si l'ensemble Maine-Montparnasse, au lieu d'avoir été conçu par une petite équipe ou par un homme, avait été l'expres-

(1) Au sujet des recherches à entreprendre dans ce sens, voir notre ouvrage Pour une Sociologie des Aspirations - Paris, Denoël, 1969.

(2) Sur ces différents points, voir : Paris, essais de sociologie - Paris, Editions Ouvrières, 1965, et Des Hommes et des Villes - Nouvelle édition, Paris, Payot, 1970.



sion de la population de Paris. Or, pour l'instant, Maine-Montparnasse est un énorme pavé dans Paris. Je m'excuse d'être un peu trop brutal ; je dépasse un peu ma pensée car il y a quand même un intérêt dans cette opération. Malheureusement, elle exprime, concrétise finalement une coupure entre la population et le pouvoir au lieu d'être l'expression de la population.

*R. Pucheu.* — Je dois constater que les idées lancées sur l'organisation, les voies et les moyens d'une plus grande participation, se situent à deux niveaux. M. Doublet a parlé d'un maire de Paris élu et d'un Exécutif régional. Donc nous avons préconisé des institutions relevant de la démocratie classique. Pour sa part, M. Chombart de Lauwe est formel : des institutions de ce type ne suffisent pas, ce qu'il faut, c'est une décentralisation à l'intérieur de la Ville. Il ne faudrait plus qu'il y ait un Paris, mais huit ou neuf Paris. Cela pose des problèmes à l'intérieur des communes existantes. En entrant dans les villes nouvelles, l'urbanisme permettra-t-il cette vie de quartier ? Quels sont, Messieurs, les cheminements de la démocratie locale dans les « grands ensembles » urbains ?

*E. de Véricourt.* — Nous ne pouvons pas reconstruire Paris, il est tel qu'il est et il le restera longtemps. Mais il y a deux aspects de Paris. Il y a d'abord l'aspect historique auquel nous sommes attachés et que nous remanions, rénovons. Cela coûte et coûtera très cher, et par là nous touchons une fois de plus la question cruciale de l'argent. Par ailleurs, il y a le Paris moderne dont on vient de parler sans en faire l'éloge. Pourtant, Paris ne pourrait-il, dans certaines zones, comme par exemple le Front de Seine, être le produit de l'imagination moderne ? Je ne sais pas si les architectes ont eu le dessin heureux, mais ce nouveau quartier me paraît tout de même assez impressionnant comme nouveauté à Paris. Vous me direz que cette modernisation et cette novation se sont réalisées grâce à des promoteurs qui cherchent leur intérêt financier et que les appartements coûteux ne seront pas accessibles à la moyenne des Parisiens. C'est vrai que le nouveau Paris pose des problèmes d'esthétique, d'urbanisme, et surtout celui de la possibilité matérielle, financière, pour les Parisiens moyens d'y habiter.

Autre question : Comment, dans le cadre du Paris actuel, avec des mairies d'arrondissement peu adaptées à ces fins et dont certaines n'ont pas même une grande salle, comment peut-on trouver des possibilités réelles et pratiques de participation ? Je crois que certains maires qui bénéficient d'un meilleur équipement et qui sont dynamiques y parviennent. Ils ont pu même parfois créer ou susciter des associations parallèles aux associations officielles ; ils sont arrivés à intéresser la population à un certain nombre de problèmes locaux. C'est par le canal de ces actions diverses que la participation peut s'établir : si l'on fait, par exemple, partie d'une caisse des écoles, on se demande, un jour, qui donne l'argent, comment cette caisse fonctionne quels sont les motifs de chacun pour y participer, comment on pourrait perfectionner ce fonctionnement sans se fier uniquement à des spécialistes. Le malheur c'est que dans une grande ville comme Paris l'on se fie aux spécialistes, or il ne suffit même plus d'un spécialiste, il en faut plusieurs, un pour chaque discipline. Les nécessités du présent imposent des équipes pluridisciplinaires dans tous les domaines, que ce soit l'informatique, la voirie ou, d'une façon générale, pour toutes les techniques qui sont à la base de la vie et

du développement d'une grande ville. Vous vous plaignez des travaux dans Paris, du bruit...

*R. Pucheu.* — Je ne m'en plains pas, je souhaite que n'importe qui puisse leur conférer un sens.

*E. de Véricourt.* — Je vais vous donner, cher ami, une satisfaction de participation. Nous avons décidé, au Conseil de Paris, de déposer dans toutes les mairies d'arrondissement afin d'être consulté par la population, le plan des travaux à faire dans l'année avec le programme d'urbanisme d'ensemble.

*R. Pucheu.* — Est-ce suffisant, mon cher Président ? Ne conviendrait-il pas d'aller chercher l'habitant chez lui, de l'informer à domicile ?

*E. de Véricourt.* — Ce n'est pas suffisant, je le reconnais, mais c'est un début. Notre initiative implique évidemment que l'habitant de Paris consente à aller dans les mairies d'arrondissement consulter les documents exposés. Il n'y a pas de participation vraie sans un minimum d'effort.

*R. Pucheu.* — Plus exactement, à l'instar de M. Chombart de Lauwe, je me demande s'il n'y a pas des institutions nouvelles à inventer à un niveau plus proche que la mairie : à l'échelle du quartier. Nous ne pouvons pas éluder ce problème-là, ce me semble, ni le problème d'une pédagogie adaptée à cette sorte de participation.

*E. de Véricourt.* — Certes, notre initiative ne constitue qu'un premier pas, encore bien insuffisant et modeste, et qui demande un effort personnel. Il faut bien comprendre que pour instituer une réelle participation, la première condition est de disposer de possibilités matérielles. Les possibilités matérielles actuellement, nous ne les avons pas, et cela nuit à la naissance d'un climat général de participation. Les mairies d'arrondissement peuvent susciter la participation parce qu'elles peuvent sortir de lieux d'accueil. Mais M. le Préfet, qui a connu ces mairies de Paris, sait très bien que l'on se heurte rapidement à des limites pratiques, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas de possibilité d'affecter du personnel pour accueillir les Parisiens, parce qu'il n'y a pas de moyens audiovisuels dont on puisse facilement disposer, etc... En outre, les mairies sont gérées par la Préfecture et par le Conseil de Paris, la Préfecture concevant et exécutant, le Conseil de Paris prenant les décisions. Il y a là un phénomène particulier à Paris : Paris est enserré dans un corset, le corset des fortifications de M. Thiers (qui ont été aujourd'hui remplacées par les H.L.M.) dans lesquelles nous sommes enserrés non seulement sur le plan matériel, mais aussi au niveau des institutions. Or celles-ci sont périmées, elles datent de l'Empire et n'ont pas changé. L'erreur c'est d'avoir conservé le Paris de l'Empire dans un même état sans lui avoir annexé les communes qui se créaient aux alentours. Ainsi il arrive aujourd'hui qu'un industriel ne peut pas s'installer à Puteaux parce que ce n'est pas Paris. Mais si l'on veut faire des affaires, il faut entrer en contact avec les Parisiens : notre industriel doit déménager s'il s'est installé à la Défense et revenir à Paris. C'est un phénomène psychologique lié à une situation illogique.

Il n'existe pas à Paris d'esprit régional ; il n'y a que des Parisiens, fiers de l'être et des banlieusards fiers de se dire de la région parisienne. Il n'y a pas d'esprit de concertation régionale à Paris ; il y a le District



mais il ne réunit que des spécialistes. Ainsi nous ne ressentons pas l'esprit régional. S'il y a des gens qui l'ont cet esprit, ce sont les Auvergnats de Paris, les Normands de Paris, les Bretons de Paris, les Corses de Paris. Ils ont un esprit régional mais d'un autre ordre ; si l'on veut leur donner un esprit parisien, alors ils sont à la fois Parisiens et Auvergnats, mais le plus souvent Auvergnats d'abord.

*R. Pucheu.* — Il ne faut pas dire du mal des Auvergnats...

*E. de Véricourt.* — Au contraire, je n'en dis que du bien ! D'ailleurs, je pense tirer parti de cet esprit régional local. A partir de janvier, à l'occasion des quinzaines régionalistes, je fais le tour de tous ces gens-là qui animent Paris par leur vertu de travail et par cette vertu folklorique aussi qui nous manque. Connaissez-vous un folklore parisien ? Il n'y en a pas, sauf peut-être à Montmartre. Nous sommes donc obligés de bénéficier des apports des autres régionaux. Vous me demanderez s'ils ont l'esprit de participation ? Certainement sur le plan de leur propre région, mais très peu sur le plan parisien. Or ce que nous devons tenter, et ce qui est le plus difficile, c'est de les amener à s'intéresser aussi au Paris où ils vivent de façon permanente.

*R. Pucheu.* — Puis-je me permettre de relancer la question de l'élection du Maire de Paris, sur laquelle votre avis nous serait des plus précieux ?

*E. de Véricourt.* — C'est une question qui me préoccupe évidemment. Je me suis entretenu, ainsi que les membres du Bureau du Conseil de Paris, avec les sénateurs-maires de grandes villes et nous avons évoqué les différences entre leurs fonctions et les nôtres. Vous savez que si Lyon a un maire, si Marseille a un maire, Paris n'en a pas. Cette situation, je vous l'ai dit, est l'héritage de l'Empire d'abord, de la Commune ensuite. On se méfie du Parisien révolutionnaire, même s'il est devenu en fait aujourd'hui un des citoyens les plus conservateurs de France. Il est certain que nous sommes encadrés par des institutions qui ne sont plus adaptées au Paris moderne.

Une réforme profonde du statut du Conseil de Paris me paraît absolument nécessaire. Je pense notamment qu'il conviendrait que le Président du Conseil de Paris soit élu pour une durée de trois ans. J'irai même plus loin : je crois qu'il est nécessaire que Paris ait un maire élu et que ce maire élu dispose d'une partie des fonctions qui sont actuellement celles du Préfet. Il pourrait par exemple nommer ses fonctionnaires.

Je compte présenter des propositions en ce sens et développer ce point de vue devant l'opinion.

## LE PROBLEME DES VILLES NOUVELLES

*R. Pucheu.* — Je vous remercie M. le Président. Après cet échange, souhaitez-vous, M. le Préfet, nous préciser certains points ?

*M. Doublet.* — Je voudrais répondre à quelques questions qui ont été posées, spécialement en ce qui concerne la dimension de l'agglomération. M. Chombart de Lauwe dit qu'il faudrait faire 8 ou 9 agglomérations chacune de 1 million d'habitants ; le Dr de Véricourt a souligné qu'il était très difficile de changer quoique

ce soit à Paris et qu'on n'arrive même pas, faute de certains moyens, à rendre les mairies vivantes. Je me souviens des difficultés que les élus et moi-même nous avons eues pour essayer justement d'améliorer le sort de ceux qui travaillent dans les mairies ou pour aboutir à ce que M. de Véricourt a réussi à faire, ce sur quoi j'avais échoué : à savoir des expositions d'urbanisme dans les différentes mairies. Je crois en tous cas qu'il y aura en gros deux entités distinctes sur le plan de l'urbanisme. De plus en plus il y aura une cassure entre les dix premiers arrondissements qui représentent le centre de Paris, qui est à conserver intact, et puis les dix derniers arrondissements que l'on va restructurer et dont l'osmose se fera avec la banlieue. Le périphérique étant très « transparent » ne constituera pas une frontière, j'en suis convaincu.

Alors, maintenant, pour déborder du cadre de l'urbanisme technique et aller vers la participation, je crois qu'il convient de parler des villes nouvelles. Le type de « ville nouvelle » que l'on veut faire, c'est un peu ce que souhaite M. Chombart de Lauwe, c'est-à-dire une agglomération qui ne soit pas trop importante, mais qui soit malgré tout une ville complète aussi bien sur le plan universitaire et administratif que sur le plan de la distraction, des loisirs culturels et sportifs, de l'emploi, des équipements sociaux et de l'habitat. Il faut, en effet, une cohérence. Il est absolument indis-

*L'échangeur de la Porte de la Chapelle.*

pensable d'éviter ces migrations constantes entre Paris et les villes nouvelles. Il faut faire en sorte que chacun ait le sentiment d'appartenir à la même communauté, et c'est pour cela que nous portons tous nos efforts, avec le Président Poirier et les membres du Conseil du District, sur la structuration du centre urbain, afin que ces villes nouvelles possèdent une âme, qu'elles soient greffées sur le naturel et que, très rapidement, elles soient animées d'une vie véritable. Ainsi on aboutira aussi bien sur le plan administratif que commercial et sur le plan de l'organisation interne à une authentique et vivante restructuration. Donc je crois que par une conception humaine et humaniste de l'urbanisme, notamment dans les villes nouvelles, on peut arriver à réaliser la participation de la population. Il y a quelques réticences qui tiennent à un certain antagonisme entre Paris et sa région. Il est vrai que les Parisiens sont « anti région ». Mais il me semble qu'il y a maintenant un courant indubitable ou plus précisément un double courant de la part de la population de la région parisienne : un courant départementaliste et un courant en quelque sorte régionaliste. Et pour une fois, bien que ce soit Paris qui irradie et qui soit au centre de la proposition, peut-être y a-t-il un retour de la périphérie vers le centre en ce qui concerne la participation et le sens d'appartenir à une même communauté régionale.

Ce que je veux souligner, en tous cas, c'est que l'actuelle révision de l'aménagement de la région parisienne procède d'une vue on ne peut plus « concertataire ». Elle se résume, en fait, à la prise en compte des multiples observations auxquelles a donné lieu le schéma directeur initial, soit de la part des collectivités locales, soit de la part des administrations centrales. Nous avons enregistré des critiques, nous les avons étudiées soigneusement et, pour la plupart d'entre elles, nous les avons faites nôtres. Si bien qu'il n'est plus possible aujourd'hui de dire de ce document qu'il est l'œuvre de technocrates. Je crois au contraire que jamais un document d'urbanisme n'aura fait l'objet de tant de débats et de confrontations. Il atteint aujourd'hui le dernier stade de la procédure. Je suis convaincu qu'il en sortira auréolé d'une nouvelle légitimité, d'autant plus éclatante que la controverse aura été plus vive.

Et je crois que ce qu'il est également important de souligner, c'est que cette révision du schéma directeur régional parisien a aussi pris en compte les impératifs et les aspirations des autres régions. Les Parisiens ont accepté spontanément d'amoindrir leurs ambitions sur Mantes pour ne pas gêner le développement de la Basse-Seine et notamment l'éclosion de la ville nouvelle de Vaudreuil. Confronté au Livre blanc du Bassin parisien, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris a, d'autre part, parfaitement réussi le test de sa cohérence avec le destin des quinze départements qui l'entourent. Tout cela s'inscrit dans une évolution économique et démographique qui montre que les fruits de l'expansion se répartissent désormais de manière beaucoup plus équilibrée entre la région parisienne et les autres régions. Tout cela annonce la restauration d'un dialogue fructueux entre les uns et les autres, et c'est bien là l'essentiel !

R. Pucheu. — M. le Préfet, je vous remercie. M. le Président Poirier, souhaitez-vous verser quelques nouvelles idées dans ce débat ?

J.-M. Poirier. — Il existe à l'heure actuelle les conditions pour une démocratie nouvelle à l'échelle de la région parisienne. Mais il ne faut pas croire que des

structures suffiront à résoudre les problèmes. Rien ne peut être plus négatif dans certains cas que certaines institutions existantes ou envisagées.

Qu'il y ait ou non un maire élu à Paris, cela ne change rien, à mon avis, quant à la participation vraie et efficace.

Ce qui semble parfois un modèle de participation n'est bien au contraire qu'un simulacre en pratique.

Encore une fois, ce qui fait problème, c'est la prolifération de la démocratie à l'échelle la plus immédiate, à l'échelle de l'usager, et peut-être aussi une redistribution des responsabilités de gestion à tous les niveaux.

Alors que Paris est une capitale qui a finalement très peu conscience d'elle-même, en revanche, dans la banlieue, il y a des communes qui sont extrêmement vivantes.

L'on pourrait imaginer un transfert des compétences, ce qui fait qu'au niveau du quartier, au niveau du grand ensemble, un certain nombre d'équipements collectifs pourraient déjà être gérés directement et librement par les usagers. Ensuite de quoi, l'on peut remonter la pyramide, essayer de redonner à la mairie, à la municipalité une vie qu'elle n'a peut-être pas maintenant. Or, il y a une tendance dans toute l'agglomération parisienne, et partout en France, à ce que le mandat municipal s'exerce dans l'indifférence des habitants, en dehors de certaines périodes, en particulier vers le mois de novembre-décembre quand les habitants reçoivent leur feuille d'impôts et commencent à demander des comptes aux élus municipaux... A ce moment-là, on fait des réunions un peu partout, on s'indigne, on discute, on explique, puis l'intérêt retombe... Il me semble que pour vivifier la participation communale, il faudrait appliquer de façon plus continue certaines méthodes, par exemple, réunir plus souvent des commissions élargies, c'est-à-dire des commissions qui groupent non seulement des conseillers municipaux mais aussi les habitants, les usagers qui s'intéressent aux problèmes et que l'on associe à la décision. On

#### LE PROBLEME DES TRANSPORTS DANS LA REGION PARISIENNE

*Entre 1965 et 1969, la circulation automobile a augmenté de 25 %. Les migrations pour le travail ont augmenté de 300.000 entre 1962-68 de banlieue à banlieue, et 110.000 Paris-banlieue. Dans les gares S.N.C.F., on compte aux heures de pointe (entre 17 h et 20 h) entre 1966-69, 30.000 voyageurs de plus. Ainsi donc, le problème des transports passe par le problème de l'emploi. A l'extérieur de l'agglomération parisienne, les déplacements feroent appel de plus en plus à la voiture personnelle. Mais en ce qui concerne les liaisons banlieue-Paris, la priorité doit être donnée aux transports en commun. Un million de banlieusards entrent chaque matin dans la capitale. 30 % seulement emploient une voiture et 20 % aux heures de pointe, cela suffit pour bloquer la circulation. Si une personne sur cinq prend une voiture, il faudra construire 14 autoroutes pour entrer dans Paris et s'aggraver le problème du stationnement. A la fin du siècle, si deux personnes sur cinq prennent une voiture, il faudra disposer de 30 autoroutes et raser trois ou quatre arrondissements pour stationner... La décentralisation d'un emploi vers une future ville nouvelle permet une économie de 40.000 F d'investissements.*

Déclaration de M. Maurice Doublet  
(1-4-1970)

#### *Maquette de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis.*

peut également déléguer un nombre maximum d'activités qui n'ont pas à demeurer dans le giron de la municipalité. On peut enfin organiser de véritables conseils municipaux ouverts, ce que des municipalités de la région parisienne ont déjà fait : le conseil municipal parlerait aux uns et aux autres du budget municipal, de ce qu'est un plan d'urbanisme, etc... Ce sont là, à mon sens, d'excellentes pratiques.

Quant à la structure régionale, je pense qu'effectivement il faudrait de plus en plus qu'elle existe en tant que telle, sans en arriver jusqu'à l'Exécutif régional auquel faisait allusion M. Doublet tout à l'heure. Il y a sans doute mieux à faire qu'une assemblée de recherche dont les débats ne sont pas publics, dont les présidences sont éphémères et dont finalement les membres sont des gens qui cumulent plusieurs mandats un peu partout. On peut imaginer à l'échelon régional une sorte de Conseil de sages, élus et responsables qui, véritablement, soient les inspirateurs de la région parisienne. On arriverait ainsi à une redistribution des responsabilités qu'il me paraît souhaitable de réaliser dans les années qui viennent, et dont la régionalisation telle qu'elle avait été proposée au référendum aurait pu marquer un premier pas, une première étape.

Enfin, il n'est pas possible de s'interroger sur l'urbanisme et la démocratie sans parler des villes nouvelles. Ces villes nouvelles, c'est quelque chose de très important, car cet urbanisme est fait justement pour résister à la spontanéité, à la pression des forces politiques et financières dont parlait M. Chombart de Lauwe. Mais le principal ennemi de ces villes nouvelles, ce ne sont pas les milieux financiers, ce sont, souvent, les élus eux-mêmes. C'est ce qu'il y a de plus démocratique dans la région parisienne qui a été chroniquement et spontanément le plus opposé aux villes nouvelles. En effet, quand vous êtes le maire d'une communauté existante, quand vous savez qu'une enveloppe globale d'équipement et d'argent est destinée à toute la région

parisienne, vous voulez avoir votre part. Vous entendez partager entre vifs et non pas réserver, pour fabriquer des villes nouvelles ou des équipements nouveaux, la part des habitants à venir. La tendance des collectivités, c'est naturellement de défendre les intérêts des électeurs. D'où le débat, à l'ordre du jour, entre le présent et l'avenir, dans lequel l'administration et notamment les technocrates sont finalement toujours les avocats du futur contre les politiques qui sont souvent les défenseurs acharnés du présent. Et c'est en s'appuyant sur un certain fond de participation, sur une participation actuelle, que l'on défend le présent contre le futur. La vraie participation consisterait à faire comprendre aux gens que leur intérêt est dans le futur. Mais en l'état des choses, je ne connais aucune recette politique, aucune assemblée élue, aucun système juridique qui permettent d'assurer cette participation orientée vers le futur, en dehors de la force de conviction de certains responsables.

*P.H. Chombart de Lauwe.* — Je pense aussi qu'il est difficile de changer Paris. Mais il est moins difficile de changer les pierres que les structures sociales et voici pourquoi : lorsque l'on veut trouver des terrains pour faire des universités, pour créer les institutions nouvelles qui seraient absolument indispensables, on s'aperçoit alors que les terrains coûtent trop cher. Nous revenons au problème de la spéculation que j'ai soulevé au début. En réalité, on ne pourra jamais transformer Paris, sans des changements beaucoup plus radicaux, c'est-à-dire la municipalisation ou la nationalisation du sol. Il ne s'agit pas de simples réformes de structures ; il s'agit d'une transformation totale. Pour un sociologue, la société est un tout. Lorsqu'on change un petit élément à un endroit, il y a une répercussion sur l'ensemble. Pour changer Paris, il ne s'agit pas d'améliorer un petit peu le Conseil municipal et de saupoudrer de démocratie ceci ou cela, il s'agit d'avoir une vision d'ensemble de l'agglomération parisienne dans la société française actuelle et dans le monde du XX<sup>e</sup> siècle. Il faut absolument arriver à présenter à la population de Paris des plans auxquels réellement elle puisse s'intéresser.

Cela demande certainement un effort d'éducation, mais, attention, un effort d'auto-éducation et non pas d'éducation encore une fois venue d'en haut. J'en sais quelque chose dans l'université ; il en est de l'éducation comme de la vie politique. Ici aussi nous trouvons une prédominance des canaux ascendants. Or l'éducation devrait être une rencontre entre ceux qui viennent apporter des connaissances et ceux qui découvrent leur propre personnalité à travers les connaissances qu'on leur apporte. Sur le plan de l'éducation en matière d'urbanisme et en matière politique, il y a, là aussi, un effort d'auto-éducation de la population à faire. Et c'est la population elle-même qui, participant à cet effort, pourra réellement créer les canaux ascendants dont nous parlions tout à l'heure ; les techniciens créeront avec elles les institutions nouvelles. Or, une agglomération de 1 million d'habitants, est une agglomération dans laquelle certaines institutions sont fatalement nécessaires. L'université est à cet échelon, et — je l'avais dit bien avant 68 — si l'on pouvait reconstruire la vie locale autour des problèmes culturels, et en particulier les problèmes universitaires, un certain nombre de questions ne se poseraient plus. Si on ne le fait pas, on va vers des dangers extrêmement graves. Nous n'avons fait que commencer seulement à le voir, mais nous n'en n'avons pas fini car nous avons tendance à retomber dans les mêmes ornières.

La situation de l'Université actuellement dans l'agglomération parisienne est une situation explosive, cela n'empêche pas que l'on ne trouve pas les moyens, ni en personnel, ni en finances, pour résoudre la question. On dirait que l'on ne veut pas la résoudre. Qui ne veut pas la résoudre ? Je n'en sais rien. Mais je vous garantis qu'il est impossible de créer des structures nouvelles dans l'université et une implantation de l'université nouvelle dans la région parisienne, si on n'emploie pas des moyens beaucoup plus énergiques. Alors comment arriver aux profondes et indispensables novations ?

Ce que je dirais au niveau de l'université, je le dirai au niveau du lycée, au niveau de l'école primaire en tant que petite instance locale. (Je ne voudrais pas qu'on prenne l'intellectuel pour un rêveur, je vis avec les familles et je discute avec les maîtres d'école, dans les quartiers avec les ménagères et les hommes qui rapportent l'argent du budget et qui discutent aussi avec leurs camarades dans les associations de parents d'élèves.) La petite école correspond à la petite unité de vie sociale, le lycée correspond à la ville, l'université correspond à l'agglomération et le centre culturel de Paris au centre de Paris, aux Halles de Paris. Car on a besoin aussi d'une centre culturel. On peut reconstruire une société en partant de la base et en remontant vers le sommet, et à ce compte-là Paris pourra peut-être fonctionner. Ce serait une intéressante étude à réaliser. Il ne faut pas croire que l'on va repenser du jour au lendemain Paris et le changer d'un coup de baguette magique. Je pense que les villes nouvelles sont des terrains d'expérience. En 1957, j'ai proposé de faire des études sur les premières villes nouvelles qui commençaient à se créer ; je n'en ai jamais obtenu les moyens et nous sommes en 1969. Depuis dix ans, j'entends tous les ans — sauf depuis deux ou trois ans où j'ai renoncé à écouter — des fonctionnaires du Plan, du District de Paris, venir me trouver en me disant : « nous allons vous proposer d'étudier une ville nouvelle depuis son départ ». Il y a, bien entendu, des villes nouvelles qui sont étudiées par des sociologues, c'est vrai, mais la plupart du temps on leur demande d'intervenir lorsque le plan est déjà conçu. Or, ce qui nous intéresserait, c'est d'arriver à étudier une ville nouvelle, en partant d'une expérience au niveau de 100.000 habitants, pour essayer de repenser toutes les institutions et tirer parti de cette expérience pour une restructuration plus large de l'ensemble de l'agglomération. Ceci aurait une répercussion d'ailleurs sur toute la société française.

## INTERVENTIONS ET REPONSES

*A l'issue du débat, un certain nombre d'intervenants ont soulevé des questions plus précises concernant notamment les modalités concrètes de la participation. Certains se sont demandés si elles restaient possibles alors que s'impose la nécessité d'un plan d'urbanisme. D'autres ont proposé un recours fréquent au référendum de quartier. D'autres encore l'élection d'un maire au niveau de l'arrondissement, afin d'offrir un interlocuteur proche aux divers organismes ou associations d'aménagement. MM. Doublet, de Véricourt, Poirier et Chombart de Lauwe ont précisé et complété leurs opinions sur ces problèmes.*

*Nous présentons intégralement, ci-après, l'intervention de M. Jean Fonteneau, maire de Clamart.*

*J. Fonteneau. — Dans ce domaine de la participation, je crois utile d'apporter au débat l'expérience d'un maire de la région parisienne.*

Lorsque l'on se présente aux suffrages des électeurs, on leur propose un programme, comprenant des équipements scolaires, sportifs, sanitaires, socio-éducatifs et l'on exprime des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Lorsque l'on a obtenu la confiance de la population, on a la responsabilité d'agir conformément aux promesses faites.

Dans le programme de l'équipe municipale, j'avais indiqué la nécessité de procéder à la révision du plan d'urbanisme de la commune.

On nous dit, il faut que la population participe, certes, j'en suis d'accord. Mais s'agit-il de faire sans cesse des référendums, de constamment tout remettre en question ? Faut-il à tous instants demander aux habitants de nos communes : voulez-vous être mieux transportés ? Voulez-vous des rues plus larges ? Voulez-vous un meilleur équipement scolaire ? Voulez-vous davantage de piscines ? Voulez-vous des centres sociaux de quartier ?

Les problèmes on les a exprimés, et les solutions on les a proposées, lorsqu'on a posé sa candidature. Ou si on ne l'a pas fait, on a alors méconnu son rôle et ses responsabilités.

On ne peut pas dire qu'il est nécessaire d'être très entraîné à la psychologie des populations pour bien connaître leurs revendications, et la participation sous cette forme est un peu puéile ; nous savons bien que nos concitoyens répondront tous « oui » aux questions que j'ai énumérées.

Là où le problème se complique dans la région parisienne, c'est que, pour créer des moyens de transports, pour faire des routes, pour construire des établissements scolaires et des équipements de tout genre, il faut un schéma directeur régional, et pour les communes un plan d'urbanisme.

Ce plan d'urbanisme peut-il être une œuvre collective ? Il devrait l'être, sans doute.

Mais il est indispensable de comprendre qu'il faut affronter des techniques, qu'il faut discuter longuement avec des architectes-urbanistes, des ingénieurs des services de l'équipement, qu'il faut admettre, voire subir, des servitudes créées par la concentration en région parisienne et qui ne concernent pas seulement votre propre commune.

Dans votre fonction d'élu, vous discutez avec les Services administratifs et techniques, vous recherchez les conditions du bien commun, tout en restant soucieux de défendre votre population.

C'est lorsque vous avez franchi la phase des études, des réflexions et des propositions les moins mauvaises que vous entrez alors dans la partie la plus difficile.

Les emprises nouvelles pour de meilleures voies, les servitudes d'autoroutes, les réserves foncières pour les équipements, c'est en fait un peu du bien de chacun qui est en cause, et les participations qui naissent alors se traduisent par des demandes de repousser l'événement chez le voisin et par des contestations profondément irréalistes et malthusiennes.

Voilà une expérience qui me conduit à poser la question : Au niveau des débats sur les plans d'urbanisme, la participation que l'on souhaite, que l'on désire, pensez-vous vraiment qu'elle puisse faire naître de l'enthousiasme ?

*M. Doublet.* — Je disais au début de cette réunion qu'il fallait peut-être distinguer la participation de la co-décision. A mon sens, en outre, la participation est concevable et désirable bien plus à l'échelon de la conception qu'à l'échelon de la gestion. Je rappellerai enfin que l'on ne peut pas questionner tout le monde et faire plaisir à tout le monde quand il s'agit d'administrer ou même de concevoir car la difficulté de l'opération est bien de choisir, de décider parmi plusieurs difficultés, parmi plusieurs contradictions et de trouver ce qu'il faut faire pour le bien commun et pour ce qui est objectivement considéré comme l'intérêt général. Je dois dire qu'il est parfois périlleux de chercher à savoir ce que veulent les gens. Je vais citer deux exemples : lorsqu'on a commencé à discuter du problème des Halles, on a évoqué l'urbanisme clandestin, les choix arbitraires, des choses mystérieuses, etc. En réalité, il ne s'agissait que d'exposer des maquettes d'études sur des directions de recherches, les architectes ne présentaient que des idées générales et leurs maquettes ne prétendaient aucunement à un caractère opérationnel. Cela a suscité un mouvement de curiosité incontestable. Mais peu de gens ont compris qu'il ne s'agissait pas de choisir entre telle ou telle maquette, les maquettes élaborées étaient faites uniquement pour essayer de voir comment, par le talent, par l'orientation, par certaines conceptions de l'architecte, on arriverait peut-être à régler le problème. Cela a entraîné les réactions que vous connaissez : « ils veulent démolir Paris, ils veulent faire des buildings au milieu de Paris ». Mais ce n'était pas cela du tout. Alors la participation, oui, mais attention ! Il faut que l'on soit bien d'accord et qu'il n'y ait pas de fausses interprétations sur ce que l'on veut faire. En deuxième lieu, je citerai un autre exemple concernant notre désir de savoir ce que veulent les habitants, avant de décider d'une politique. Ainsi l'enquête que j'ai lancée il y a 6 mois sur les transports : comment les habitants de la région parisienne se déplacent, quelles sont leurs motivations, quels sont leurs souhaits ; cette enquête aux fins d'essayer de déterminer une politique globale de transports. Deux grandes agences de sondage sont donc en train de participer à cette très sérieuse enquête qui s'étale sur plusieurs mois. Je voudrais ajouter quelques mots afin qu'il n'y ait pas de malentendus avec M. Chombart de Lauwe au sujet de universités et des villes nouvelles. Les villes nouvelles ne sont pas un mirage, elles se font aussi bien du point de vue de l'acquisition foncière, qu'au point de vue de la construction de logements. En ce qui concerne la question des universités dans les villes nouvelles, elle rejoint un autre débat : on ne veut pas multiplier les universités dans la région parisienne.

*E. de Véricourt.* — Je voudrais apporter des précisions à la question concernant les maires d'arrondissement. Des projets de loi ont été déposés après la Libération pour transformer ces maires en maires de droit commun. C'est un sujet qui prête à discussion en raison de l'unité nécessaire à atteindre en matière d'équipement dans une grande ville comme Paris. Certes, il est possible de renforcer, je crois, les procédés de consultation du public à l'échelon de la mairie. Mais étant donné que toute la ville ne donne lieu qu'à un seul grand budget, que tous les grands réseaux de communication ne forment qu'un grand ensemble qui n'est pas seulement celui de la ville, mais celui de toute la région, à l'échelon des décisions se posent des problèmes techniques très spéciaux. Une vue d'ensemble est absolument indispensable.

C'est pour cette raison à laquelle s'ajoutent certes d'autres motivations politiques que l'idée de l'élection du maire d'arrondissement n'a pas été retenue. Essentiellement donc pour une raison d'unité générale. Je ne crois pas cependant qu'il s'agisse d'une réforme impensable ; c'est peut-être une réforme qui apporterait une meilleure concertation à l'échelon local.

En ce qui concerne la participation des associations qui se consacrent à ces problèmes d'urbanisme et d'équipement, des efforts sont faits en matière d'information. Ainsi il vient d'être créé un bulletin d'information de l'Institut de l'Urbanisme Parisien dont le premier numéro est consacré essentiellement au quartier du Marais. D'autres sortiront où seront traitées diverses questions de ce genre. Je pense qu'ainsi sera donnée satisfaction à tous ceux qui veulent suivre et participer à la rénovation de certains quartiers. Certes, cette rénovation pose des problèmes délicats, nous ne pouvons faire à Paris actuellement qu'elle n'entraîne aussi des victimes. Quand on décide d'aérer Paris, il faut détruire et il faut reconstruire ; mais les appartements nouveaux sont malheureusement chers, très chers.

Le « rendez-vous manqué » avec les associations et groupements, c'est moi qui l'avait proposé et recherché ; ce n'est donc pas par la faute des élus s'il a été manqué. Mais je crois maintenant que cette période est passée et que l'on a compris aujourd'hui l'utilité de l'information et de la concertation. Je me propose de renouveler ce rendez-vous.

*J.-M. Poirier.* — Il ne faut pas confondre un certain nombre de notions, et je remercie M. Fonteneau d'avoir procédé à quelques clarifications. Il ne faut pas confondre participation et dialogue avec mise en question et démocratie permanente. Il ne faut pas croire que l'on puisse tout soumettre à une assemblée de citoyens, comme on le faisait au temps des Grecs dans l'Antiquité, en leur demandant « que voulez-vous faire ? » en les consultant sur toutes les affaires, sur tous les problèmes. Je suis en désaccord avec M. P.-H. Chombart de Lauwe lorsqu'il regrette que l'on construise à Montparnasse non pas la Tour du Peuple mais la tour des technocrates et des financiers, parce que je crois que cette Tour du Peuple, c'est une illusion !

La participation n'est donc pas cette mise aux enchères des affaires de la Cité, cet appel permanent à la conscience spontanée, mais c'est un certain mode de vie qui repose en grande partie sur la responsabilité, sur la confiance, sur l'autorité et sur l'élection. La participation authentique et réaliste se fonde sur l'idée qu'il y a des mécanismes de transmission et de concertation qui peuvent ou plutôt qui ne peuvent pas ne pas vieillir, et dont toujours il faut veiller à ce qu'ils puissent remplir leur fonction, de telle sorte qu'ils soient révisés ou remplacés lorsque des besoins nouveaux apparaissent. Or, il ne fait pas de doute que le mouvement d'urbanisation accéléré dans lequel nous nous trouvons engagés ne soit, précisément, un de ces faits porteurs de besoins nouveaux.

*P.-H. Chombart de Lauwe.* — Tout au long de ce débat, on a donc beaucoup parlé de participation. J'avoue que finalement je comprends de moins en moins ce que c'est que la participation... J'ai l'impression que c'est la tarte à la crème, je crois qu'il faut partir en conséquence sur d'autres bases. Je comprends la participation quand on crée des conditions pour qu'elle soit vraiment possible et non pas simulée, alors

la participation se fonde sur la prise en considération des aspirations de la population ; je pense à la prise de conscience de ces aspirations par la population elle-même, à la traduction de ces aspirations en revendications, à l'expression de ces revendications dans la manifestation de la volonté populaire. Là je commence à comprendre, et il y a un dialogue qui s'instaure ; mais je ne pense pas que la participation puisse consister à dire à la population : nous avons pris telle décision, et d'essayer de la faire participer à la décision qu'on a prise pour elle. Je ne suis pas du tout d'accord sur certains points de vue exprimés, je crois que nous vivons dans une société où quelques personnes ont l'impression qu'en fonction de leurs responsabilités financières, de leurs responsabilités techniques, de leurs responsabilités politiques, elles sont les seules capables de saisir les problèmes. Or, j'ai eu l'occasion, à propos des Maisons de la culture, de discuter avec les plus hautes instances de la société française en matière de vie culturelle, et de constater que l'on disait beaucoup d'erreurs. D'un autre côté, dans des discussions avec des représentants de la population qui ne possédaient pas ce que l'on appelle actuellement la culture, j'entendais souvent dire des choses très sensées. Seulement le tout c'est de savoir les collecter. Ce rôle des sciences humaines actuellement ne consiste pas seulement à aller demander à la population ce qu'elle pense, mais de réaliser et de mettre à la disposition de la population toute une série d'études qui sont à la fois d'ordre statistique, d'ordre historique, d'ordre psychologique, il y a tout un ensemble de travaux et d'analyses approfondis que la population devrait connaître. On a parlé du rôle du sociologue ; le sociologue n'a pas pour rôle d'aller poser quelques questions pour donner ensuite des conseils et des solutions péremptives. Le sociologue cherche à comprendre la population, à essayer de l'aider à prendre conscience de ses propres aspirations et de les exprimer. Il devrait contribuer à permettre une meilleure expression des volontés de la population et à créer les canaux ascendants dont nous avons parlé. Il y aurait alors effectivement quelque chose à faire pour construire des villes nouvelles et prendre des

décisions d'urbanisme dans le cadre d'une politique démocratique de participation.

*E. de Véricourt.* — Il est bien évident que, pour des raisons d'efficacité, de cohérence, de bonne gestion, les décisions prises et les choix faits démocratiquement, les projets adoptés et dont l'exécution est en cours ne sauraient être sans cesse remis en question. Il est évident aussi que la ville appartient à ses habitants et que ceux-ci par l'intermédiaire de leurs élus, par des groupements ou des associations qualifiés doivent pouvoir faire connaître leurs sentiments et leurs aspirations en ce qui concerne l'habitat, l'urbanisme, l'esthétique de la ville qui constitue leur milieu de vie. La presse peut, si elle veut bien éviter la polémique, jouer un rôle constructif dans les échanges de points de vue entre le public, les élus, les sociologues, les techniciens, l'Administration.

*R. Pucheu.* — Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, vous voudrez bien me pardonner de ne pas conclure ce débat. Tant de questions ont été posées, tant d'idées échangées que je ne saurais le résumer. Il m'a parfois semblé au cours de cette soirée entendre le spectre de Paul Valéry nous murmurer à nouveau : « *Penser Paris?*... Je me perds dans les voies de ce propos... Voici me naître et me décourager cet absurde désir : penser Paris. » Et pourtant, il m'a paru — et Messieurs votre compétence en est cause et soyez-en remerciés — que Paris n'était plus *impensable* pour quelques-uns. Il reste à faire qu'il ne soit plus impensable pour aucun de ses habitants. C'est le *défi de l'avenir*. Ce pourrait être la *fonction de Paris*, demain, que de montrer que dans une agglomération de dix millions d'hommes il est possible d'être des habitants à part entière. Vous nous avez indiqué quelques voies. Il reste beaucoup à inventer, n'est-ce pas ? La démocratie locale, comme les autres, concédez-le moi, reste à inventer. Cependant la fortune sourit aux audacieux, n'est-il pas vrai ?

Documentation : *Sept ans de vie de la région parisienne et de son District, 1962-1969* — in « *Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région parisienne* ». « *Le plus grand Paris* » par Jean Vaujour (P.U.F.).

## LA PRESSE ET L'AMENAGEMENT DE PARIS

*Affaire de la Tour de la Faculté des Sciences près de l'île Saint-Louis et de l'île de la Cité, affaire de la voie nouvelle coupant la rue Mouffetard : on en arrive à un urbanisme du fait accompli désastreux pour le centre du vieux Paris, baptisé pourtant, à juste titre, « quadrilatère sacré ».*

*Dans le même temps, la rénovation nécessaire des arrondissements et quartiers périphériques sans intérêt architectural ou historique piétine dans des opérations qui n'atteignent pas l'ampleur nécessaire.*

*D'un côté, un gigantisme déplacé ; de l'autre, une reconstruction étriquée : deux aspects d'une politique qui compromet à la fois les valeurs du passé et celles de l'avenir.*

Pierre TREY (Le Monde - 29-4-1970).

*Le square d'Anvers est transformé en un chantier où jaunissent quelques pousses ; le square Boucicaut est devenu un petit désert de sable planté de plumeaux. Les palissades ont barré le square Henri-Bergson pendant trois ans et la perspective de l'Ecole Militaire est*

*défigurée par une banderole... Les Parisiens se demandent s'il leur faut choisir entre les parcs à voitures et les parcs à promenades, si les espaces verts doivent être systématiquement sacrifiés aux parkings ?*

*Si plusieurs parkings sont prévus sous les avenues, le square Montholon est dominé, depuis un an, par une immense grue, le paysage de Saint-Germain-l'Auxerrois est ravagé.*

Jacques JAUBERT (Le Figaro Littéraire - 20-4-1970).

*Non seulement les proportions du paysage parisien vont se trouver totalement déséquilibrées, mais encore le ciel parisien va être barré par des signaux verticaux qui arrêteront le regard, alors que rien n'est plus joli, vu par exemple de Montmartre, que le mouvement des toits de Paris... Car il ne s'agit pas d'une Tour mais d'un ensemble de Tours. Maine-Montparnasse sera l'un des maillons d'une chaîne de Tours à l'image de celle, hideuse, qu'on achève à la Faculté des Sciences ou de celle qu'on va bâtir avenue Kennedy...*

Bernadette GODET (Combat - 30-4-1970).

# Comment décentraliser ?

par Pierre Avril

**L**A NATION française est mécontente de son Etat », observait l'auteur collectif (1) de *Pour nationaliser l'Etat*. Elle supportait naguère avec une fierté bougonne l'Administration que l'Europe, disait-on, nous enviait, mais ces temps sont bien révolus : c'est que, plus que les autres, cet Etat s'est révélé enclin « à faire, plutôt qu'à faire faire, dès lors qu'il ne peut plus laisser faire. » Bref, il se révèle à la fois « boulimique et indécis, obèse et faible ».

L'intuition qu'une révision déchirante devenait inévitable a sans doute été stimulée par la gestion gaulliste de la décennie écoulée, qui a poussé jusqu'à la caricature certaines tendances de notre système, alors que des désordres politiques ne justifiaient plus la persistance d'une tutelle aussi envahissante. Si une confirmation était nécessaire, elle a été apportée en mai 68 ; et depuis cette date un certain nombre de thèmes proposés dans *Pour nationaliser l'Etat* ont fait leur chemin. L'idée d'une meilleure délimitation des interventions de la puissance publique, tendant précisément à « faire faire » plutôt qu'à faire soi-même, se manifeste, par exemple, dans l'autonomie assignée aux directions des entreprises nationales en ce qui concerne leurs rapports avec le personnel. C'est l'aspect « concertation » de la démarche. On la retrouve aussi, mais cette fois colorée de néo-libéralisme, dans les initiatives du ministre de l'Equipement. C'est dire qu'elle correspond à un besoin très largement ressenti, que chacun traduit selon sa propre philosophie.

---

(1) *Pour nationaliser l'Etat — Le Seuil 1968*, par C. Alphandery, Y. Bernard, F. Bloch-Lainé, O. Chevrillon, P. Cornières, M. Crozier, A. Danzin, D. Dautresme, J. Delors, P. Flamand, F. Grevisse, S. Nora, M. Pomey, J. Ripert, M. Rousselot, J. Saint-Geours, J.F. Théry, Y. Ullmo et Ph. Vlannay.

De tous les domaines où une telle réévaluation apparaissait nécessaire, il n'en est sans doute pas où elle soit plus urgente qu'en ce qui concerne la décentralisation territoriale. *Pour nationaliser l'Etat* lui consacrait un chapitre dont les propositions se retrouvèrent développées dans un livre du Club Jean Moulin (*Les citoyens au pouvoir*). Puis vint le projet référendaire : le scrutin du 27 avril 1969 a heureusement enterré le monstre de M. Jeanneney, mais le problème demeure posé.

Parmi les pièces versées à ce dossier complexe et explosif, la dernière en date est l'ouvrage de Jean-François Gravier : *La question régionale* (2). L'auteur est un précurseur, sinon le précurseur, de la prise de conscience régionale, et sa contribution est d'autant plus précieuse qu'elle est plus attentive aux réalités humaines et géographiques de l'aménagement du territoire. La discussion a en effet tendance à se partager entre les techniciens (fonctionnaires et économistes) et les utopistes : la lecture de J.F. Gravier ajoute une dimension concrète aux épures des premiers tout en apaisant l'effervescence des seconds. Cela situe les forces et, sinon les faiblesses, du moins les points de sa démonstration qui appellent l'examen.

En ce qui concerne la contribution originale de l'ouvrage, on retiendra surtout l'analyse géographique, fine et compréhensive, et la critique des projections un peu « technocratiques » des schémas directeurs : le contre-projet que l'auteur esquisse à propos du « Livre blanc » de l'O.R.E.A.M. de Marseille, en est un exemple particulièrement suggestif. Il est, de surcroît, exposé dans une langue limpide qui contraste heureusement avec le jargon ésotérique qui paraît être de rigueur dans ce domaine.

---

(2) Flammarion 1970.

Au terme de l'analyse des « bases géographiques » d'un aménagement plus satisfaisant, J.F. Gravier préconise :

— un regroupement communal dans le cadre des cantons, dont une refonte globale serait nécessaire dans les campagnes sous-peuplées ;

— le maintien des sous-préfectures conjugué avec un ajustement du découpage des arrondissements dont le nombre serait porté de 322 à environ 350 ;

— le maintien, également, des départements sous réserve de quelques fusions et corrections ;

— quant aux régions, la formule suggérée est intermédiaire entre la thèse des « grandes régions » (en faveur de laquelle penchent notamment les auteurs de *Pour nationaliser l'Etat*) et le statu quo : au total, une réduction des vingt et une régions à une quinzaine (au lieu des huit à douze préconisées par le Club Jean Moulin).

Ce cadre, une fois défini, l'examen des propositions de J.F. Gravier peut s'articuler autour de deux aspects : administratif et politique.

1. — Du point de vue administratif, tout d'abord, il n'est guère douteux que les circonscriptions qu'il définit sont géographiquement et humainement fondées sur des bases solides. Mais l'organigramme qui s'en dégage n'est-il pas trop lourd ? D'autant que le dernier échelon, celui des cantons, est à deux niveaux car les communes de plus de 50 habitants subsistent. Une bonne structure territoriale est nécessairement simple et ne doit pas comporter plus de deux échelons principaux entre le pouvoir central et les citoyens, sinon les responsabilités et les compétences s'enchevêtrent inextricablement.

Dès lors que l'on prend partie pour une région moyenne, on ne peut esquiver le problème posé par la survie du département. L'auteur dissipe au sujet de ce dernier la légende de son caractère artificiel, déjà démontrée par Maurice Bourjol (3), mais la vitalité de cette circonscription enracinée dans nos structures administratives et politiques n'est-elle pas un obstacle absolu à l'établissement de régions dotées d'une existence réelle ?

Dans la conception de J.F. Gravier, la région devrait être une sorte de fédération de départements. L'idée d'un Conseil régional peu nombreux (de 13 à 15 membres) est intéressante, mais on peut craindre que ceux-ci, délégués des conseils généraux, n'apparaissent bien légers entre le préfet de région, sorte d'intendant dans la tradition de Turgot, et les assemblées départementales dont ils seraient les mandataires. En outre, le partage des compétences entre les deux circonscriptions superposées apparaissait déjà un casse-tête chinois dans le projet Jeanneney : il ne semble pas que l'esquisse proposée ici lève cette objection.

A partir du moment où l'on retient comme souhaitable la constitution de régions moyennes, il n'est guère douteux que ce choix implique une redistribution générale des tâches et la ventilation des compétences

entre le nouvel échelon et l'échelon inférieur. Le département est trop étendu et trop proche de la région pour n'être pas le rival de la nouvelle circonscription et un rival qui bénéficie d'un enracinement administratif particulièrement coriace...

On objectera qu'un échelon intermédiaire entre la région et les communes (même regroupées) est indispensable. Mais il serait préférable de le choisir alors sensiblement plus proche des collectivités primaires et de constituer, dans ce cadre, une fédération de communes, à la fois urbaine et rurale, par conséquent plus étendue que le canton. C'est ce que l'expérience des « Kreise » allemands nous avait suggéré au profit de l'arrondissement (4).

2. — La seconde observation vise l'aspect politique du schéma préconisé par J.F. Gravier. Il ne remet pas en cause le système d'autorité traditionnelle, il le consolide plutôt en maintenant inchangé le complexe politico-administratif départemental que prolonge l'exécutif régional confié à un représentant du pouvoir central.

Dans un ouvrage paru fin 1968 (5), M. René Mayer, qui dirige le service de l'équipement de la région Provence-Côte d'Azur, avait montré comment l'expérience de déconcentration inaugurée en 1964 avait abouti au renforcement de la centralisation et de la tutelle. La raison en est que les préfets de région « ont conservé le comportement départemental de tuteurs ». Certes, ajoute-t-il, leur tutelle est plus proche, mieux informée, plus cohérente que celle des administrations centrales... Mais elle reste une tutelle, c'est-à-dire un instrument d'assujettissement au pouvoir central d'une province qui aspire à être « décolonisée ».

Une révision du rôle de la puissance publique implique nécessairement une redistribution de l'autorité, symétrique de celle que l'on envisage en ce qui concerne les attributions des collectivités territoriales. Il faut en d'autres termes, élargir d'abord la trame du réseau de contrôle qui incite constamment les représentants du pouvoir central à se substituer aux collectivités locales (comme le montre *Pour nationaliser l'Etat*, notamment page 164). De cette trame, le département est évidemment le nœud le plus résistant. Il faut ensuite déplacer latéralement l'intervention de ces représentants, qui ne peuvent continuer à être les exécutifs des collectivités sans vider de son contenu toute tentative d'animation et de promotion. Ils doivent être « à côté » des autorités locales, et non comme ils le sont aujourd'hui, à leur tête.

On n'a peut-être pas suffisamment exploré la question de ce partage d'autorité, tant nous continuons d'être obsédés par le principe de Roederer : « Administrer doit être le fait d'un seul homme... » Les expériences de nos voisins montrent pourtant que s'il est un domaine où la collégialité a un sens, c'est bien celui de la vie locale.

Pierre AVRIL ■

(4) *Régions et démocratie locale*, France-Forum, décembre 1968.

(5) *Féodalités ou Démocratie ?* Arthaud 1968.

(3) *Les Institutions régionales de 1789 à nos jours*, Berger-Levrault 1969.



# Axelos et le nihilisme contemporain

par Pierre Fougeyrollas

**P**ERSONNE n'a pris plus au sérieux que Kostas Axelos ce que l'on appelle la mort de la philosophie après Hegel. De cette mort quelle pensée doit naître ou renaître? Pour poser cette question, il fallait interroger la pensée avant Platon et la pensée après Hegel. Sous le signe du « déploiement de l'errance », Axelos a conduit exemplairement cette démarche en questionnant, en quelque manière, Héraclite et Marx et en annonçant la pensée planétaire en gestion aujourd'hui (1).

Mais, pour exemplaire qu'il ait été, ce cheminement s'offrait à nous, jusqu'en 1964, surtout comme un approfondissement de la négativité, voire du nihilisme contemporain. L'au-delà de ce nihilisme était appelé et invoqué plutôt que révélé.

En publiant, au printemps dernier, ce maître-livre, cette œuvre, au sens le plus fort du terme, qu'il a intitulé *Le jeu du monde*, Kostas Axelos, a franchi le Rubicon de la pensée contemporaine (2).

Certes, la dette intellectuelle contractée par Axelos vis-à-vis de Nietzsche, de Heidegger et, dans une moindre mesure, vis-à-vis de Freud, reste immense. Mais son dernier ouvrage est bien autre chose qu'un livre de disciple. Tout se passe en effet comme si la marche héroïque entreprise par Nietzsche et diversement reprise par Freud, dans les *Essais de psychanalyse*, et par Heidegger, dans les *Holzwege*, accomplissait, pour notre compte, de nouveaux et décisifs progrès dans le *Jeu du monde*.

Nous n'attendons pas que la réflexion institutionnelle et la critique officielle se soient efforcées de « récupérer » cette œuvre, pour en dire le caractère absolument novateur et l'importance capitale.

Du « déploiement de l'errance » au « jeu du monde » une succession d'études permet de mieux comprendre le franchissement du Rubicon dont nous venons de parler (3). Car, c'est en abordant d'une manière

délibérément inactuelle les questions les plus actuelles qu'Axelos a élaboré ce « *Jeu du monde* », qui nous plonge et nous arrache à la fois au nihilisme inhérent au crépuscule de l'Occident.

## RIGUEUR DE LA PENSÉE ET PENSÉE DE LA RIGUEUR

Comment penser et comment s'exprimer après la fin de cette discipline qui s'est déployée, selon ses critères propres, de Platon à Hegel sous le nom de philosophie (philosophie grecque ancienne, latinisation médiévale et classique de l'hellénisme et du judéo-christianisme, enfin philosophie moderne germanique)? Une solution consiste à faire comme si la philosophie n'était pas morte ou pas tout à fait morte; c'est celle qui a cours dans les Universités et qui tourne aux nouvelles scolastiques et aux études de l'histoire de la philosophie. L'autre solution, celle d'Axelos, consiste à penser la philosophie en rigueur, à la suite de Heidegger et à rechercher ce qui se dit à travers les dits des grands philosophes afin d'élaborer les critères de rigueur d'une pensée nouvelle (mais aussi ancienne), c'est-à-dire *post-philosophique* et d'ampleur planétaire.

*Le jeu du monde* s'exprime selon des aphorismes, des analyses, des synthèses, parfois même des dissertations dont le trait commun est la non-gratuité, la nécessité interne, bref, la rigueur au sens de Husserl.

Selon Axelos, les hommes ont été manipulés, tout en cherchant à les manipuler, par diverses *grandes puissances*: la magie, les mythes et la religion, la poésie et l'art, la politique, la philosophie, l'activité technoscientifique. Mais ces grandes puissances sont le produit, l'expression ou les figures combinées des *forces élémentaires* à l'œuvre dans les diverses totalités socio-culturelles: le langage et la pensée, le travail et la lutte, l'amour et la mort, enfin le jeu (4).

Ramener le déploiement des forces élémentaires à la dialectique du langage et de la pensée conduirait à demeurer dans le cadre d'un certain heideggerisme, le réduire à la dialectique du travail et de la lutte nous confinerait dans un certain marxisme, enfin s'en tenir

(1) Cf. aux éditions de Minuit: Marx, penseur de la technique, 1961. Héraclite et la philosophie, 1962. Vers la pensée planétaire, 1964.

(2) K. Axelos. *Le jeu du monde*. Collection Arguments, éditions de Minuit, Paris, 1969, 449 p.

(3) Cf. K. Axelos. Arguments d'une recherche. Éditions de Minuit, 1969, 209 p.

(4) Cf. *Le jeu du monde*. Ouverture. Les grandes puissances et les forces élémentaires du monde, pp. 13-100.

à l'antagonisme et à la complémentarité de l'amour et de la mort nous maintiendrait dans les limites d'un certain freudisme. C'est ce dont se satisfont les épigones de l'académisme contemporain.

Pour échapper à cette stérilisation intellectuelle, Axelos a recours au jeu comme force élémentaire immanente à toutes les autres. Car le langage et la pensée, le travail et la lutte, l'amour et la mort sont jeu et ne se déploient que ludiquement. De l'*homo faber* à l'*homo sapiens*, le travail du négatif a conduit à l'irré-médiable nihilisme dont Nietzsche fut l'annonciateur et le martyr. Ce qui vient à nous, vers nous et de nous, selon Axelos, c'est l'*homo ludens*, l'homme comme jeu et le jeu comme homme.

Le problème de la pensée post-philosophique et planétaire, c'est de penser le gratuit non gratuitement, c'est d'élaborer les critères de rigueur permettant de penser le jeu en jouant la pensée. Par là, l'ouvrage dont nous parlons, amorce la réconciliation nouvelle du penser (*denken*) et du poétiser (*dichten*) et englobe les termes de la problématique esquissée par la philosophie quand elle traitait du même et de l'autre, du discursif et de l'intuitif, enfin du rationnel et de l'irrationnel.

## LE CREPUSCULE DES IDEES ET LE JEU DU MONDE

Préparé et médité de longue main, l'ouvrage d'Axelos n'en apparaît pas moins *aujourd'hui* comme une étonnante réponse (globale, distante et percutante) aux brûlantes questions posées par la révolte de mai 1968, en tant que point culminant (provisoire) de la contestation juvénile mondiale.

Même en ressuscitant saisonnièrement les idéologies noires et rouges de l'anarchisme, la contestation de mai 1968 a exprimé un désarroi et un refus originaux face à une société encore bourgeoise et déjà technicienne qui se révèle incapable de produire ou de libérer le nouveau vouloir-vivre caché au cœur des hommes de notre temps. D'où le nihilisme planétaire, latent au moment des barricades et maintenant manifeste, envahissant et submergeant.

Axelos le dit sans ambage : « *Qu'est-ce qui est plus fort que le nihilisme ? Le jeu du monde* » (5). Pas de moralisme, pas de prédication dans cette déclaration-là. Mais, au contraire, l'assurance joyeuse, faite d'angoisses surmontées, l'assurance à la Zarathoustra en vertu de laquelle la vie vaudra, plus encore demain qu'hier, d'être vécue, jouée et, en outre, pensée.

Finalement, la philosophie européenne est morte pour s'être enfermée dans le microcosme de la subjectivité et de ses expressions intellectuelles : criticisme, positivisme, relativisme, structuralisme. Brutalement, Axelos nous tourne vers le monde sans arrière-monde, vers l'histoire mondiale, vers le jeu de la poésie et de l'art, vers « Dieu-problème », comme il dit. Par-là sa pensée se fait post-nietzschéenne et anti-philosophique : « *ouvrez-vous au monde, il s'ouvrira à vous* » (6).

Encore que notre auteur ne parle presque pas des idéologies, c'est aussi d'elles qu'il s'agit ici. Ces idéologies mortes, après être devenues le contraire de ce qu'elles prétendaient être, empoisonnent encore l'atmosphère mondiale de leur puanteur cadavérique.

Et la philosophie universitaire et la politique institutionnalisée ne s'en libèrent pas. Aussi bien le nihilisme peut bien triompher de ces cadavres parce qu'il est la mort ou, du moins, la conscience de la mort. Mais, précisément, la tâche actuelle de la pensée post-philosophique et post-politique, c'est d'aller au-delà.

« *Jour après jour, heure après heure, les hommes de chaque génération — individuellement et historico-mondialement — doivent faire et refaire, reproduire et produire l'histoire de l'homme et du monde, sous peine qu'un certain jeu — ou le jeu lui-même ? — cesse* » (7).

Après le jugement dernier, le « grand soir », à son tour, sombre dans le crépuscule des idées.

La rigueur d'Axelos procède de son refus de la théorisation à vide et de la dispersion dans les multiples pratiques utilitaires et récupératrices de notre temps. Cette rigueur est une tension vers l'unité de la pensée et de l'action encore qu'il faille imaginer cette unité bien autrement qu'on ne l'a fait jusqu'à maintenant. Une sorte d'héroïsme vital se dégage des pages que nous évoquons : « *le jeu du monde est la fascination suprême* » (8).

## VERS LA PENSEE PLANETAIRE

Heureux mixte du dionysiaque et de l'apollinien, le dernier livre de Kostas Axelos fera date.

Tandis que ce que l'on appelle encore philosophie, se replie sur les exégèses historiques, les commentaires scolastiques ou les herméneutiques sans lendemain, la pensée planétaire fait ses premiers pas dans *Le jeu du monde*. Après la faillite des idéologies et des morales conjointes, elle vient, à son heure, en nous offrant de discerner, grâce à elle, à la fois le retour de l'archaïque et le surgissement du radicalement neuf.

Dans la Sorbonne occupée par les étudiants, Axelos, proche et distant, présent et lointain, déclarait, le 29 mai 1968 : « *La mise en question théorique et pratique — autrement plus radicale — s'impose à nous. Nous avons par conséquent — et avec un bon nombre d'inconséquences — à vivre et à penser notre vie et notre pensée — privées et publiques — dans le retrait de tout modèle ou schéma indiquant une radicale altérité. C'est-à-dire : vivre sans raison de vivre, ni individuelle ni sociale, vivre et penser vie et pensée comme jeu et non pas comme sens. En nous révoltant et en acceptant* » (9).

La fête est terminée, le nihilisme continue et, avec Axelos, la pensée post-philosophique et planétaire commence.

Pierre FOUGEYROLLAS ■

(7) Ibidem, p. 439.

(8) Ibidem, p. 442.

(9) Arguments d'une recherche, p. 144.

(5) In *Le jeu du monde*, p. 417.

(6) *Le jeu du monde*, p. 293.

*Le livre de Kostas Axelos « Le jeu du monde » a le grand intérêt d'être représentatif d'une tendance très significative de la philosophie contemporaine. Aussi convenait-il, pour que rien ne lui soit retranché de sa force et de sa portée, qu'il soit présenté et analysé par un ami et un familier de cette sorte de pensée, Pierre Fougeyrollas.*

*Une pensée comme celle de Kostas Axelos, parce qu'elle touche de manière aussi aiguë qu'insolite aux questions fondamentales ne peut pas ne pas appeler discussion, contestation et débat. Aussi à la Semaine des Intellectuels Catholiques, dans la dernière séance sur le thème Vérité et Liberté à laquelle Kostas Axelos apporta une contribution remarquable, ses positions furent discutées autour d'une table ronde qui réunissait : Claude Bruaire, Jean Ladrière, Philippe Roqueplo, Kostas Axelos et Etienne Borne, président de cette séance.*

*Nous donnons, ci-dessous, un fragment du dialogue qui s'établit vers la fin du débat entre Kostas Axelos et Etienne Borne :*

*Kostas Axelos. — Science et vie font partie d'un même univers, entendu comme une combinatoire dont il y aurait une fois lecture en termes d'objectivité et une seconde fois lecture en termes de subjectivité. La première explication est donc plus arrêtée et arrêtante, la deuxième interprétation est donc plus aléatoire et ouvrante.*

*Etienne Borne. — Vous avez prononcé, M. Axelos, un mot redoutable, j'entends pour vous le mot de « subjectivité ». Car dans l'univers que vous nous décrivez et qui n'est finalement qu'une architecture complexe de formes entrecroisées, on se demande ce que pourrait apporter la perspective du sujet, sinon rien ou un bouleversement total. Si tout ce qui est n'est que le résultat de combinaisons déchiffrables scientifiquement, pourquoi le sujet échapperait-il à la règle ? Le « je » alors devrait être réduit au jeu émiettant, dispersant, nécessitant des combinaisons et être entièrement dissous. Et pourtant, découvrir l'aventure de l'errance, dire que je suis emporté par ces eaux mêlées de hasard ou de destin, ou que je les considère avec détachement et humour, ou que je tente de naviguer dans ce courant, n'est-ce pas donner alors au sujet une importance centrale et capitale car de lui dépendent vérité et sens ? Qu'est-ce alors pour vous que le « je », rien ou tout, une illusion ou une réalité ?*

*J'entends bien qu'alors en parlant de subjectivité vous ne reniez pas votre système de positivité logique, mais je me demande pourquoi vous ajoutez à votre description du monde qui devrait alors se développer dans un style d'objectivité et de neutralité tout un langage de poésie évocatrice. Lorsque vous parlez de l'errance, outre qu'il me semble que, si tout est combinaisons, la science devrait être seule compétente pour tout déchiffrer, je n'arrive pas à saisir quelle sorte d'image ou de concept vous mettez sous ce mot d'errance fort peu*

*positif et scientifique. S'agit-il de l'idée assez classique de devenir et d'un devenir indéfini dans lequel nous et toutes choses serions entraînés, devenir qui doit être insensé puisque vous le nommez errance ? Dès lors à quoi bon parler de vérité ? et lorsque dans un trop beau langage vous dites que la vérité est la « figure triomphale de l'errance », j'ai le sentiment que vous faites au cadavre une toilette mortuaire trop somptueuse ou que vous gravez pour le seul plaisir de l'artiste une inscription sur un tombeau.*

*Kostas Axelos. — Je crois qu'il n'est possible de parler de l'errance qu'à partir du parachèvement historico-systématique de la philosophie chez Hegel. Hegel, ayant clôturé le système historico-philosophique, nous a donné une lecture de toutes les vérités et de la vérité comme englobant toutes les vérités historiques et systématiques. Hegel voyait l'histoire se déroulant ensuite comme un monde vers la liberté et la vérité, mais il est devenu visible, à certaines personnes en tout cas, que ce devenir était le devenir de l'errance. Signifiant alors devenir dans le temps et devenir en tant que temps, il n'obéit pas à une règle ou une signification qui lui soit extérieure, et il présuppose aussi la finitude du temps. C'est en quelque sorte le cercle ou la spirale... En ce sens là, l'errance n'est pas dénoncée mais tout au plus annoncée. Ce n'est pas l'errance qui a ajouté quelque chose à la scientificité, c'est la scientificité qui est un ajout dans l'errance. L'explication du système, de ce jeu des combinaisons qu'est le monde n'est donc pas seulement scientifique, car aussi bien la poésie que la mythologie et l'imaginaire sont impliqués dans ce jeu du monde ; et avec lui jouent également les puissances que j'ai appelées mythologie, science, philosophie, politique, art, bien qu'elles se révèlent toutes comme étant de plus en plus mythologiques.*

*Etienne Borne. — Il reste la question de fond que j'effleurais tout à l'heure : cette errance est-elle pure aventure et jeu pour rien ou bien a-t-elle vraiment une signification ? Nous nous demandions au départ s'il y a deux vérités, l'une de « scientificité », l'autre de « sens ». Il me semble que Kostas Axelos s'en tient à la seule scientificité et que lorsqu'il parle d'errance, il fait de toutes choses, y compris l'action humaine, un jeu gratuit et vain. Mais, de même, qu'évacuer le sujet c'est faire acte souverain de sujet, proclamer le néant du sens ou le non-sens en parlant d'errance, c'est se référer à l'idée d'un sens peut-être impossible mais sans laquelle on ne saurait même nommer le non-sens.*

*Kostas Axelos. — Cette errance, pour répondre à la question de Borne, n'est ni sensée, ni absurde. C'est à l'intérieur de l'errance que les sens et les absurdités surgissent et tombent. En elle-même, elle n'a pas de sens et elle ne souffre pas de l'absence de sens. C'est dans son déroulement que les sens, les vérités et ce qui est considéré comme absurde ou comme erreur surgissent et tombent. Mais comme le monde, cette errance elle-même n'a ni sens ni absurdité, mais fait engendrer les sens et les absurdités, étant à la fois leur berceau et leur tombeau.*

# L'«OBJET»

## LITTÉRAIRE *par Jean Onimus*

**E**TRANGE objet ! C'est d'abord une chose, visible, matérielle : un livre ; tout comme une musique est une partition ou un disque, une statue est un bloc de marbre, de bronze ou de plâtre.

C'est une production, fruit d'un labeur, à laquelle des capitaux et divers corps de métiers ont collaboré et dont la réalisation dépend souvent du profit escompté et de la situation du « marché ». C'est une marchandise qui a sa cote, sa rentabilité, misérablement livrée aux hasards du commerce et aux servitudes de l'argent.

### UN OBJET QUI PARLE ET AUQUEL ON DOIT REPENDRE

Mais cette chose n'est pas une marchandise comme une autre, compacte, close, enfermée dans sa fonction. Ou plutôt sa fonction — car elle en a une — est d'aider ses usagers, non pas seulement à s'instruire (le didactisme n'est pas littéraire) mais à accroître leurs possibilités de présence à eux-mêmes et au monde. Une œuvre littéraire est aussi ouverte — et « apéritive » — qu'une toile de maître ou une symphonie. Elles sont faites pour être lues, contemplées, entendues. C'est alors que la « chose » prend sa vraie dimension, non plus matérielle mais spirituelle. Un livre est un objet qui parle et auquel, en quelque façon, on doit répondre. Mais un objet qui parle n'est plus un objet et la distinction entre sujet et objet n'est plus légitime : c'est une conscience fixée par l'écriture, et donc plus accessible qu'une conscience vivante. Il arrive — plus rarement qu'il ne semble — que l'on puisse communiquer avec une conscience, celle des êtres que nous rencontrons dans la vie et qui nous sont chers. Mais ces rencontres sont fugitives, évasives, en perpétuel passage : on ne refait jamais une conversation. Un livre — tel une image, tel une partition — est à mi-chemin du concret et de l'abstrait, de l'impermanent et du stable. On peut contempler en image des choses que dans la vie on n'aurait même pas remarquées : l'image les détache de la durée, fige l'instant et lui confère une profondeur qu'il ne semblait pas avoir. On peut interroger indéfiniment une impression instantanément saisie sur un cliché ; parfois le visage le plus ordinaire y rend perceptible son énigme. Il y a paradoxalement

dans le reflet plus de sens que dans les choses et ce n'est pas sans motif que les rêveurs et les poètes ont célébré l'eau dormante des lacs. Un livre n'est jamais un « reflet » mais c'est un « analogue » de nos propres consciences, plus accessible, plus clair, moins mouvant, plus structuré qu'elles ne sauraient l'être. Il s'interpose entre l'existence crue et la perception confuse que nous en avons, il fixe, il délimite l'attention comme l'objectif délimite le regard et accroît sa pénétration ; avec cette différence pourtant que les mots vont plus loin que le regard parce que celui-ci en général ne sait pas s'attarder et se fatigue. Ce mixte de concret et d'abstrait fait de l'objet d'art un support, un point d'appui ; il oblige à s'intérioriser et il sert de relais à cette intériorisation. Sans lui nous voilà directement projetés dans l'hostilité de l'inhumain, c'est-à-dire du monde extérieur. Sur cet écran tangible se projette et vit une subjectivité : de l'objet il a la connaissance, la fixité, la solidité ; du sujet l'insaisissable, l'inépuisable métamorphose. On le rencontre comme on rencontre une conscience, mais on le manie, on l'analyse, on s'en sert à sa guise comme on fait d'un objet. Le propre de l'artiste est d'être capable de donner de son expérience un rejeu, de pouvoir la recréer en l'universalisant par le style sans tomber pour autant dans le document ou le traité abstrait. C'est cet entre-deux qui rend l'œuvre d'art si nécessaire à l'épanouissement spirituel : on s'y mire, on s'y explore sans s'y perdre car c'est toujours l'homme qu'on y retrouve ou qu'on y découvre, quelque chose de limité en surface (en tant qu'image) et d'illimité en profondeur (car l'image est inépuisable). Les chefs-d'œuvre sont des invitations permanentes à exister *avec*, à pénétrer non pas dans le monde de l'artiste mais dans celui qu'il a projeté et stylisé. Ce monde, tout en restant personnel et vivant, est plus perméable, plus facile à coloniser que l'autre. Chaque artiste, sans toujours bien savoir ce qu'il veut faire ni même ce qu'il est en train de faire, met au jour un produit spécifiquement humain où l'on devine du conscient et de l'inconscient, des désirs et des angoisses, de la pensée et du rêve. En écrivant, en peignant, en composant un homme s'éveille et parle de cet éveil à d'autres qui, à son contact, vont à leur tour s'éveiller. On peut, bien sûr, imaginer en retrait le savant observateur qui rendra compte des deux phénomènes, de l'inducteur et de l'induit, de l'émetteur et du capteur ;

mais il ne se montre pas trop sinon le courant ne passera pas ! Un artiste qui se sait regardé, un lecteur qui se sait analysé, classé, étiqueté ne fonctionnent plus. Rien ne montre mieux l'aspect vitalment spontané et la symétrie des deux conduites. Ecrire c'est, dit Valéry, « se défaire par la parole de l'oppression de ce que l'on est ». On en dirait autant de toute création d'art. Symétriquement, du côté du consommateur on se défait par la lecture de l'oppression, de l'opacité de ce que l'on est : l'art donne à respirer parce qu'il dilate l'espace intérieur. Un certain mode de rapports s'établit au niveau le plus élevé : par la parole écrite un être s'extériorise assez (tout en se stylisant) pour que tous puissent s'intérioriser à son contact, c'est-à-dire devenir plus profondément ce qu'ils sont. Modèle parfait d'inter-subjectivité, c'est-à-dire de communication des consciences, fonction vitale qui mobilise l'être intérieur en l'obligeant à reconnaître, à accompagner l'autre tout en voulant dans le même moment rester spécifiquement soi-même.

#### AUTANT D'ARTISTES ORIGINAUX, AUTANT DE MONDES A NOTRE DISPOSITION

Des deux côtés, c'est une aventure. L'observateur ne constate que les résultats (qu'il peut ensuite réduire et traiter) mais dans l'instant de la création comme dans celui de la rencontre l'ambiguïté règne et l'imprévisible. Proust compare le créateur à un plongeur qui sonde à l'aveuglette. C'est dans une obscurité semblable que s'enfoncent le lecteur tâtonnant, en quête des résistances et des réponses qu'il trouve à la fois dans l'œuvre et en lui-même. Chaque artiste est en quête de sa vérité, de ce qu'il y a de plus authentique, de plus durable en lui et chaque lecteur écoute, déchiffre l'écho d'une vérité analogue que l'œuvre, comme un médium, a suscitée en lui. Jeux de fantômes qui font la vie de l'esprit. En fait ce sont des voyages intérieurs au bout de nous-mêmes, en des régions inexplorées. Nous ne savions pas avant d'en faire l'épreuve que nous pouvions porter en nous un Baudelaire, un Homère ou un Voltaire. Je cite des auteurs extrêmes. Grâce à l'art, écrit Proust en un passage célèbre, au lieu de voir un seul monde, le nôtre, nous le voyons se multiplier, et, « autant il y a d'artistes originaux autant nous avons de mondes à notre disposition, plus différents les uns des autres que ceux qui roulent dans l'infini et qui, bien des siècles après qu'est éteint le foyer dont il émanait, qu'il s'appelât Rembrandt ou Ver Meer, nous envoient encore leur rayon spécial ». Ce rayon, il ne suffit pas de l'« observer », d'en étaler le spectre, d'en analyser la substance. Il s'agit de le recevoir, de le laisser pénétrer assez profond pour qu'il éclaire ce que Proust appelle la vraie vie, ce que masquent habituellement l'existence pratique et le verbalisme abstrait. « Par l'art seulement, écrit encore Proust, nous pouvons sortir de nous, savoir ce que voit un autre de cet univers qui n'est pas le même que le nôtre et dont les paysages nous seraient restés inconnus... » A travers ce qu'il a écrit on perçoit l'être-au-monde de l'écrivain. On le perçoit agrandi, simplifié, *poétisé* par l'écriture. Mais on le perçoit globalement, comme un amour ou une fraternité, une amitié ou une antipathie. C'est ainsi, fondamentalement, qu'on perçoit aussi les grandes philosophies et qu'on participe à leurs intuitions, à cette différence près que les philosophies étant plus abstraites, au moins dans leur formulation, sont moins ouvertes, moins polyvalentes que les œuvres

de fiction et que l'interprétation y est plus étroitement asservie ; la relation y est donc apparemment plus intellectuelle. Mais a-t-on vraiment compris une philosophie si l'on n'a pas tenté de revivre l'expérience de son initiateur ? La compréhension authentique suppose une relation d'existence. « Il s'agit d'entrer dans un état de réceptivité profonde où l'être se sensibilise à l'extrême, puis de céder peu à peu à une sympathie pénétrante » (1). Pénétrante, c'est-à-dire active : il n'y a pas de communication sans effort réciproque. L'œuvre d'art est un appel ; nulle création d'artiste, même anonyme, qui ne soit adressée, c'est-à-dire faite pour un public. Mais inversement il appartient au public de lui donner la vie : il en est responsable. Autant nous dépendons des chefs-d'œuvre pour pénétrer à l'intérieur de nous-mêmes et élargir notre champ d'existence, autant leur survie est entre nos mains. Nous pouvons nous rendre sourds à leur appel, refuser de leur répondre : alors ils ne sont plus que des choses parmi les autres, ils passent à l'état de documents. Mais ce ne sont pas les érudits, si nombreux soient-ils, qui leur rendront vie ; ce ne sont pas non plus les professeurs dont le rôle paraît être trop souvent d'entretenir artificiellement la survivance scolaire d'œuvres qui sans eux seraient mortes depuis longtemps faute de retentissement et parce que décidément elles ont basculé dans le passé. Les œuvres mortes sont d'ailleurs susceptibles à chaque instant de resurgir si les circonstances leur sont favorables, si, à travers les siècles, un lien s'établit, une reconnaissance redevient possible. Ce n'est pas quand elle est investie de thèses qu'une œuvre prouve sa vitalité, c'est quand elle offre au « Livre de Poche » un placement rentable. Certes, et nous l'avons répété, la connaissance en s'approfondissant rend plus aisée et plus pertinente la rencontre, mais c'est celle-ci finalement qui donne du *sens*. Le sens (*Sinn, meaning*) reste en suspens dans l'attente de celui, lecteur, contemplateur, auditeur ou spectateur, qui le captera pour lui et le vivra à sa façon. Sinon il demeure implicite et l'œuvre est en hibernation : elle n'existe que dans l'instant où l'on y participe librement, pour vivre mieux, pour exister à son contact. La littérature et l'art ne sont pas des réalités qui perdurent *en soi* comme les phénomènes de la nature. Ils ne sont tels que dans les manuels. C'est justement parce qu'ils n'occupent aucune région particulière du savoir que les sciences tendent à s'emparer d'eux et à les coloniser, selon leurs méthodes propres. En fait la création culturelle n'existe que dans le moment où elle est recréée, dans le moment où se referme ce que certains appellent le cercle herméneutique. Ce qui dépend ainsi des individus n'est connaissable et structurable qu'au niveau très approximatif des grands nombres. La sociologie de la littérature relèvera des faits de mode ou de conjoncture — et les expliquera ; mais elle ne saurait entrer dans le détail de ce qui constitue en fait la *vie authentique* d'une œuvre, c'est-à-dire la façon dont chacun la reçoit et la revit.

Jean ONIMUS ■

**Ce texte de notre collaborateur Jean Onimus constitue un chapitre de son livre intitulé « la Communication Littéraire » qui paraîtra très prochainement aux Editions Desclée de Brouwer.**

(1) Marcel Raymond : Le Sens de la qualité, p. 33 ; Neuchâtel, 1948.

# L'ENFANT SAUVAGE

**D**ÉCIDÉMENT, la saison cinématographique commence bien. Notre pluvieux Printemps a été marqué cette année par une floraison de films de qualité sur les écrans de la capitale : *les Damnés*, de Visconti, œuvre d'une beauté vénéreuse et souvent puissante, aurait pu être un chef-d'œuvre, mais ne l'est pas (l'Italie baroque ou romantique convient mieux sans doute à ce grand artiste que l'Allemagne des Nazis et des marchands de canons). Une grandiose, violente et hiératique *Médée* réconciliera avec Pasolini tous ceux que *la Porcherie* avait écœurés — ou ennuyés.

Parmi bien d'autres films français, dignes d'éloges, l'un d'eux nous paraît particulièrement attachant : *l'Enfant sauvage* de François Truffaut.

Tout enfant est « sauvage ». C'est un homme naissant que la société n'a pas encore dénaturé, abîmé, étouffé. C'est ainsi que le voit Truffaut. Et c'est pourquoi il aime l'enfance. Ce thème de l'enfance — et de l'enfance révoltée, ou vivant hors de la société — court à travers toute son œuvre depuis les *Quatre cents coups*.

*L'Enfant sauvage* évoque une histoire vraie : en 1798, on trouve, dans une forêt de l'Aveyron, un enfant de douze ans, n'ayant jamais eu de contacts avec ses semblables. C'est un petit animal. Complètement nu, il vit de cueillette et de chasse, avec pour seules armes ses ongles et ses dents. Il pousse des cris inarticulés et paraît sourd. On le recueille. On l'envoie à Paris. Un savant, directeur de l'hôpital des enfants sourds et muets, s'intéresse à lui.

Est-il idiot ou éducatif ? Son jeune assistant fait le pari optimiste. Il emmène l'enfant chez lui et prend en charge son éducation. Truffaut s'est fait acteur pour interpréter lui-même, avec une grande sobriété, le rôle de ce savant « sensible », disciple sans doute du cher Jean-Jacques Rousseau.

Le scénario, qui ne manque pas de suspense, suit jour après jour les étapes de cette éducation, à partir du texte authentique du « Journal » écrit par le père adoptif de Victor (tel sera désormais le nom de l'enfant).

Cela nous donne un film rigoureux comme une expérience, passionnant comme une aventure et beau comme un poème.

Nous assistons à la naissance d'un être humain. Naissance difficile, douloureuse, acquise au prix de patients efforts, traversés d'erreurs et d'échecs. On savait déjà que chaque homme recommençait au cours de sa vie l'histoire de l'humanité. Mais on l'avait oublié, parce que l'éducation commence dès la première enfance.

En quelques mois, Victor va devoir franchir des millions d'années. Il faut d'abord l'appivoiser, puis le dresser, puis « l'élever ». Tout ce qu'il fait, il le fait pour la première fois. Merveilleuse aventure, en effet, et prodigieux voyage : de la nuit vers la lumière, en quelques bonds.

Il apprend à se tenir debout, à s'habiller, à sentir, à percevoir, à raisonner ; il imagine et crée des outils ; et surtout il découvre cette chose extraordinaire : le langage, la communication de la pensée. Avec ses premières larmes s'éveille en lui une sensibilité humaine.

Enfin, suprême découverte, il discerne le juste et l'injuste, *en se révoltant* contre une injustice. Il devient un être moral : c'est le dix-huitième siècle revu par Truffaut. (Rien n'est moins conformiste aujourd'hui que la Morale...)

Une fugue paraît tout compromettre. Mais l'enfant revient. Il ne partira plus. Et le film s'achève sur l'espoir d'une plénitude : « Tu n'es plus un sauvage, tu n'es pas encore tout à fait un Homme, tu seras un homme extraordinaire. »

Au passage, *l'Enfant sauvage* fera découvrir à l'homme raisonnable quelques secrets perdus. A partager sa vie, celui-ci apprendra à voir les arbres, l'eau, le soleil et les astres comme il ne les avait jamais vus — comme s'il les voyait pour la première fois.

Il faut aller voir ce film, où François Truffaut livre le meilleur de lui-même et de son talent. Il réussit, et c'est bon signe. Ce succès montre que les producteurs à gros sous, gros ventres et petites têtes ont tort de mépriser le public. Un film sans facilités ni complaisance peut plaire aussi bien qu'un film dit « commercial ». Une œuvre simple et riche, noble et forte peut satisfaire l'esprit autant qu'émouvoir le cœur, et séduire tous les publics, intellectuels aussi bien que populaires. N'est-ce pas le propre des œuvres classiques de la meilleure tradition française ?

Truffaut a eu le courage de prendre des risques. Il a gagné son pari. Qu'il continue. Et souhaitons qu'il fasse école.

Jacques MAILLET ■

## Document

# Une expérience pédagogique : l'économie à la portée de tous

*par Jean-Marie Vanlerenberghe*

**A**LORS que le nouveau Cercle France-Forum de la Région Parisienne organisait le débat sur l'Aménagement régional que nous reproduisons dans ce présent numéro, le club France-Forum d'Arras tentait une expérience plus originale et plus pédagogique encore : celle de réunir une trentaine de cadres, d'enseignants, de syndicalistes, ouvriers mineurs et paysans, pour une session de formation économique.

*Les recherches se sont orientées dans diverses direc-*

*tions et les conclusions ont été tirées par notre collaborateur Charles Delamare.*

*La presse régionale a largement rendu compte de ces travaux. Les animateurs de ces deux journées, MM. Vanlerenberghe et Emile Virel, conseillers municipaux d'Arras, nous ont fait part de leurs réflexions à la suite de cette expérience.*

*C'est elles que nous soumettons à nos lecteurs. Il nous a paru utile en effet de publier ce compte rendu afin que cette initiative serve en quelque sorte d'exemple*



ou d'illustration de ce qu'il est possible de faire dans le domaine encore peu défriché de la formation économique.

Alors qu'information et participation deviennent les maîtres mots de tous les programmes et de toutes les revendications, les tentatives pour les rendre effectives sont rares ou peu opérantes. On s'interroge sans cesse sur les activités à proposer aux militants, sur les buts et les moyens des partis et des clubs; la formation devrait être un objectif essentiel et préalable. A ce titre, l'exemple d'Arras méritait d'être signalé.

\*\*\*

L'Economie est restée trop longtemps une science réservée à quelques initiés bien que tous aient à en vivre chaque jour les réalités. Si nous voulons nous sentir responsables, il nous faut en découvrir et comprendre les rouages. Certes, l'approche est aride et généralement abstraite, parce que conçue à l'usage d'universitaires ou de théoriciens.

Grâce à une pédagogie nouvelle, partant essentiellement du « vécu », des faits reçus, ici ou là dans les journaux, à la radio, à la télévision, il est possible de rendre simple et attrayant ce qui apparaissait jusqu'à présent difficile et ennuyeux.

A l'issue d'un stage, cadres et ouvriers finissent par découvrir, qu'à l'instar de M. Jourdain, ils font quotidiennement de « l'économie » sans le savoir. C'est en travaillant en petits groupes sur un secteur d'activité connu parce que vécu chaque jour, que chacun comprend qu'il peut maîtriser la machine économique, parce que le fonctionnement de celle-ci dépend de son comportement quotidien.

#### UNE PRISE DE CONSCIENCE : MESURER NOS CONNAISSANCES

Dans un premier temps, un sondage ou un test doit permettre à chacun de faire le point de ses connaissances dans les matières aussi diverses que les structures socio-professionnelles, la comptabilité nationale, la politique économique.

Diverses questions sont posées qui appellent des réponses simples :

— Quelle est la part des ouvriers ou des cadres dans la population active française?... 10, 20, 30 ou 40 % ?

— Quelle est la part d'impôts directs payés par les ménages par rapport au revenu national français?... 0, 12, 16 ou 20 % ?

— Le plan est-il impératif ou facultatif ?

L'essentiel n'est pas de répondre correctement à toutes les questions mais de nous rendre compte que notre vie de tous les jours est peuplée de faits et d'actes économiques auxquels nous ne prêtons pas suffisamment attention.

#### COMPRENDRE LE CIRCUIT ECONOMIQUE

Comment mettre de l'ordre dans nos idées, dans les notions éparses que nous découvrons quotidien-

nement, dans les journaux et revues, dans les situations que nous vivons en tant que consommateur ou producteur ? En traçant le circuit économique qui est, en quelque sorte, une photographie de tous les pôles d'activité, les ménages, producteurs et consommateurs, les entreprises, le marché intérieur et étranger, les institutions financières, l'Etat. Mais, ces agents économiques ne sont pas des statues de pierre. De même que chaque cellule participe à la vie du corps humain, ils ont un rôle à jouer dans la vie économique.

#### SIMULER LE « JEU ECONOMIQUE »

Origine et fin de toute activité économique, nous sommes tellement impliqués dans notre « survie » que nous avons quelque peine à nous regarder vivre. Si nous sommes « privilégiés », nous trouvons normal que la « machine qui nous alimente, nous habille et nous transporte... tourne... sans trop d'à-coups. Si nous sommes des « laissés pour compte » de l'expansion, nous trouvons que tout va mal et qu'il faut que « ça change ». Mais, dans l'un et l'autre cas, nous ne savons pas réellement pourquoi tout va bien ou tout va mal !

Jean-Marie Albertini, un des meilleurs spécialistes en formation économique, a mis au point un jeu économique, l'Ecoplany, sorte de « jeu de l'oie » ou de Monopoly qui nous permet de vivre la situation d'un ministre des Finances face aux problèmes d'équilibre et de croissance que pose le développement du monde moderne. Chaque participant doit gérer une économie nationale. Au début de chaque partie, il reçoit des ressources et les affecte à divers emplois possibles (consommation des ménages, investissements productifs). Le joueur fait alors progresser un jeton sur un circuit présentant les divers accidents (heureux ou malheureux) de l'économie (accroissement de la production, grève, inflation...). Il doit alors réagir de façon à maintenir un rigoureux équilibre entre les ressources et les emplois.

Cadres, syndicalistes, professeurs, ont « joué » ensemble par équipes de 3 ou 4 en essayant d'éviter l'inflation tout en augmentant la production.

Tous ont pu mesurer les difficultés que peuvent avoir les gouvernants à faire avancer la machine sans raté et comparer leurs résultats à ceux que les comptes de la nation fournissent ou que le V<sup>e</sup> Plan prévoyait.

#### SAISIR LES PROBLEMES CONCRETS

Cette prise de conscience globale des rouages de l'économie et des données de toute politique est sans grand intérêt et elle reste à un niveau trop général.

Tous nous sommes les habitants d'une région dont les problèmes sont particuliers et distincts le plus souvent de ceux de la nation. Quant à celle-ci, elle se situe elle-même dans le contexte plus vaste d'un système économique international.

Il est donc intéressant et nécessaire de connaître les difficultés propres à notre région et à notre pays.

Après la projection d'un film sur l'avenir des houillères, c'est à un journaliste économique de « la Vie Française », M. Pierre Garcette, que nous avons demandé d'exposer les problèmes de notre région tels qu'en observateur, il les voyait et qu'en homme du Nord il pensait qu'il faille les résoudre.

M. Charles Delamare replaça l'économie française dans un monde en évolution ; il décrivit l'universalité des questions posées aux nations quel que soit le système économique, socialiste ou capitaliste, qu'elles ont choisi.

Mais ces connaissances demeureraient très abstraites si elles n'étaient pas suivies de recherches axées sur des problèmes plus spécifiques. Ce fut l'objet de la seconde journée de la session.

## REFLEXIONS SUR DES PROBLEMES CONCRETS

Quatre carrefours se réunirent donc pour approfondir certains points exposés par le conférencier à la lumière de notre expérience régionale : le pouvoir économique, l'Education permanente, l'Agriculture et l'Europe, l'Industrialisation.

Quatre rapporteurs firent la synthèse des observations. M. Charles Delamare conclut en apportant ses remarques personnelles.

### — *Le pouvoir dans l'entreprise.*

Si le rôle du capital est indispensable, on peut se demander s'il doit être l'unique fondement du pouvoir. La prise des décisions ne doit-elle pas finalement revenir aux ouvriers, aux cadres, aux cerveaux qui font marcher l'affaire, c'est-à-dire à ce qu'on appelle la « techno-structure » ? Mais serait-ce là la véritable autogestion ? On a évoqué les expériences des pays de l'Est.

M. Charles Delamare estime, en fin de compte, que la première démarche à faire est au niveau de l'homme et de sa formation, avec décentralisation et délégation des pouvoirs, ce qui est loin, certes, d'être le cas dans la plupart des entreprises françaises.

### — *Développer l'Enseignement Technique.*

Sous certains aspects, l'enseignement technique demeure un parent pauvre ; il n'a pas encore acquis ses lettres de noblesse chez tous les enseignants et les parents. La permanence d'une formation culturelle pour sauver un « certain humanisme collectif » devient donc nécessaire pour les scientifiques et les techniciens. Les programmes et surtout un état d'esprit sont à remettre en question dans l'enseignement.

### — *L'Agriculture et l'Europe.*

Une impression (une évidence même pour certains) s'est faite jour que dans l'élaboration du Marché Commun, le problème des nationalismes, qui demeurent très puissants, n'a jamais été abordé de front. Les choses peuvent changer avec une information exacte. Celle-ci existe, dira Charles Delamare, mais les hommes

sont-ils prêts à la recevoir et à aller la chercher là où elle est à leur disposition ?

### — *La Reconversion minière.*

Les problèmes de l'industrialisation dans la région Nord sont essentiellement ceux de la reconversion des Houillères. Il faut tenir compte avant tout de l'existence d'un potentiel humain et technique très important. On a estimé que la récession était « inéluctable », pour des raisons de concurrence des sources d'énergie, de manque d'attrait de la profession, etc. Ce jugement sera très discuté et des exemples seront produits, allant du comportement des Anglais rouvrant des puits de mine à la grande déception causée par l'utilisation de l'uranium naturel comme combustible des centrales atomiques françaises. Enfin un chiffre alarmant sera cité : d'après certains tests, 12 % seulement des mineurs seraient reconvertibles dans l'industrie automobile, appelée, on le sait, à prendre l'un des relais des Houillères dans la région. On a aussi pensé que l'obligation à la reconversion peut amener une élévation du niveau culturel « extrêmement bas », de toute façon, il s'agit d'une région où la formation professionnelle et générale devra faire l'objet d'un énorme effort. Une expérience de ce genre a été tentée en Lorraine, pour les mineurs de la région de Briey, par le Centre Universitaire de coopération économique et sociale (C.U.C.E.S.). Ne serait-il pas possible de généraliser cette formule en l'étendant même à toute la région Nord-Pas-de-Calais où d'autres secteurs, l'agriculture et le textile, sont aussi en difficulté ?

## ECONOMISTE EN SIX MOIS ?

Notre souhait est, bien sûr, que d'autres amis de France-Forum organisent des sessions économiques. La formation ne nécessite pas toujours des moyens en locaux importants. On peut aborder l'économie par des voies plus modestes, comme celle de l'étude d'un ouvrage de base.

Jean-Marie Albertini est aussi l'auteur d'un livre « Les premiers pas en Economie ». Cet enseignement semi-programmé est d'accès très facile. Il pourrait être le fil conducteur d'un programme de formation économique, pour les jeunes notamment. Imaginons un groupe de 10 à 12 participants soucieux de leur perfectionnement. Il pourrait se réunir tous les 15 jours avec pour objet de débattre entre eux d'un chapitre « des premiers pas en économie », qu'ils auraient lu entre temps. Ils pourraient envisager de commencer par une étude du journal quotidien qu'ils lisent, en comparant les surfaces d'information économique et en énumérant les termes ou les faits qu'ils ne comprennent pas.

Six mois plus tard, à raison d'une soirée d'étude et de lecture par quinzaine, ils ne seront peut-être pas des « économistes distingués »... mais pourront répondre aux questions qu'ils se poseraient à la lecture de leur journal. Malgré la modestie de l'objectif, peut-être certains découvriront-ils, comme quelques participants de notre session, que par l'engagement politique ou social, ils peuvent contribuer à ne pas détourner l'économie de son but : la promotion de l'homme.

Jean-Marie VANLERENBERGHE ■

# notes de Lecture

## ● Pour une monnaie européenne, de François Garelli

La puissance des Etats-Unis a des origines diverses : politiques, démographiques, économiques, sociales, géographiques, historiques, mais leur suprématie, notamment en matière monétaire ce que l'on appelle le « règne du dollar », prend essentiellement sa source dans la faiblesse des Européens, c'est-à-dire dans leur division.

Les hommes responsables se persuadent, de plus en plus, en Amérique aussi bien qu'en Europe, qu'il n'est pas bon de laisser s'instaurer sans réagir une hégémonie en matière financière. Là comme ailleurs la toute puissance conduit à l'arbitraire et celui-ci mène tout droit à l'inflation, puis à la faillite générale. Même l'opinion publique commence à comprendre quelles conséquences peut entraîner dans la vie quotidienne le fait que la politique monétaire, celle du taux de l'argent notamment, est déterminée, non pas en raison des nécessités propres à la situation concrète de l'économie, mais comme le contre-coup d'initiatives prises de l'autre côté de l'Océan, dans un tout autre contexte.

Que peut-on faire ? — Le Général de Gaulle avait axé sa stratégie sur les réserves d'or de la Banque de France. Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, c'était vouloir faire la guerre en gants blancs et en uniforme bleu horizon contre un adversaire pourvu d'un armement atomique.

La seule riposte valable, presque tout le monde a fini par le comprendre, se situe au niveau de la monnaie européenne. Mais les mêmes préjugés qui ont freiné la construction supranationale réapparaissent avec vigueur à l'énoncé de cette conclusion. Au nom d'une « politique du mieux » on nous explique que la monnaie européenne présuppose, exige, des quantités de conditions avant d'être mise en œuvre. Nos Gribouilles nationalistes disent alors en soupirant hypocritement : « Vous voyez bien que l'on ne peut pas créer une monnaie européenne puisque nous n'avons pas et n'aurons pas avant longtemps, un budget commun, une politique économique coordonnée et des impôts comparables ! »

François Garelli (1) leur oppose un démenti cinglant. Son livre non seulement démontre, avec une clarté tout à fait exceptionnelle dans ces matières, l'impérieuse nécessité d'une monnaie européenne, mais surtout il établit que cette dernière représente un objectif qu'il n'est pas difficile d'atteindre, sans bouleversement majeur, à condition qu'il existe une volonté, ou, pour mieux dire, une bonne volonté politique.

L'auteur, en prenant l'exemple le plus rassurant qui soit, celui de la Suisse, explique, avec une force de conviction appuyée par une parfaite connaissance des mécanismes financiers, « qu'une monnaie commune à plusieurs Etats est parfaitement compatible avec des politiques financières et fiscales différentes, parfois même diamétralement opposées » et, par conséquent, avec « le maintien de l'indépendance financière » de ces Etats.

L'analyse de l'expérience suisse et de la philosophie qui s'en dégage est pleine d'enseignements dont l'auteur ne veut cependant retenir que l'esprit. Car il est évident qu'on ne peut pas transposer tels quels, dans une Communauté européenne plus vaste et dépourvue des structures fédératives de l'Etat suisse, les secrets de la réussite helvétique. Et d'imaginer alors un certain nombre de moyens devant permettre, dans l'état actuel des choses et de l'évolution des esprits, de se passer des organes et des institutions généralement considérés comme indispensables à l'instauration d'une monnaie commune.

L'ensemble de la construction, d'une cohérence difficile à réfuter, s'efforce visiblement de parer aux principales causes d'instabilité des monnaies et repose, à cet effet, sur trois piliers essentiels.

Le plus original est, sans conteste, celui qui est destiné à remédier à l'absence d'un budget commun. « Le problème est de donner à chaque pays l'assurance qu'il ne sera pas victime de la politique financière de ses voisins et associés. » La méthode préconisée consiste

(1) « Pour une monnaie européenne » - François Garelli, Editions du Seuil.

à attribuer à chaque Etat membre un certain « contingent de déficit » budgétaire s'appliquant à l'ensemble des finances publiques, « nationales, locales et parastatiques ». Ce contingentement laisserait aux gouvernements et aux parlements « toute leur indépendance et tous leurs droits actuels, sauf évidemment celui de dépasser le montant du déficit global arrêté en accord avec les partenaires » ; il serait assorti de sanctions et de correctifs communautaires qui devraient être souples et rapides, automatiques si possible (le plan proposé comporte des suggestions précises à cet égard).

Les deux autres bases proposées — coordination des politiques du crédit et harmonisation des politiques économiques, notamment en matière de revenus — innovent moins ; mais les structures qu'elles impliquent ont le mérite d'être déjà en place, du moins au sein de la C.E.E. telle qu'elle est actuellement. Celle-ci, qui est la plus « intégrée » de toutes les organisations européennes existantes, devrait être le point de départ de l'embryon de la communauté monétaire envisagée. Mais, loin de s'opposer à l'élargissement de la C.E.E., François Garelli s'est plu à relever, à propos des cantons suisses, « qu'il semble plus facile de s'équilibrer en se neutralisant, à vingt-deux qu'à quatre, cinq ou six » ; il s'est, en outre, longuement étendu sur les avantages qui découleraient, en particulier pour « la renaissance d'un véritable marché européen des capitaux », de l'admission de pays qui, telle l'Angleterre, seraient susceptibles d'apporter à la fois des institutions financières singulièrement puissantes et des trésors de technicité non encore épuisés. Les précisions données à cet égard et l'évocation de certains rapprochements esquissés fournissent ample matière à réflexion. De même, les suggestions faites sur la nécessité d'actions concertées entre Européens face aux Américains retiendront l'attention.

Limité au strict minimum, structures et organes communautaires, le système proposé a, en tout cas, le mérite d'une simplicité qui rend le projet peu onéreux — avantage appréciable par les temps qui courent. Il n'est même pas prévu, du moins au début, d'institut d'émission unique : la Suisse jusqu'en 1907 et les Etats-Unis jusqu'en 1913 s'en sont parfaitement passés et ces derniers continuent à concilier un contrôle centralisateur de l'émission avec douze « Federal Reserve Banks ».

En revanche, le projet prévoit la centralisation des réserves d'or et de devises, dont la C.E.E., même après l'adoption du premier Plan Barre, est encore assez éloignée — condition indispensable si l'on veut vraiment

reporter les déséquilibres des balances des paiements « sur le pourtour plus vaste de la communauté » et ainsi « mieux étaler à-coups et fluctuations ».

Le projet, qui prétend laisser intacts la question de la réforme du système monétaire international et les problèmes de déséquilibres régionaux, pourrait néanmoins aider à les résoudre, ne serait-ce que par cette mise en commun des réserves monétaires de l'Europe. Un utile contrepoids au dollar serait créé du même coup.

L'Europe pourrait commencer à agir. « Ce n'est pas par des idéologies, mais bien par des moyens économiques et, en particulier, par des techniques financières, qu'on fera de l'Europe toute entière le pôle d'expansion économique, d'attraction et d'impulsion qu'elle doit être, si elle veut refuser toute vassalisation et jouer un rôle actif et généreux dans l'aide aux pays du Tiers Monde. »

La Commission européenne et les ministres des Six ont entendu l'appel de François Garelli en commençant à se préoccuper, en mars dernier, des étapes à réaliser pour parvenir à l'union économique et monétaire. Le deuxième Plan Barre est beaucoup plus audacieux que le premier. Mais il n'est plus temps d'attendre. Il faut dépasser le stade des études et des raffinements de l'analyse. M. Pompidou a dit récemment que pour arriver à la monnaie européenne il faudrait encore parcourir un long chemin. François Garelli offre un raccourci considérable. Pourquoi n'ose-t-on pas s'y engager ?

« Si les Suisses avaient dû attendre que les trois cantons primitifs, le Tessin ou les Grisons, aient la même économie ou simplement les mêmes lois sociales et le même système fiscal que Bâle, Zurich ou Genève, il n'y aurait jamais eu de franc suisse », écrit l'auteur qui souligne que les différences entre ces cantons sont plus grandes que celles qui existent globalement entre la France et l'Allemagne ou entre l'Italie et le Bénélux.

La monnaie, rappelle-t-il, est par contre un puissant moyen de rapprochement et d'intégration entre les régions : n'est-ce pas le même franc qui circule à Paris et à Mende et la même lire à Milan et en Basilicate ?

La foi européenne qui anime tout cet ouvrage n'a toutefois pas aveuglé l'auteur sur les difficultés techniques de l'entreprise qu'il ne nie pas. Mais il affirme avec force que l'Europe en a déjà surmontées de plus dures et que l'essentiel est d'avoir la volonté d'aboutir, qui est politique.

Charles DELAMARE ■

## ● Introduction à une philosophie de l'Administration, de Robert Catherine et de Guy Thuillier

« Pour adultes avertis » : telle est la cote qu'on est tenté d'attribuer au passionnant ouvrage que Robert Catherine et Guy Thuillier ont consacré à la vie administrative. Il est des voiles qu'on ne lève pas sans danger ; aussi faut-il saluer dès l'abord le courage des auteurs qui, administrateurs eux-mêmes, n'ont pas craint de s'attirer l'ire de leurs pairs, jaloux de leurs secrets ; ni de susciter l'incompréhension de leurs lec-

teurs profanes, en leur présentant le tableau sans fard d'un monde étrange et déconcertant au premier regard.

Après une présentation sans complaisance de ce mythe qu'est l'intérêt général, commode et commun paravant du politique et de l'administrateur, Robert Catherine et Guy Thuillier nous présentent les modes de fonctionnement d'une machine qui semble tourner pour elle seule.

Le temps — première dimension de l'analyse — a pour elle des caractéristiques particulières : il est celui de la durée, et non de l'instant, du continu et non du discontinu, de l'uniformité et non de la diversité. Référence commode sous les aspects de la tradition, sécurité confortable sur le mode de la permanence, arme puissante sous la forme de la temporisation, le temps administratif assouplit l'urgence, neutralise l'accident, ignore la novation.

Le pouvoir administratif — second niveau d'étude — s'exerce dans l'arbitraire, l'imaginaire et l'anonymat. L'arbitraire c'est la marge de liberté que laisse le droit ; il est certes la condition de l'action, mais aussi la porte ouverte aux privilèges, voire aux faveurs. L'imaginaire, c'est la rançon inévitable du caractère abstrait de l'action administrative, qui, se situant au niveau du général, ne peut jamais se trouver en prise directe sur les hommes, les choses, les situations concrètes. L'anonymat, c'est la protection contre les risques de l'arbitraire et le mode d'adaptation du sujet à l'abstraction de l'objet : l'individu s'efface devant la fonction, l'homme devant la règle qu'il concourt à instituer.

Les hommes — troisième thème de réflexion — ne sont pourtant pas absents. Partagés entre leur évocation à se fondre dans la mécanique — c'est l'objet des « vertus » de compétence et de capacité créatrice dont se targuent les administrateurs — et leurs réactions d'être personnels — source de tensions et de frustrations — ils sont exposés aux vertiges de l'indifférence, du fatalisme et de l'a-moralisme dont seules les « passions

parallèles » de leur vie privée, bien difficile au demeurant à sauvegarder de l'emprise du métier, peuvent les protéger.

On imagine le parti que peuvent tirer d'un tel ouvrage les phobiques de la technocratie et de la bureaucratie. Il n'y suffirait qu'un peu de mauvaise foi — aisément maintenue inconsciente : celle qui consisterait à ignorer les limites que se sont assigné les auteurs de cette introduction à une philosophie de l'administration : en fait, une phénoménologie de la vie administrative bornée à une saisie immédiate, bien que systématisée, de la réalité qu'ils ont observée. Ainsi entendue, leur analyse, riche d'exemples concrets et d'observations fines et nourrie d'une expérience attentive, écrite au surplus du style alerte de feu l'honnête homme, dont la fonction publique paraît, hélas, de plus en plus manifester l'oubli, couvre son objet avec pertinence. Mais il serait abusif d'y chercher les arguments d'un réquisitoire, car les modes d'existence de l'administration qui nous sont présentés ne sont pas gratuits : ils s'expliquent par la place et le rôle de l'administration dans la vie sociale, et par les caractères et les besoins de la société qui la secrète et à laquelle son activité s'applique. Le montrer serait l'objet d'un autre livre : on souhaite que Robert Catherine et Guy Thuillier y consacrent un jour leur talent.

Jean-Claude SIEBAUER ■

---

(1) Editions Armand Colin. 376 pages.

## ● Histoire de la Milice, de Jacques Delperrie de Bayac

Le livre est massif, il frappe à son heure alors que les souvenirs s'estompent et que chez la plupart déclinent les passions. Et cependant, il devait être écrit pendant que vivent encore des témoins de ce drame et pour ainsi dire sous leur contrôle.

Tout commence en 1940, dans le désarroi de la défaite, dans la stupeur d'une nation dont l'âme se dérobc. Des hommes se rencontrent, des hommes élevés dans le mépris de la République et qui voient celle-ci, reniée par beaucoup, couverte d'opprobres, des combattants meurtris et humiliés qui découvrent la discipline chez le vainqueur, des ambitieux arrêtés dans leur course, disponibles pour toutes les aventures et enfin le maréchal Pétain, 84 ans.

C'est bientôt le mythe du retour à la terre et l'apologie des valeurs morales, mais aussi, et très vite écrasante, la présence nazie et la fatale pente de la collaboration. Juin 41, l'Allemagne attaque la Russie, la L.V.F. est créée. Novembre 42, les alliés débarquent en A.F.N., naît alors la milice avec pour chef, Pierre Laval, et pour secrétaire général, Joseph Darnand. Janvier 43, celui-ci présente à Vichy sa formation : « La milice sera le levain de la Nouvelle France. Elle sera une force militaire et policière de répression qui frappera avec la rigueur et la publicité désirables. » Octobre 43, Darnand lance un appel pour l'enrôlement des miliciens dans la

Waffen SS. Novembre 43, premiers attentats, premières représailles, et puis ce sont les attaques contre les maquis, les fusillades, la répression honteuse et sanglante, les Glières, le Limousin, Tulle, Guéret, le Vercors etc. Juin 44, Philippe Henriot est abattu. Juillet 44, Georges Mandel est assassiné. Août 44, la déroute des miliciens se confond avec la débâcle des troupes allemandes ; les miliciens et leurs familles franchissent le Rhin. Octobre 44, tous les miliciens valides, 2.500, sont enrôlés dans la Waffen SS. Avril 45, Hitler se suicide, Darnand passe en Italie avec son dernier bataillon. Il combat les partisans, il est fait prisonnier, il s'évade. Il est arrêté sous la bure d'un moine. Octobre 45, Darnand est condamné à mort et exécuté. Sont également exécutés plusieurs des chefs de la milice ; d'autres sont morts en Poméranie sous l'uniforme allemand, d'autres ont fui en Amérique du Sud. La milice aura vécu moins de trois années et pourtant...

Il apparaît évident que l'histoire de la milice est étroitement liée aux développements de la guerre germano-russe ; fille de l'antirépublicanisme, elle ne trouve son véritable élan que sous la livrée de l'antibolchevisme. Et Jacques Delperrie de Bayac de relever que Darnand qui franchit tous les paliers de la collaboration était, bien avant d'être un héros des corps francs, pour la mort de « La Gueuse » en sorte que,

celle-ci à terre, il a foncé, par éducation autant que par tempérament ; nullement pro-allemand au départ, il aurait pu répondre à l'appel de Londres mais il aimait l'ordre et puis, le maréchal Pétain, le chef. De Gaulle, la Résistance, c'étaient la République, la canaille, les juifs, les francs-maçons, ce qu'il abhorrait ; Philippe Henriot — dont les discours, largement cités, par Jacques Delperrie de Bayac, apparaissent aujourd'hui si grossiers, si haineux et si creux — enflammaient aisément de tels hommes dépourvus de lucidité plus que de courage et qui mourront sans avoir compris que l'ennemi premier c'était l'Allemagne hitlérienne et que leur comportement les transformait en serviteurs non de la France mais des nazis.

À la vérité, il y a de tout dans la Milice et son prolongement « La Franc Garde » : des hommes d'idéal, des bêtes de combat, des rejets perdus de la France monarchique, des fascistes, des truands, des aventuriers, des voyous. Il y a des ratés de toutes classes sociales qui revêtent par délégation la puissance du vainqueur. Il y a les politiques qui veulent instaurer le fascisme, contre Vichy si nécessaire. Il y a les militaires qui veulent l'ordre et à qui la vieille droite de Pétain suffit. Tous ces hommes ne sont pas sans se heurter violemment et Jacques Delperrie de Bayac nous fait assister à de nombreux incidents, mais le cours des événements s'accélérait les plus durs l'emportent, les pires habitudes s'instaurent, les instincts se libèrent, les nazis étendent leur contrôle ; la « sûre et bonne police » qu'entrevoyait Maurras n'est plus. Ce sont les opérations meurtrières contre le maquis, aux côtés du S.D. allemand, les interrogatoires, les pillages, les Cours Martiales, sans accusation, ni défense et avec la fusillade au bout. C'est aussi l'indiscipline, le banditisme sous couvert de mesures policières, le temps revenu des Grandes Compagnies. Et vers la fin le recrutement ne se fait plus que dans la tourbe, toujours prête pour les mauvais coups et l'argent. Le repli vers l'Allemagne

est jalonné d'exactions. Jacques Delperrie de Bayac s'explique sur cette lamentable entreprise de la manière la plus concrète et son inventaire est précis, il procède région par région, cite lorsqu'il le peut le nom des bourreaux. Il y aurait beaucoup d'anecdotes à rapporter qui donnent au livre son humanité. Le portrait du milicien, brave garçon, fier de combattre aux côtés des « meilleurs soldats d'Europe » et qui ayant gagné leur confiance croit avoir réhabilité sa patrie vaincue. Le récit du long cheminement dans la forêt de jeunes maquisards et de leurs prisonniers, miliciens, jeunes du même âge et, soudain, sous l'impératif de la guerre, c'est la pendaison des captifs.

Nul ne peut cependant oublier qu'à côté d'enfants dévoyés et de soldats perdus, il y avait les tortionnaires, les mercenaires et les traîtres et aussi, couvrant le tout de son nom, Philippe Pétain. Le dossier constitué par Jacques Delperrie de Bayac est particulièrement accablant pour celui-ci que l'on voit lorsque cède le front allemand de Normandie essayer de « lâcher » la Milice dont il avait encouragé la constitution et honoré les chefs.

Mais le livre de Jacques Delperrie de Bayac ne saurait être parfaitement résumé tellement le tissu en est serré. Il laisse une très forte impression. La documentation est considérable et cependant sélective. L'originalité de l'ouvrage réside dans la richesse des témoignages. Des résistants, mais aussi des miliciens, et pas des moindres apparemment, ont été retrouvés et entendus. Il faut admettre qu'ils ont parlé sans fard et sans complaisance. Jacques Delperrie de Bayac aussi a écrit sans complaisance, rappelant le mauvais côté d'une tranche dramatique d'histoire de France et d'Europe.

Pierre CHABRAND

(1) Histoire de la Milice de Jacques Delperrie de Bayac. (Editions Fayard).

## ● L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984 ? de Andreï Amalrik

Ce texte, écrit l'auteur à la première page de son bref essai, « présente pour les soviétologues occidentaux, le même intérêt qu'aurait pour les ichtyologistes un poisson qui se mettrait soudain à parler... » C'est dire le caractère insolite et passionnant à la fois de ces quelques soixante pages (1). Andreï Amalrik est un jeune historien qui s'interroge sur l'avenir proche du système politique dans lequel il vit ; le millésime retenu comme échéance est une allusion à l'ouvrage célèbre de George Orwell qui donne le ton de ces réflexions déconcertantes. Déconcertantes car le lecteur, à sa grande surprise, n'est pas dépaycé. Il n'a pas à transposer, à déchiffrer, ni à traduire en langage « bourgeois », une analyse sociologique détachée où l'on chercherait en vain la moindre référence aux autorités idéologiques. Amalrik se distingue par là des opposants dont le Seuil

vient de publier, sous le titre *Samizdat I*, un important recueil (2), car ceux-ci invoquent le « marxisme-léninisme authentique » auquel ils entendent retourner ; ils veulent régénérer le socialisme en le débarrassant de l'héritage stalinien. Les partisans du « retour à Lénine », explique Amalrik, ne représentent d'ailleurs que l'une des trois idéologies de base de l'opposition dite « Mouvement démocratique », les deux autres étant l'idéologie chrétienne, dont les principes sont interprétés « dans un esprit quelque peu slavophile » (que l'on pense au film *Andreï Roublev*), et l'idéologie libérale, qui envisage le passage à une société démocratique de type occidental. Par rapport à ces trois courants, l'auteur conserve cet étonnant détachement, se bornant à noter que « le besoin se fait sentir d'une théorie qui pourrait servir

(1) L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984 ? par Andreï Amalrik (Editions Fayard).

(2) Le *Samizdat* est une publication par l'auteur lui-même qui échappe ainsi à la censure officielle.

de base à une attitude d'opposition au régime et à sa doctrine officielle ».

A l'approche doctrinale, il préfère une démarche sociologique fondée sur les aspirations de ce qu'il nomme une « classe moyenne ». Pourtant, s'il existe un milieu social capable d'apprécier les principes de liberté individuelle et de légalité, il ne s'ensuit pas que son influence s'exerce efficacement car le régime politique est agencé de telle manière que la conservation du statu quo reste son seul objectif. « Nous sommes parvenus à ce point mort, où la notion de pouvoir n'est liée ni à une doctrine ni à la personnalité d'un chef, ni à la tradition, mais seulement au pouvoir en tant que tel », écrit Amalrik. Le régime lui apparaît incapable de conduire une réorganisation pacifique, ni même de l'accueillir : il se trouve par conséquent devant une situation qui réunit certaines des conditions qui furent à l'origine de la révolution, c'est-à-dire une société de caste immobile, la sclérose d'un système incompatible avec le développement économique, sa bureaucratisation et l'apparition d'une classe privilégiée...

L'historien évoque alors l'expérience de la fin du

tsarisme dont la décrépitude s'accompagna d'une politique étrangère expansionniste, et il envisage à ce propos l'éventualité d'un conflit avec la Chine auquel sont consacrées les dernières pages de son essai.

On est donc très loin de la littérature rassurante qui prévoit (ou espère) que le développement économique rapprochera les systèmes antagonistes. A l'analyse sociologique du blocage institutionnel, Amalrik ajoute une dimension historique qui s'attache aux caractères propres de l'Empire russe. C'est le point sur lequel insiste son préfacier, Alain Besançon, dans une substantielle introduction qui s'achève sur une note désabusée quant à l'accueil du public français : celui-ci n'est-il pas enclin à suspecter la véracité des témoignages sur la réalité soviétique ? Il y a en effet une attitude troublante dans cette méfiance, mais elle s'explique sans doute par l'exploitation intéressée de telles révélations dans un pays où plus d'un cinquième de l'électorat vote communiste. Ce n'est pas une situation confortable pour les consciences de gauche. Elle l'est quand même plus que celle du Mouvement démocratique de l'URSS...

Pierre AVRIL ■

## ● Pour une sociologie des aspirations, de Paul-Henry Chombart de Lauwe

L'auteur a derrière lui une œuvre importante de sociologue. Dès 1950, dans un ouvrage sur « la vie quotidienne des familles ouvrières », il établissait une distinction, devenue depuis le fil directeur de nombreuses recherches sociologiques, entre les besoins-obligations et les besoins-aspirations dans la société industrielle.

Les premiers qu'il appelle aussi préoccupations recouvrent la satisfaction des exigences biologiques fondamentales telles qu'elles sont dictées par la nature avant toute insertion, pourrait-on dire, dans la société ; les seconds désignent au contraire les exigences nouvelles nées du bouleversement apporté essentiellement par la technique et l'urbanisation au milieu originel. Elles relèvent du social et traduisent le souci aigu de l'individu, privé de ses attaches traditionnelles, de se situer dans son environnement humain, d'y trouver une place, d'y jouer un rôle. Les obstacles qu'il rencontre sont matériels : manque d'argent, perte de temps dans les transports, insuffisance de l'habitat, ou psychologiques : impuissance à communiquer, effritement de la communion familiale, gigantisme de l'entreprise. Ils sont à l'origine de cette impression de « fatigue » si fréquente aujourd'hui.

Ce livre rassemble — au risque de quelques répétitions — des articles publiés ou conférences tenues au cours des dernières années. Il souligne l'importance de la sociologie, science fondamentale pour l'avenir de la famille. A travers ses enquêtes, grâce à la convergence des sciences humaines qu'elle permet, elle révèle à quel point les conditions de vie, souvent supportées dans l'inconscience, évoluent rapidement et s'éloignent de la représentation officielle et figée que ceux qui ont pour mission de prévoir, peuvent en avoir. La description du bouleversement du cadre de la famille sous la pression des contraintes économiques — le

fameux cadre : espace-temps-argent est à ce sujet probant. L'équilibre le plus intime de l'individu est affecté par son environnement. La distinction entre vie privée et vie publique, âme et comportement, si chère à la culture française, s'efface. Le milieu de vie modèle les attitudes les plus secrètes : les enquêtes sur la pratique religieuse l'ont bien montré.

Trois thèmes du livre retiendront particulièrement l'attention :

- Seule la satisfaction du besoin-obligation est source de profit ; l'aspiration négligée, non satisfaite entraîne à terme des dommages — fatigue, maladies nerveuses, révoltes comme celle de mai 1968 — dont le coût finalement très lourd est supporté par la communauté ; il mérite d'être pris en considération et à temps ;
- Seule la participation active des intéressés permettra qu'il soit tenu compte de leurs aspirations dans la planification ou l'édification du futur, en particulier, des villes nouvelles. On regrettera que l'auteur qui a salué avec sympathie l'ébranlement de mai 1968 n'en précise pas davantage les moyens ;
- La distinction même entre besoins et aspirations, nécessité et gratuité tend à s'effacer. L'éducation, l'automobile, le téléphone, l'habitat individuel, étaient hier réservés à une élite. Ils sont aujourd'hui devenus une revendication commune tant il est vrai que le besoin n'est plus dicté par la seule nature mais par le milieu social où s'inscrit l'individu.

P.H. Chombart de Lauwe a mené une enquête internationale sur ces difficiles problèmes dont on attend avec intérêt les résultats.

Maurice BLIN ■

Editions Denoël-Gonthier.

## ● Vers une action commune pour le développement du Tiers Monde (le rapport Pearson)

Il y a un peu moins de deux ans, M. Robert Mac Namara, alors président de la Banque mondiale, reprenant une suggestion de son prédécesseur, M. Georges Woods, proposa à M. Lester Pearson, ancien Premier ministre du Canada et Prix Nobel de la Paix, de former une Commission qui effectuerait une étude des résultats de l'aide dispensée depuis la guerre aux pays sous-développés, puis proposerait, à la lumière des enseignements ainsi dégagés, une politique qui pourrait mener à des progrès plus rapides dans l'avenir.

Avec l'aide de sept personnalités choisies à titre personnel dans divers pays (Grande-Bretagne, Brésil, Etats-Unis, Allemagne, Jamaïque, France et Japon) et de spécialistes des questions étudiées, M. Pearson rédigea le rapport demandé, publié aujourd'hui en français sous ce fort volume de 510 pages.

Dans un style typique des rapports officiels d'outre-Atlantique — impersonnel, austère, prudent, mais aussi prolix — c'est un constat alarmé du fait que l'écart va grandissant entre les économies des pays industrialisés et celles des pays « en voie de développement ».

Concernant l'aide apportée dans le passé par ceux-là à ceux-ci, le rapport refuse de tomber dans la condamnation conformiste : le désir de réduire l'écart, dit-il, a réellement provoqué un transfert de ressources sans précédent des pays riches vers les pays pauvres. Ce transfert a emprunté de multiples formes : multilatérales, bilatérales, publiques, privées — auxquelles il rend un juste hommage. D'autre part, le désir de développement a amené, dans les pays qui n'avaient pas même bénéficié de la révolution technologique, une remarquable mobilisation des ressources.

Les résultats ? Moins décevants qu'il n'y paraît : dans beaucoup de contrées, la croissance a été plus rapide qu'elle ne l'avait jamais été dans les pays industrialisés, à la période correspondante de leur histoire. Et la crainte que certains pays fussent fondamentalement incapables de faire l'effort personnel nécessaire s'est révélée sans fondement.

Le présent, cependant, et surtout l'avenir, sont nettement moins encourageants.

D'un côté, l'appui international au développement devient moins vigoureux. Dans certains pays riches, une partie de l'opinion publique remet même en question le principe de l'aide, ou voudrait lui voir substituer d'autres priorités exclusivement nationales. Le volume de l'aide reste, *grosso modo*, stationnaire ; en aucun cas, il ne suit la progression du produit national des

pays riches. Particulièrement, l'effort des Etats-Unis diminue.

Parallèlement, dans les pays assistés, l'aide n'est pas toujours très bien accueillie ni très bien utilisée.

Or, il importe, devant les perspectives qu'ouvre le jeu froid des mécanismes économiques et démographiques, que celle-ci soit non seulement maintenue mais augmentée, en même temps que son efficacité doit être accrue.

Traitant de la liste complète des problèmes du développement, de la philosophie aux techniques, le rapport propose une nouvelle base pour la coopération internationale et traite de la responsabilité des pays fournisseurs d'aide et de celle des pays bénéficiaires. Ses propositions — qui se rapportent au commerce et à l'investissement privé comme à des formes plus traditionnelles de l'aide — représentent un programme d'action d'une vaste portée puisqu'il n'ambitionne pas moins que de transformer le plan de travail assez empirique actuel en un autre plan qui répondra aux besoins des deux prochaines décennies.

Le rapport suggère des modifications essentielles concernant les conditions et le volume de l'aide, un essai de règlement du problème lancinant de la dette des pays en voie de développement, les méthodes de programmation de l'assistance technique et le rôle et les fonctions des agences internationales d'aide.

Lucide, il examine en détail les pierres d'achoppement à une aide efficace, telles que la surpopulation et les procédures qui tendent à affaiblir ou ôter toute valeur aux programmes d'assistance, y compris l'affectation politique que, sur le plan bilatéral au moins, certains gouvernements lui donnent encore. L'aide bilatérale ne doit cependant pas être jugée sommairement, car dans bien des cas ses résultats techniques sont positifs.

Sensible aux problèmes humains, le rapport n'a rien voulu ignorer, non plus, des implications fiscales de l'aide.

Venant après des prises de position ou passionnelles ou empreintes d'une finalité politique, il fait montre d'un souci d'objectivité dont on lui sera reconnaissant. On regrettera d'autant plus l'aspect volumineux choisi pour sa publication française, qui le privera d'une grande diffusion. Tel quel cependant, il mérite d'être étudié et discuté par ceux qu'intéressent et préoccupent la montée et le sort de la partie la plus nombreuse et la moins privilégiée de l'humanité.

F. Q. ■

Editions Denoël.

## ● Le Troisième Age, prospective de la vie, par Henri Bour et Michèle Aumont

Six millions et demi de Français — soit 13,4 % de la population — ont aujourd'hui plus de 65 ans. Ils seront 7 millions en 1978 : 14 % des citoyens. Parmi eux, 2.300.000 n'ont que 340 F par mois pour vivre. 14 % seulement vivent en famille, 4 % vivent en collectivité,

82 % sont dans un isolement à peu près complet. Quant aux chômeurs ou demandeurs d'emploi, 56 % ont plus de 50 ans alors que les personnes de cet âge ne représentent que 18 % de la population active.

L'allongement de la durée de la vie, passée en Europe



de 63 à 76 ans en 50 ans, pose une série de problèmes sociologiques, économiques et moraux. C'est l'une des mutations les plus importantes sinon les plus spectaculaires de notre temps. Elle sanctionne l'apparition dans l'histoire de l'espèce humaine d'un être radicalement nouveau puisque, il y a un siècle seulement, l'homme ou la femme de plus de 65 ans constituaient l'exception. Pour le comprendre et lui trouver sa place dans une société que dominant par contraste les valeurs de mouvement, d'efficacité et d'action incarnées par la jeunesse, les clés que pourrait offrir la tradition n'existent pas.

C'est donc un continent vierge que ce « troisième âge » et où manquent encore cartes et repères. Cet essai en suggère quelques-uns dans une approche où biologie, sociologie, économie et psychologie ont beaucoup à dire.

Parmi les analyses de cet état qui échappe aux catégories ordinaires puisqu'il n'appartient ni au travail, ni au loisir, ni à la mort, deux retiendront particulièrement l'attention.

La population active française n'a jamais été si faible, et cependant l'homme ou la femme de 50 ans occupent souvent une place dévaluée dans l'appareil de production. A 65 ans, l'homme passe brusquement d'une activité encore intense au loisir forcé. Il y a dans la coexistence d'une telle demande et d'un tel gaspillage une contradiction qui n'a encore été ni étudiée, ni *a fortiori* surmontée. Sa solution tient à la réponse faite à la question suivante : oui ou non, la société moderne a-t-elle besoin de ces valeurs qui, pour ne pas être seulement économiques, n'en sont pas moins précieuses et que détiennent

les personnes âgées ? Si la réponse est oui, où et comment trouver à employer, en particulier, ces centaines de milliers de femmes de 50 ans et plus qui souvent se sentent à la fois oisives et inutiles quand leurs enfants sont élevés ?

Mais il ne suffit pas de recenser les domaines (enseignement, sanitaire, administratif, gardiennage d'enfants, culture, etc.) où pourrait s'effectuer une meilleure distribution des emplois. Encore faut-il que les hommes et femmes de 50 à 60 ans soient préparés à les occuper. Ce ne pouvait être le cas de ceux aujourd'hui, formés dans une société où la vieillesse était encore rare. Ceux qui, en revanche, s'en approchent maintenant savent ce qui les attend. Or, rien n'est encore fait pour leur permettre d'occuper utilement les vingt années de leur vie dites à tort inactives.

Car, et c'est l'une des remarques les plus importantes du livre, la vieillesse, cela se prépare. Une morale nouvelle se fait jour : jusqu'à présent, la sagesse était avant tout une bonne préparation à la mort. Désormais, avant de cesser de vivre, il est imposé à chacun un temps parfois long de réflexion sur la vie et, épreuve plus redoutable, sur « sa » vie... Qu'en faire si toute la vie elle-même n'a pas été construite dans cette perspective ? Et c'est un nouveau paradoxe : autrefois, les vieillards apprenaient aux jeunes à vivre — demain, ils devront apprendre eux-mêmes à vieillir.

Ce petit livre est riche en aperçus profonds sur un problème essentiel de l'homme et de la société d'aujourd'hui.

Maurice BLIN ■

Erratum : l'article sur « les Démocraties Populaires » publié dans notre précédent numéro était signé de Claude (et non pas Victor) Glayman.

Photos : Monestier — Violet — Keystone — A.F.P. — Houzel — Scoupe — ADNP — Bruchet — Gamma — Associated Press

**Robert Rochefort**

## **ROBERT SCHUMAN**

EDITIONS DU CERF

**Jean-Marie Pelt**

## **ÉVOLUTION ET SEXUALITÉ DES PLANTES**

HORIZONS DE FRANCE

**Jean Onimus**

## **LA COMMUNICATION LITTÉRAIRE**

DESCLEE DE BROUWER

**Pierre Avril**

## **L'ARRONDISSEMENT DEVANT LA RÉFORME ADMINISTRATIVE**

BERGER-LEVRAULT

# FAUT-IL DÉTRUIRE LA PHILOSOPHIE ?

par Etienne BORNE

**O**N sait que Bonaparte, devenu Napoléon, c'est-à-dire César, appréciait peu les intellectuels, et notamment les « idéologues », comme en début de ce siècle, se nommaient les philosophes d'une école à la mode, soit progressiste au demeurant, appellation technique, circonstancielle, alors hautement honorable, et que ce faux ami des lumières et efficace agent du progrès de l'histoire n'a pas peu contribué à disqualifier et à généraliser. Et de fait les régimes autoritaires, dictatoriaux, totalitaires se sont toujours conduits en ennemis à la fois des libertés publiques et de la philosophie, faisant un même sort à celles-ci et à celle-là, qu'il s'agit toujours ou d'asservir en la contraignant, comme disait Platon en son génie prophétique, à fabriquer des opinions utiles à la tyrannie établie, ou, si elle résiste, de la détruire en lui faisant un triple procès d'archaïsme, d'irréalisme et de subversion. On se souvient du Second Empire qui, en sa première période qui fut de réaction antilibérale, supprima les concours d'agrégation, visant par cette mesure hypocritement générale, l'agrégation de philosophie : car un Etat restauré selon les sains principes de gouvernement se devait de mettre à la raison ces perturbateurs de la conscience publique, que sont, par tradition ou vocation, idéologues et philosophes. Episode hautement symbolique, comme est significatif en sens contraire, cet enseignement de la philosophie dans les classes terminales de nos lycées et collèges, longtemps considéré comme un apprentissage de la liberté de l'esprit et une ouverture culturelle assez unique, et qu'on a coutume d'inscrire au crédit de notre démocratie, exemplairement libérale en cela, puisque c'est en France seulement que la philosophie est une discipline pratiquée dès l'enseignement secondaire.

**L'**AUTRE opinion, certes, n'est pas morte, je veux dire celle qui tient la philosophie pour subversive en tant que telle et qui verrait dans les classes de philosophie, dès lors qu'elles fonctionnent comme un examen critique continu des idées reçues, autant de machines à fabriquer des anarchistes et des contestataires ; opinion qu'il est aisé de réveiller et de rendre virulente en présentant d'un certain biais, habilement sollicité, tumultes et turbulences universitaires. Mais une telle opinion passait jusqu'ici comme caractéristique d'une certaine mentalité de droite. L'étonnante nouveauté des temps que nous vivons est que la philosophie et notamment la classe de philosophie, par laquelle la philosophie se fait institution, se trouvent vivement attaquées de l'autre côté de l'horizon par ce qu'il faut bien appeler la pensée gauchiste. Le paradoxe est que ce sont des philosophes de qualité, des esprits (mais ils tiendraient à injure d'être désignés par ce terme scientifiquement périmé) dont l'activité et les œuvres sont éminemment philosophiques, qui se trouvent à la pointe du combat contre la philosophie. Une interview de Michel Foucault au « Nouvel Observateur » du 9 février dernier contestait l'existence même de la philosophie — inévitable mort après celle de Dieu et de l'homme — et il moquait comme désuète et dépassée par l'état actuel du savoir cette universelle fonction critique que s'attribue comiquement le professeur de philosophie, sans s'apercevoir que cette sorte de critique est fondamentalement religieuse et que semblable au clerc de jadis il sert, même lorsqu'il les met idéalement en question, le trône bourgeois et l'autel capitaliste. Thèse qui comme toujours chez l'auteur antipersonnaliste des

« Mots et les Choses » porte la marque d'une personnalité prodigue en préciosités et en subtilités, mais que d'autres traduiront par le cri de guerre anonyme : « La philosophie est un instrument d'oppression et il faut la détruire par tous les moyens ».

**A**RGUMENTATION proprement rhétorique dont la faiblesse, comme celle de la critique universelle critiquée par Michel Foucault vient de ce qu'elle peut alimenter une polémique radicale contre toutes les sortes de pensée quels que soient leur contenu et leur style. J.P. Sartre en usa jadis contre Michel Foucault lorsqu'il avança que la méthode dite structuraliste, sans prise sur les devenir et les évolutions, était conservatrice, anti-révolutionnaire et par conséquent objectivement complice des systèmes politiques technocratiques et bureaucratiques. Ces sortes de réfutation, que M. Foucault en use agressivement ou qu'il en soit la victime, sont académisme vide et vain, car prouvant tout et n'importe quoi, elles ne sont que du vent et ne démontrent rien. Il est seulement vrai que la philosophie peut toujours, à travers les vicissitudes douteuses de son histoire, être détournée de son sens par des intérêts séculiers : thomisme que l'intégrisme cléricalo-politique fait servir à des fins d'intolérance, marxisme utilisé sans vergogne comme système de justification d'une oppression totalitaire. Et on accordera, exemple parmi d'autres et qui n'est pas le plus tragique, qu'un système libéral-bourgeois, ou pour préciser radical-socialiste, a pu en France faire trop bon ménage avec une philosophie du libre-examen et de la liberté du jugement. Mais dès que des pouvoirs abusifs entreprennent d'enrôler la philosophie, l'esprit déserte une pensée serve, et reste à leur dévotion un corps sans âme, macabrement docile. La philosophie toutefois est toujours capable de se reconquérir sur cette projection sociologique d'elle-même et de s'instaurer dans sa vérité en recouvrant sa liberté.

**C'**EST par un tel mouvement d'arrachement créateur qu'Emmanuel Mounier (et le vingtième anniversaire de sa mort aurait pu être célébré avec moins de discrétion) a redonné vie et fécondité à une philosophie de la personne, celle-là même contre laquelle s'acharnent avec une si frénétique obstination — sans doute parce qu'elle est philosophiquement exemplaire — les ennemis de la philosophie. On est arrivé à faire croire aux esprits faibles, terrorisés à la pensée d'être exclus de toute « scientificité », que la linguistique et l'épistémologie moderne ont définitivement éliminé les notions de sujet et de conscience personnelle. Singulière imposture : car s'il peut être commode, pour expliquer objectivement les discours humains, de les abstraire par convention de leurs sources subjectives, comment les comprendre, toute pensée étant pensée de quelqu'un, sans les éclairer à partir de leur principe qui est le sujet personnel ? Mounier allait plus loin que cette fausse avant-garde : raturée la référence à la personne, la régression envahit et la pensée spéculative qui ne propose plus, enrichi seulement de fioritures de style et d'outrances polémiques que des sous-produits de Taine et de Durkheim, et la pensée politique fausement de gauche qui, dans sa logique anti-personnaliste récuse libéralisme et démocratie, fait de l'anarchiste d'aujourd'hui ou un désespéré nihiliste ou un apprenti-tyran pour les fascismes de demain. Quelle que soit son origine, le mot d'ordre de destruction de la philosophie est réactionnaire absolument, irrévocablement.